

Relevé non exhaustif de luttes à portée environnementale dans la région arabe (2020-2021)

mercredi 16 mars 2022, par [TOSCANE Luiza](#) (Date de rédaction antérieure : 8 mars 2022).

Sommaire

- [ALGÉRIE 2020](#)
- [ALGÉRIE 2021](#)
- [ÉGYPTE 2020](#)
- [ÉGYPTE 2021](#)
- [IRAK 2020](#)
- [IRAK 2021](#)
- [JORDANIE 2020](#)
- [JORDANIE 2021](#)
- [KHOUZESTAN 2020](#)
- [KHOUZESTAN 2021](#)
- [KOWEÏT 2020](#)
- [LIBAN 2020](#)
- [LIBAN 2021](#)
- [LIBYE 2020](#)
- [LIBYE 2021](#)
- [MAURITANIE 2020](#)
- [MAURITANIE 2021](#)
- [SOUDAN 2020](#)
- [SOUDAN 2021](#)
- [SYRIE 2020](#)
- [SYRIE 2021](#)
- [TERRITOIRES OCCUPES \(48 ET \(...\)\)](#)
- [TERRITOIRES OCCUPES \(48 ET \(...\)\)](#)
- [TUNISIE 2020](#)
- [TUNISIE 2021](#)
- [YÉMEN 2020](#)
- [YÉMEN 2021](#)
- [GLOSSAIRE](#)

ALGÉRIE 2020

2 janvier, les parents d'élèves de Souk El Djemaa (commune de Toudja, wilaya de Béjaïa) ferment la mairie pour le cinquième jour d'affilée pour exiger des transports scolaires.

4 janvier :

- les travailleurs de l'entreprise chinoise « Dauphin d'or » de Bechloul (wilaya de Bouira) font une

journée de grève pour diverses revendications dont des équipements et une protection contre les produits chimiques manipulés. 27 juillet, des habitants manifestent du centre ville jusqu'à la SARL Dauphin d'Or pour dénoncer la pollution générée par l'entreprise et exigent la fermeture ordonnée par le wali.

- des habitants de Oued Zeboudj (commune de El Hoceïnia, wilaya de Aïn Defla) ferment la RN4 pour le troisième jour d'affilée pour exiger de l'eau et des équipements. Le 18, ils manifestent à nouveau.

6 janvier, des habitants de Djanet (wilaya de Illizi) manifestent contre l'exploitation de l'or par crainte de l'utilisation du cyanure et du mercure qui aurait entraîné des décès.

7 janvier, des agriculteurs de Souika, Msif, El Hirech et Sedrat Laghzel (wilaya de Naama) manifestent devant le siège de la wilaya pour réclamer une solution aux problèmes d'irrigation.

8 janvier, des habitants de Aïn Djerbouaâ (commune de Babar, wilaya de Khenchela) bloquent la RN83 pour exiger de l'eau potable, l'assainissement et l'aménagement urbain.

11 janvier, des habitants du quartier de Blida à Djamaa (wilaya de El Oued) manifestent au centre ville contre la soif.

13 janvier :

- des habitants de Bradma (commune de Kherrata, wilaya de Tizi-Ouzou) mettent sous scellés l'APC pour exiger de l'eau, du gaz et des transports accessibles.

- des habitants des chalets Cassio à Corso (wilaya de Boumerdès) manifestent devant le siège de la wilaya pour exiger des relogements en raison de l'infiltration des eaux pluviales, du déversement des égouts bouchés.

- des habitants de El Shahid Hussein (commune de Sidi Ali Melal, wilaya de Tiaret) manifestent devant la municipalité pour exiger de l'eau potable et une enquête car le projet d'adduction d'eau remonte à des années.

- des enseignants du collège Lamri Boudjemaa à Souk El Khemis (wilaya de Bouira) font grève pour protester contre l'état du collège (absence de chauffage, présence d'amiante). 23 novembre, les parents d'élèves manifestent et interpellent les autorités sur la présence d'amiante.

14 et 15 janvier, des habitants de Chelghoum Laïd (wilaya de Mila) manifestent pour préserver l'espace vert El Marja de la convoitise des investisseurs immobiliers. 4 juin, ils manifestent pendant plusieurs jours en défense de leur forêt.

15 janvier, des habitants et des militants de Bir El Ater (wilaya de Tébessa) manifestent contre un projet de décharge industrielle et médicale de 14 wilayas dans la zone d'Aïn Fouris. 4 février, ils manifestent à nouveau.

16 janvier :

- des habitants de Laïchaoui (commune de Mansoura, wilaya de Bordj Bou Arréridj) bloquent la RN5 pour exiger des transports scolaires

- des habitants de Aokas (wilaya de Béjaïa) manifestent devant le palais de justice lors du procès des opposants au projet de célibatorium de la police. Les commerçants font grève.

20 janvier :

- des habitants de Mahdia (wilaya de Tiaret) manifestent pour des emplois, des logements, le marché, le ramassage des ordures, un hôpital, des espaces verts, l'éclairage public.

- des habitants de la cité Ba Mendil à Ouargla manifestent pour la réfection du réseau d'assainissement.

21 janvier, des habitants de Gazal (wilaya de M'sila) barricadent la RN45 pour exiger eau potable et gaz naturel.

22 janvier :

- des habitants de Bouhalbes (commune de Mjez Dchich, wilaya de Skikda) bloquent les accès de la ville pour exiger eau potable et gaz de ville.
- des habitants de Idjehninène (commune de Boukhelifa, wilaya de Béjaïa) manifestent devant l'APC pour exiger de l'eau potable.

23 janvier, des habitants des villes riveraines de la RN3 manifestent pour l'élargissement des tronçons traversant des zones urbaines suite à l'accident près de Still (wilaya de El Oued).

24 janvier, lors de la manifestation à Alger, des manifestants arborent des pancartes ou des slogans anti gaz de schiste : « Pas de gaz de schiste, Tebboune n'est pas légitime », « Non au gaz de schiste, désastre Total », « Le gaz de schiste est un danger pour les Algériens », « Total est à El Mouradia » « On veut l'énergie solaire, amie de l'environnement ».

25 et 26 janvier, des habitants de Marghniss, Abid, Al Sar, Al Kalib et Ben Ouahchia (commune de Aïn Al Hadid, wilaya de Tiaret) ferment le siège de la municipalité et érigent une tente pour réclamer eau potable, gaz de ville, un bureau de poste et des transports scolaires.

26 et 27 janvier, des habitants de Ouled Dahmane (wilaya de Bordj Bou Arréridj) manifestent devant l'APC pour l'eau potable, le gaz et l'électricité, des transports scolaires, des salles de soins.

27 janvier, 17 élus de l'APC de Dahmouni (wilaya de Tiaret) démissionnent pour reprocher à l'édile l'absence d'éclairage public et d'écoles primaires, des problèmes de ramassage scolaire.

Première semaine de février, des parents d'élèves de Azaghar et Takliat (commune de Draa El Gaid, wilaya de Béjaïa) empêchent leurs enfants d'aller à l'école pour réclamer des transports scolaires.

2 février 2020 :

- des habitants de Béjaïa et des environs manifestent contre la privatisation du parc Mezaïa, décidée par l'ancien wali au profit d'un privé qui a lancé le parc de loisirs Ali Vava, contre la corruption et pour l'écologie. 16 mai, des habitants du boulevard Bouaouina manifestent contre un projet immobilier anti écologique et anti culturel. Le 20, ils manifestent à nouveau. Le 27, Karim Khima, président de Ard et activiste du hirak, est convoqué par la PJ pour « incitation à attroupement illégal ». Le 5 décembre, il est acquitté. Le 8, il est condamné à deux mois d'emprisonnement pour diffamation par le gérant du parc Ali Vava. 29 mars 2021, il est condamné à six mois d'emprisonnement avec sursis et une amende dans la même affaire. Le 30, il comparait dans l'affaire qui l'oppose au promoteur immobilier ERIDJ. 19 juin les habitants du boulevard Frères Bouaouina, Rue Bachir Bousbissi et de la rue Mohamed Hafedh manifestent pour faire annuler le projet.
- des habitants de Amar Moussa (commune de Aït Yahia Moussa, wilaya de Tizi-Ouzou) ferment la mairie pour exiger l'électrification de toutes les habitations.

9 février :

- des habitants de Inesman (commune de Taghzout, wilaya de Bouira) nettoient les canalisations d'eau pluviale, collectent les déchets et édifient des murs de soutènement à titre volontaire.
- des habitants de Dhfayri (commune de Sour El Ghozlane, wilaya de Bouira) manifestent devant l'APC pour exiger eau potable, électricité et gaz naturel.

13 février :

- des habitants de Tiaâssassin (commune d'El Esnam, wilaya de Bouira) ferment la RN33 pour

réclamer gaz et eau potable. Le 20, ils bloquent la RN33.

13 au 16 février, des habitants de Schmidt (commune de Guertoufa, wilaya de Tiaret) bloquent la RN23 pour exiger le raccordement au gaz et à l'eau. La gendarmerie intervient et interpelle des manifestants.

15 février, des habitants de Souk El Khemis (wilaya de Bouira) ferment l'APC pour l'eau, le gaz et la réfection de la route. Le 21, l'APC était toujours fermée.

16 février :

- des habitants des chalets Hadj Ahmed de Zemmouri (wilaya de Boumerdès) ferment la RN24 pour protester contre leurs conditions de vie entraînant allergies et maladies respiratoires.
- des habitants de Aïn Zaouïa (wilaya de Tizi-Ouzou) ferment l'APC pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de Abizar (commune de Timizart, wilaya de Tizi-Ouzou) ferment le château d'eau pour exiger de l'eau potable. Le 24, ils coupent pour le quatrième jour d'affilée l'approvisionnement en eau des localités du nord (Azzefoun, Aghribs, Akerrou, Ilissen, Tighzirt).

17 février, des habitants de Tahalkats (commune de Tichy, wilaya de Béjaïa) ferment l'APC pendant plusieurs jours pour exiger eau potable, bitumage de la piste, raccordement au gaz naturel et l'aménagement de la fontaine.

18 février, des habitants de Zahana (wilaya de Mascara) manifestent et ferment l'APC pour exiger de l'eau potable.

20 février, des habitants de la cité Lechboub de Oum Toub (wilaya de Skikda) ferment l'entrée ouest de la ville pour réclamer eau, électricité, gaz, le revêtement des routes et des aides au logement rural.

21 février, des habitants de Aït Bouzekri (commune de Tamridjet, wilaya de Bejaïa) cadenassent le portail de l'APC pour exiger de l'eau potable et la réfection de la route.

22 février, des habitants de Ben S'haba (commune de Dechmia, wilaya de Bouira) bloquent la RN62 pour réclamer eau potable, gaz naturel et réseau d'assainissement. Le 23, ils ferment la RN62 et la mairie. Le 27, ils ferment la mairie.

Février, des parents d'élèves nettoient l'école Guellil Saïd de El Milia (wilaya de Jijel) pour prévenir les allergies et les infections urinaires des élèves.

23 au 26 février, des habitants de El Kseur (wilaya de Béjaïa) ferment l'APC pour exiger eau potable, routes, assainissement, électricité et logement rural.

25 février, des habitants de la ferme Mohamed Benbarek (wilaya de Aïn Temouchent) bloquent la route d'Aghlal pour dénoncer leurs conditions d'habitation, sans eau, ni électricité, ni égouts.

25 et 26 février, des habitants de Aïn Fekan (wilaya de Mascara) manifestent devant le siège de la daïra pour exiger le départ du chef de daïra « klitou el baladia, ya serrakine » incapable de régler les problèmes d'emploi, de logement, de santé et d'assainissement de l'oued contaminé par les eaux usées.

26 février, des jeunes s'affrontent à la gendarmerie nationale lorsque cette dernière intervient pour rouvrir les vannes alimentant Sétif en eau potable à partir du barrage de Kharrata, fermées par des habitants de Senadla (commune de Draa El Kaïd, wilaya de Béjaïa). La population de Senadla fait une grève générale et bloque la RN9.

27 février, des habitants d'Oued El Malah (wilaya de Bordj Bou Arréridj) bloquent la RN106 pour exiger un réseau d'assainissement, le transfert de la ligne à haute tension, des transports.

29 février, des habitants de la cité Allaoua-Tagnane (wilaya de Skikda) paralysent la route Skikda/Filfila pour dénoncer les délestages et exiger des emplois.

1^{er} mars :

- des habitants de Rabta (wilaya de Jijel) ferment le boulevard Hocine Rouibah, pour exiger le raccordement au gaz et à l'électricité.
- des habitants de Chikh Left (commune de Ahnif, wilaya de Bouira) bloquent la route pour exiger de l'eau potable. Le maire assure qu'il n'y a pas de problème et... informe qu'une équipe de l'ADE colmate une fuite.
- des habitants de Kelaoune (commune de Kherrata, wilaya de Béjaïa) bloquent la RN9 pour exiger le raccordement au réseau d'eaux usées, au gaz naturel, l'électrification de certains domiciles. 24 janvier 2021, ils bloquent la RN9 pour exiger l'achèvement d'un forage pour l'alimentation en eau potable.

4 mars, des habitants de Mechraa-Sfa et Tagdempt (wilaya de Tiaret) et des chauffeurs de bus et de taxi bloquent le CW11, pour dénoncer l'impraticabilité et la pollution de la voie empruntée par des camions.

7 mars, des habitants de Ben Badis (wilaya de Constantine) manifestent devant l'APC pour l'éradication de la décharge de Boughareb qui pollue les oueds et les terres agricoles.

8 mars :

- des habitants du quartier Essahn 1 à El Oued bloquent le quartier et brûlent des pneus pour exiger du développement, notamment des égouts et une cantine scolaire.
- des habitants de Sanana (wilaya de Tizi-Ouzou) ferment le siège de la mairie pour exiger eau potable, assainissement, et la réfection de la route et de l'école primaire.

9 mars, des habitants de Metouaache (commune de El Euch, wilaya de Bordj Bou Arreridj) bloquent la RN45 pour exiger eau, électricité et une route. Les 13 septembre et 15 novembre, ils bloquent la RN45 à nouveau.

10 mars :

- des habitants de treize villages de la commune de Aït Yahya Moussa (wilaya de Tizi-Ouzou) manifestent devant le siège de la wilaya pour exiger de l'eau potable et le raccordement aux réseaux d'assainissement. 1^{er} juin, des habitants ferment le siège de l'APC. 23 mars 2021, des habitants des villages de Aït Yahya Moussa ferment la RN25 et occupent l'APC pour exiger l'eau potable, l'électricité, l'aménagement de la polyclinique, la réfection des routes et des écoles, etc. Le 31, la coordination des villages se dit peu satisfaite des promesses des autorités au lendemain de leur manifestation.
- les carriers de la mine de gravier de Sidi M'hamed Benouda (wilaya de Relizane) font grève pour obtenir des tenues de sécurité et le transport du personnel.

12 mars, après avoir empêché les camions des communes de El Harrouche, Ramdane Djamel et Salah Bouchaour de vider leur contenu dans la décharge de El Mazouz (commune de Zardezas, wilaya de Skikda), des habitants font circuler une pétition exigeant l'interdiction de la décharge et l'adressent aux autorités.

15 mars :

- des habitants de Souk El Djemaa (commune de Toudja, wilaya de Béjaïa) manifestent devant le

siège de la wilaya pour exiger électricité, collecte des déchets, aménagement du centre de santé et ramassage scolaire.

- des habitants de Tala Markha (wilaya de Béjaïa) manifestent devant le siège de la wilaya pour exiger leur raccordement à l'électricité.

26 avril, des habitants du 1^{er} mai et de Kherrazza (wilaya de Annaba) bloquent la RN44 pour exiger l'électricité. La gendarmerie intervient. Le 28 juillet et le 7 janvier 2021, ils bloquent à nouveau la RN44.

9 mai, des habitants de la cité Abane Ramdane à Aïn Oussara (wilaya de Djelfa) bloquent la RN40 pour exiger de l'eau potable.

25 mai, l'association Taghama à Tassala (commune de Taghzout, wilaya de Bouira) organise un volontariat de six jours pour réparer la conduite d'eau endommagée ; la tuyauterie est fournie par l'APC.

1^{er} juin, des habitants de Isoumathen (commune de Azzefoun, wilaya de Tizi-Ouzou) bloquent la route menant à Aghribs et le passage du wali pour réclamer de l'eau potable.

7 juin :

- des habitants de Douar Benziane (commune de Bordj El Kiffan, wilaya d'Alger) lancent des travaux pour un jardin public à titre bénévole et nettoient les détritiques du quartier. 28 décembre, ils achèvent leur projet.

- des habitants de Maamar (commune de Draa El Mizan, wilaya de Tizi-Ouzou) ferment le bureau local de l'ADE pour exiger de l'eau potable.

- des habitants de Mechta Ourziz et Mechta Moula Habbassa (commune de Chigara, wilaya de Mila) ferment le siège de la municipalité avec des chaînes pour réclamer de l'eau potable et la venue du wali.

- des habitants de Darguina (wilaya de Béjaïa) ferment la RN9 pour exiger de l'eau potable. 27 juin 2021, ils bloquent à nouveau la route.

- des habitants de la cité Merj Eddib de Skikda nettoient leur quartier à titre bénévole et à leurs frais.

8 juin, des habitants du quartier Sidi Kbelci de Bordj Ben Azzouz (wilaya de Biskra) manifestent pour l'électricité et ferment le siège de la municipalité.

9 juin :

- des habitants d'Akhenak (commune de Seddouk, wilaya de Béjaïa) donnent l'assaut à la décharge de la commune limitrophe d'Ouzellagen, polluante pour la population et les terres, bloquent l'entrée des camions. Affrontements. Le 10, ils bloquent la pénétrante de Béjaïa pour exiger la fermeture de la décharge.

- des habitants de Boumalek (commune de Guelta Zerga, wilaya de Sétif) manifestent pour l'eau potable.

10 juin :

- des jeunes de Tinzouatine (wilaya de Tamanrasset) ferment le siège de la daïra pour protester contre la pose d'un barbelé empêchant l'accès à l'oued. Le 15, à l'issue d'une manifestation pour l'accès à l'eau potable à Tinzouatine, les forces armées tirent, font un mort et des blessés et procèdent à des arrestations. Le 16, rassemblement de solidarité à Tamanrasset.

- des habitants de Douar Hassayinia (commune de Béni Dergoun, wilaya de Relizane) manifestent pour des égouts.

13 juin, des habitants de la cité de 276 logements à Hammadi Krouma (wilaya de Skikda) bloquent la route pour exiger de l'eau potable et un réseau d'assainissement.

14 juin, des habitants de Ighil Naït Ameer (commune de Ahnif, wilaya de Bouira) ferment le siège de l'APC pour exiger de l'eau potable.

15 juin :

- des habitants de M'kira (wilaya de Tizi-Ouzou) manifestent devant la wilaya pour réclamer de l'eau potable.
- des habitants et des militants de la société civile de Timiaouine (wilaya de Adrar) manifestent pour l'eau potable avec des pancartes « La crise de l'eau est pire que celle du corona », « Pas de vie sans eau » et exigent l'intervention du wali et du Président de la république.

21 juin, des habitants de plusieurs quartiers de Baraki (wilaya d'Alger) achèvent une campagne de nettoyage et de plantation d'arbres à titre volontaire.

22 juin, des habitants de Keddara-Bouzezga (wilaya de Boumerdès) se heurtent à un exploitant de carrières d'agrégats sur fonds de conflit depuis des années pour accaparement du foncier et pollution (affaire devant les tribunaux en ce qui concerne les terres). Des blessés sont évacués à l'hôpital.

26 juin :

- des habitants du quartier riverain du stade municipal de Bordj Chellala (wilaya déléguée de Tiaret) manifestent pour l'eau potable.
- l'association des habitants de Harouza (wilaya de Tizi-Ouzou) organise un volontariat pour nettoyer la forêt de Harouza.

30 juin au 4 juillet, des habitants de Djouab (wilaya de Médéa) ferment le siège de l'APC pour protester contre la pénurie d'eau.

1^{er} juillet, le personnel de nettoyage de la ville de Tiaret fait la grève de la collecte des ordures depuis quatre jours pour exiger des vêtements de protection, la prime de pénibilité, du matériel adapté et le reclassement des travailleurs.

5 juillet, des habitants de Sidi Aïssa (commune de Guerouaou, wilaya de Blida) bloquent la RN29 pour exiger de l'eau potable.

6 juillet, des habitants de Guentour et Ighil Zougaghen (commune de Haïzer, wilaya de Bouira) font une visite sur le site de la nouvelle conduite d'eau, prête depuis six mois et non fonctionnelle. Ils constatent des malfaçons. Le 7, un engin de l'APC comble le remblai. Les habitants de Guentour, sans eau potable, ferment l'APC.

7 juillet, des habitants de Tagnit N'Ath Hemmou (village de Selloum, commune d'Aghbalou, wilaya de Bouira) composent une délégation qui est reçue par un adjoint de la municipalité pour exiger eau, électricité et aménagement de la route.

8 juillet, des habitants de Bou Jenada (commune de Guelta Zerga, wilaya de Sétif) manifestent pour l'eau potable.

12 juillet, des habitants de Arkoub (commune de Bouderbala, wilaya de Bouira) ferment l'APC pour exiger de l'eau potable et se rendent au siège de la daïra où ils sont reçus par le secrétaire général et le responsable de l'ADE. Le 26 et le 31, ils ferment le siège de l'APC.

14 juillet, des habitants de Messaad (wilaya de Djelfa) manifestent pour l'eau potable. 16 août, des jeunes bloquent la route Djelfa/Majbara pour exiger de l'eau potable, de l'électricité, un réseau d'assainissement.

15 juillet, des habitants de Medjez Sfaa et Aïn Benbeïda (wilaya de Guelma) manifestent devant le siège de l'APC pour exiger de l'eau potable.

15 et 16 juillet, des habitants de Ath Sidi Maamar, Ihlouthène et de 17 autres villages de la commune de Frikat (wilaya de Tizi-Ouzou) ferment les sièges de l'APC et de la daïra pour exiger de l'eau potable, à l'appel de la coordination des comités de villages.

16 juillet :

- des habitants de Yakouren (wilaya de Tizi-Ouzou) ferment la RN12 pour exiger de l'eau potable, absente depuis un mois. 2 septembre, des élus municipaux ferment la RN12 pour exiger de l'eau potable, des écoles, des routes etc., pour leurs villages.
- des habitants de Mlaoua (commune de Ath Lakser, wilaya de Bouira) ferment l'APC et bloquent la route.

18 juillet, la commission d'hygiène et de sécurité de la wilaya de Béchar se prononce en faveur de la délocalisation, réclamée par les riverains, des dépôts de carburants de Naftal, en raison de la toxicité de l'amiante des bacs, contre de la proposition du PDG de Naftal d'extension du site.

19 juillet :

- des habitants de Chekouh, Izouyad, Maala (commune de Ath Laaziz, wilaya de Bouira) manifestent devant la municipalité pour exiger de l'eau potable. Le 22, ils ferment la mairie, le 23, ils bloquent la RN5.
- des habitants de Amassine (commune de Amizour, wilaya de Béjaïa) ferment le CW21 pour exiger eau potable, gaz naturel, assainissement, centre de santé et la réfection de la route.

21 juillet, le collectif Agraw n at Lhir (groupe des bienfaiteurs) de Aghbalou (wilaya de Bouira) décide de lancer un forage à Tahanout et appelle les habitants de Takerboust à participer au financement (conjointement avec l'APC). 4 septembre, le collectif achève le forage pour l'alimentation en eau potable de Takerboust, qui fonctionne provisoirement grâce au groupe électrogène d'un particulier permettant le pompage.

22 juillet :

- des habitants de Chekbou (commune de Djaafra, wilaya de Bordj Bou Arréridj) manifestent et ferment la station d'eau pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de la cité des 188 logements de Aïn Azel (wilaya de Sétif) manifestent pour l'eau potable.

23 juillet, des habitants d'Ath Laaziz (wilaya de Bouira) bloquent la RN5 pour exiger de l'eau potable.

25 juillet, des habitants de Ikachouchen, Takhribt, Arkoub Azzegagh et El Bir (wilaya de Tizi-Ouzou) ferment le siège de la daïra pour exiger de l'eau potable.

26 juillet :

- des habitants du quartier Ibn Khaldoun (cité Akid Lotfi à Oran) éradiquent une décharge sauvage et plantent des arbres à titre bénévole.
- des habitants de At Ouandelous (commune d'Azzefoun, wilaya de Tizi-Ouzou) ferment le siège de la municipalité pour exiger de l'eau potable.

- des habitants de Bouzeguene (wilaya de Tizi-Ouzou) manifestent devant la direction des ressources halieutiques de la wilaya pour exiger de l'eau potable. 21 septembre, la coordination des comités de villages (Houra, Ibouyesfene, Asleway, Taourirt, Ait Mizane, Ait Salah, Ahrik, Ighil Tizi Boa, Ikaussa, Takoucht, Ait Ikene) de Bouzeguene bloquent l'APC et la daïra, sur fond de grève générale.

2 août :

- des habitants de Emjez Edchich (wilaya de Skikda) bloquent les entrées de la localité pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de Aïn Benian (wilaya d'Alger) bloquent l'artère principale pour protester contre la coupure d'eau. 23 juin 2021, ils bloquent la route de Cheraga. 17 juillet, ils manifestent.
- des habitants de Ighoraf (wilaya de Bouira) manifestent devant la mairie pour protester contre les coupures d'eau.
- des habitants de Halouia, Chiffa et Amroussa (wilaya de Blida) manifestent devant les sièges de la SONELGAZ et de l'ADE pour protester contre les coupures d'électricité et d'eau.
- des habitants de Mila manifestent devant le siège de la wilaya pour exiger de l'eau potable.

3 août, des habitants de Aït Bouadda (commune de Azazga, wilaya de Tizi-Ouzou) ferment le siège de l'ADE pour exiger de l'eau potable. Le 11, ils ferment le siège de l'APC.

4 août, des habitants de Benachiba (wilaya de Sidi Bel Abbès) murent le siège de la mairie pour exiger de l'eau potable.

6 août, des habitants de Guedila (commune de Djemorah, wilaya de Biskra) bloquent la rue Hakim Saadane avec des pneus enflammés pour exiger de l'eau potable.

8 août :

- des habitants et des commerçants de Blida manifestent contre les coupures d'électricité et d'eau potable, l'accumulation des ordures et exigent une enquête.
- des habitants de Takroumbalt (commune de Al Maïn, wilaya de Bordj Bou Arréridj) bloquent la route menant au village pour protester contre les amoncellements de déchets ménagers.

9 août :

- des habitants de Guentour-Bas (commune de Haïzer, wilaya de Bouira) ferment le siège de l'APC pour exiger de l'eau potable. Le 11, ils ferment le siège de l'APC.
- des habitants des 17 villages de Boumahni (wilaya de Tizi-Ouzou) ferment le siège de l'APC pour exiger de l'eau potable et le ramassage des ordures.

10 août, des habitants du quartier Al Kherba (wilaya de Mila) manifestent devant le siège de la wilaya contre le traitement par les autorités des conséquences du tremblement de terre.

11 août :

- des habitants de Ouled Boudiaf, El Merdja et d'autres villages de Oued El Berdi (wilaya de Bouira) ferment le siège de la municipalité pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de Aït Bouadda (wilaya de Tizi-Ouzou) ferment l'APC et l'ADE pour exiger de l'eau potable.

12 au 16 août, des habitants de Zelgou (commune de Benâiria, wilaya de Chlef) manifestent pour l'eau potable.

13 août, des habitants de Mers El Kebir (wilaya d'Oran) ferment l'entrée de la localité pour exiger de l'eau potable.

14 août, des habitants de Timlouka (wilaya de Tizi-Ouzou) bloquent la RN14 pour exiger de l'eau

potable.

15 août :

- des habitants de Tamassit (commune de Aghribs, wilaya de Tizi-Ouzou) saisissent l'ADE, la commune et la daïra de leurs problèmes d'alimentation en eau.
- des habitants de la cité El Ouarsenis de Mers El Kebir (wilaya d'Oran) bloquent la route de la corniche pour protester contre la pénurie d'eau.

15 et 16 août, des habitants de Maaza (commune de El Euch, wilaya de Bordj Bou Arréridj) bloquent la RN45 pour exiger eau, électricité et gaz. 25 mai 2021, ils bloquent la RN45 pour exiger eau, gaz et assainissement. Le 29, ils bloquent la RN45 pour exiger de l'eau potable et un nouveau forage, le gaz, l'assainissement et une voie d'évitement de la carrière d'agrégats.

16 août :

- des habitants de Bendaoud (wilaya de Bordj Bou Arréridj) bloquent le siège de l'APC pour réclamer l'eau et l'annulation de la liste des bénéficiaires des aides au logement rural.
- des habitants de plusieurs villages à l'ouest de Ath Laaziz (wilaya de Bouira) bloquent la RN5 pour exiger de l'eau potable au niveau de Draa El Khemis.
- des habitants de Tizi El Oued et Sahel (commune de Melbou, wilaya de Béjaïa) ferment la RN43 pour exiger eau potable, assainissement, gaz et infrastructures de santé.
- des habitants de Atemousse (commune de Semaoun, wilaya de Béjaïa) bloquent le CW21 pour exiger eau potable, assainissement, santé gaz de ville.

17 août :

- des habitants de la cité Slim 2 à Oued Sly (wilaya de Chlef) manifestent devant la mairie pour exiger de l'eau potable.
- des riverains et l'association Serrir Abdelkrim manifestent devant le siège de la wilaya de Béjaïa pour s'opposer à un projet immobilier dans le quartier de Taassast.
- des souscripteurs de AADL2 des 3000 logements de Khemis El Khechna (wilaya de Boumerdès) manifestent devant le siège d'AADL à Saïd Hamdine pour exiger des certificats d'affectation, eau, gaz et électricité dans leurs logements. Les 10 septembre et 3 décembre, ils manifestent à nouveau.
- des habitants de Lamcen (wilaya de Batna) ferment le siège de l'APC pour exiger de l'eau potable.

18 août :

- des habitants de Hassi Rmel (wilaya de Laghouat) manifestent devant le siège de la daïra pour exiger de l'eau potable non polluée.
- des habitants de Tadergount (commune de Darguina, wilaya de Béjaïa) cadenassent le portail de l'APC pour exiger le raccordement en eau et en gaz, l'aménagement de la route menant au village et des infrastructures sanitaires.
- des habitants de Aïn Skhoun (commune et wilaya de Béjaïa) manifestent devant le siège de la wilaya pour exiger eau, gaz, électricité et un réseau d'assainissement.

18 et 19 août, des habitants de Tlata (commune de Taher, wilaya de Jijel) bloquent plusieurs routes pour exiger eau et électricité.

19 août :

- des habitants de Tala Hiba (commune de Toudja, wilaya de Bejaïa) murent le siège de la mairie pour plusieurs jours pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de Ouled Simsar (commune de Takselant, wilaya de Batna) bloquent la route pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de Khelidj, Oued Laouar, Bechtouti et Hrour (commune de Gosbat, wilaya de Batna) ferment l'APC pour exiger eau potable, réseau d'assainissement et gaz de ville.

20 août, des habitants de Ath Ldjaadi (commune de El Esnam, wilaya de Bouira) exigent du wali l'intervention des pouvoirs publics pour leur fournir un réseau d'assainissement, l'eau potable, la réfection du chemin, l'éclairage public.

23 août :

- des habitants de Ighil Nath M'hand (commune d'Ouled Rached, wilaya de Bouira) cadennassent l'APC pour réclamer électricité et gaz.
- des habitants des villages de la commune de Ouled Aouf (wilaya de Batna) bloquent la route de Ngaous pour exiger eau potable, électricité et gaz de ville.
- des habitants de Ayoun El Asafir (wilaya de Batna) bloquent une route pour protester contre les coupures d'eau.

24 août, des habitants de Aït Saada (commune de Akfadou, wilaya de Béjaïa) ferment l'APC pour réclamer une répartition équitable de l'eau potable.

25 au 28 août, des habitants de Louida et Lembatel (commune de Béni Zid, wilaya de Skikda) cadennassent la station de pompage du barrage de Béni Zid pour exiger de l'eau potable. Le barrage est remis en service suite aux promesses des responsables de l'ADE et de la direction de l'hydraulique.

1^{er} septembre, nouveau durcissement dans le conflit qui oppose les habitants de Tifra (wilaya de Béjaïa) à la municipalité, fermée par eux depuis quatorze mois suite à des problèmes d'assèchement des sources, de routes délabrées et de l'absence d'éclairage public.

2 et 3 septembre, des habitants de Kalous (commune de Aomar, wilaya de Bouira) bloquent la RN5 pour exiger leur relogement et quitter leurs habitations situées sur le lit d'un fleuve, menacées d'inondations et infestées de rats.

2 septembre, des habitants de Ighalen (commune de Souamaâ, wilaya de Tizi-Ouzou) ferment la route menant à Tizi-Ouzou pour réclamer des ralentisseurs.

4 et 11 septembre, le collectif de jeunes de Ighzer Iwaqouren (Agraw Tigemmi n'Iwaqouren) (commune de Saharidj, wilaya de Bouira) réhabilite le village en pierres (adduction d'eau potable et évacuation eaux usées, électrification, recyclage des déchets).

6 septembre, des habitants de Z'bair (commune de Serguine, wilaya de Tiaret) ferment l'APC pour exiger eau, électricité, réseau d'assainissement, routes.

7 septembre, des habitants de Hai Essalam à Layoune (wilaya de Tissemsilt) barricadent la RN14 pour exiger eau potable, école et gaz de ville.

11 septembre, des habitants de Tizi Oudjaboud (commune de Bounouh, wilaya de Bouira) nettoient à titre volontaire l'espace forestier.

12 septembre :

- des habitants de Zoubga (commune de Illilten, wilaya de Tizi-Ouzou) se cotisent pour la réhabilitation du réseau de distribution d'eau potable (nouvelle tuyauterie de 8 km)
- des agriculteurs de Mohammadia (wilaya de Mascara) manifestent à l'occasion de la visite du ministre de l'Intérieur contre la situation du barrage de Fergoug et l'absence d'eau d'irrigation.

13 septembre, des habitants de la Crête Rouge (commune de El Adjiba, wilaya de Bouira) ferment l'unité de l'ADE de Tilesdit pour exiger de l'eau potable, la réfection des canalisations qui contiennent de l'amiante.

17 septembre, le groupe bénévole « Sauvons Dellys » (wilaya de Boumerdès) a nettoyé les plages de Laguiwas, Ramla, Sidi El Madjni et Ghar Lahman.

19 septembre, des habitants de El Mekhazen (commune de El Euch, wilaya de Bordj Bou Arréridj) bloquent le siège de l'APC pour exiger de l'eau potable.

27 septembre, des agriculteurs de Choucha (commune de Lioua, wilaya de Biskra) manifestent devant l'APC et cadennassent son entrée pour exiger leur raccordement à l'électricité qui devra leur permettre d'actionner les pompes à eau d'irrigation.

4 octobre, la coordination des villages de Koukou, Aït Haroun, Aït Bali, Ighil Ahfad et Laazib At Ouamara (commune de Aït Yahya, wilaya de Tizi-Ouzou) ferment l'APC et la DTP, pour porter une série de revendications dont l'amélioration des réseaux AEP et assainissement, l'achèvement d'une piste agricole, l'extension du réseau électrique.

5 octobre, les habitants de Souk N'Tlata (commune de Tadmaït, wilaya de Tizi-Ouzou) bloquent le chantier du barrage depuis un mois pour exiger leur relogement.

13 octobre :

- des habitants du quartier-bidonville ONACO (commune de Corso, wilaya de Boumerdès) manifestent pour exiger leur relogement.

- la société civile s'est mobilisée pendant deux mois à Ighil Ali (wilaya de Béjaïa) pour l'environnement, à travers l'opération Adrar propre, grâce à des collectes de fonds.

25 et 26 octobre, des habitants de Bouchktiam (commune de Sidi Aïch, wilaya de Béjaïa) bloquent la RN26 pour exiger de l'eau potable, la fermeture d'un poulailler et une école primaire.

27 octobre, des habitants de Bled Hadba (commune de Bir El Ater, wilaya de Tébessa) manifestent lors de la visite du ministre des Mines, pour réclamer leur dû après l'expropriation de leurs terres sur lesquelles sera construite une usine de traitement du phosphate.

31 octobre, des jeunes de Imezdourar (commune de Saharidj, wilaya de Bouira) réhabilitent la source puis le village avec des centaines de volontaires.

3 novembre, l'association des parents d'élèves de l'école primaire Chahid Aït Ramdhan de Imaloussen (commune de Timizart, wilaya de Tizi-Ouzou) ferment l'école et retiennent leurs enfants à la maison pour dénoncer l'état de l'école, fissurée depuis le séisme de 2003.

10 novembre, des associations de Amizour (wilaya de Béjaïa) exigent la délocalisation d'une centrale à béton en raison de la pollution de l'air et de la pollution sonore.

15 novembre, des habitants de Belimour (wilaya de Bordj Bou Arréridj) manifestent devant l'ADE pour exiger de l'eau potable.

18 novembre, des parents d'élèves de l'école primaire Slimane Mellah Kettouf de Talmine (wilaya déléguée de Timimoun) ferment l'école pour dénoncer le manque de tables, la non distanciation des élèves, exiger de l'eau potable et de l'électricité.

28 novembre, des habitants de Rouissat (wilaya de Ouargla) bloquent la route de Hassi Messaoud pour exiger la pose de ralentisseurs.

24 novembre, des habitants de El Fedj (commune de Ksour, wilaya de Bordj Bou Arréridj) manifestent depuis huit jours contre l'implantation d'une carrière d'agrégats pour préserver la faune

et la flore.

1^{er} décembre, des habitants de Guessaba (commune de Ramdane Djamel, wilaya de Skikda) bloquent la RN44 pour protester contre les coupures d'électricité.

2 décembre, des habitants de Bougaba (commune de Mansoura, wilaya de Bordj Bou Arréridj) bloquent la RN5 pour exiger eau, assainissement, éclairage et logement rural.

6 décembre :

- des habitants de la cité Khamis dite El Hamra à Aïn El Bey (commune de El Khroub, wilaya de Constantine) manifestent pour avoir l'eau, l'électricité, le gaz, l'assainissement, la collecte des déchets, une protection contre les crues de l'oued.

- des habitants de Aouine Zeraïga à Bordj Bou Arréridj manifestent et bloquent la RN106 pour exiger un réseau d'assainissement, des travaux de voirie et l'éclairage public.

9 décembre, des parents d'élèves du CEM Emir Abdelkader de El Anzor (wilaya d'Oran) et des militants de la société civile font un sit-in pour exiger la fermeture immédiate de l'établissement, construit avec de l'amiante et infesté par les nuisibles.

13 décembre :

- des habitants de Ouled Salem (commune de El Euch, wilaya de Bordj Bou Arréridj) bloquent la RN45 pour exiger eau potable, assainissement, éclairage et une route.

- des habitants de Fliki (commune de Azazga, wilaya de Tizi-Ouzou) ferment le siège de l'APC pour exiger la réfection du réseau d'assainissement et de la conduite d'eau, une ligne de gabionnage et des équipements routiers et sportifs.

14 décembre :

- des habitants du quartier Lebchouche de Oum Toub (wilaya de Skikda) bloquent le CW7 pour exiger eau potable, gaz de ville et l'élimination d'une décharge voisine d'un établissement scolaire.

- des habitants de Lemraidia (commune de Ben Azzouz, wilaya de Skikda) bloquent une route pour exiger électricité et gaz de ville.

16 décembre :

- les enseignants du lycée Belkheir Cheikh de Aïn Hadid (wilaya de Tiaret) font grève et rejoignent le mouvement des lycéens en lutte contre le ruissellement des eaux de pluie, l'absence de chauffage.

- des parents d'élèves de Taourirt (commune de Tamokra, wilaya de Béjaïa) réclament des transports scolaires pour leurs enfants scolarisés à 15 km.

20 décembre, des habitants de El Djeriat (commune de El Kasbat, wilaya de Batna) ferment le CW9 pour exiger de l'eau potable.

26 décembre, des habitants de la cité Malki à Ben Aknoun (wilaya d'Alger) se portent volontaires pour nettoyer la cité.

29 décembre, des habitants du quartier Anner Amellal B de Tizi-Ouzou manifestent pour des avaloirs, inexistantes lors des récentes intempéries et inondations.

ALGÉRIE 2021

10 janvier, des habitants de Iazouzène-Aït Mekla (commune de Chabet El Aneur, wilaya de

Boumerdès) manifestent devant l'APC pour une série de revendications : transport scolaire, santé, énergie. Ils sont empêchés d'entrer par la police, puis rencontrent le maire et le responsable de la daïra.

12 janvier, des habitants de Oued Ennil (commune de El Bouni, wilaya d'Annaba) bloquent la RN44 pour exiger de l'électricité.

17 janvier :

- des habitants de Souatia, Ouled Khalfi et Si Mohamed (commune de Sidi M'hamed Benali, wilaya de Relizane) bloquent le trafic sur le CW87 pour exiger de l'eau potable, l'éclairage public, le ramassage scolaire et des routes.

- des habitants du quartier de El Mekhadma à Ouargla font une marche qui traverse la ville pour exiger un réseau d'assainissement, de l'eau aux carrefours et des adoucisseurs d'air, l'éclairage public pour se préserver des scorpions et du personnel spécialisé au centre de santé, le chauffage et la climatisation des écoles.

18 janvier, des jeunes de Mahnouch, Taremant et Aït Louli (commune de Mkira, wilaya de Tizi-Ouzou) qui avaient manifesté en 2018 contre les carrières de tuf de M'kira, sont convoqués par la gendarmerie et des habitants manifestent en les accompagnant. 29 septembre, quatre jeunes sont condamnés à deux ans de prison ferme par le tribunal de Draa El Mizan, suite à la plainte de la SARL TUFEAL, pour destruction et incendie des équipements. 2 octobre, 19 comités de villages de Mkira exigent l'intervention du wali pour fermer la carrière, déjà fermée en 2018 par les villageois.

20 janvier, des habitants de Ath Malek (commune de Adekar, wilaya de Béjaïa) ferment la RN12 pour exiger l'achèvement du projet d'alimentation en eau potable.

23 janvier :

- des jeunes de Draa Ben Khedda (wilaya de Tizi-Ouzou) manifestent contre un chantier prévu sur l'espace vert du quartier, barricadent les routes.

- des enfants, précédés par leurs parents, de la cité Mimosa à Constantine, manifestent contre la route construite sur leur espace vert par le promoteur immobilier Blakes.

24 janvier, des habitants de Sidi Abdelkader (commune de Sehaliyya, wilaya de Mascara) se mobilisent pour des égouts.

25 et 26 janvier, des habitants de Ouled Sidi Omeur (commune de Theniet Nasser, wilaya de Bordj Bou Arréridj) ferment l'APC pour exiger de l'eau potable.

26 janvier 2021, des habitants de Ath Iran (commune de Ath Bouadou, wilaya de Tizi-Ouzou) ferment l'APC pour exiger le ramassage scolaire, un réseau d'assainissement et le raccordement au réseau d'AEP.

1^{er} février, des habitants de Ath Ali (commune de Boghni, wilaya de Tizi-Ouzou) ferment les sièges de l'APC et de la daïra pour exiger l'assainissement, la collecte des déchets, le raccordement à l'eau de source, la réfection des routes.

6 février, des habitants de Oulad Mehnia (wilaya de Sétif) manifestent devant le siège de la daïra pour exiger eau potable et le ramassage scolaire.

7 février, des habitants de Laâzaïb (commune de Aït Yahya Moussa, wilaya de Tizi-Ouzou) ferment le siège de l'APC pour réclamer de l'eau potable. Une délégation est reçue par le maire et l'ADE.

13 février :

- des habitants de El Adjiba (wilaya de Bouira), manifestent contre les rejets dans l'eau de l'usine de plâtre.
- des habitants de Lota (wilaya de Béjaïa) manifestent contre le « rond point de la mort ».

14 février :

- des habitants de Boumessaâda (commune de Djaâfra, wilaya de Bordj Bou Arréridj) organisent une réunion avec le chef de daïra et le P/APC pour exiger le dallage des rues, un réseau d'assainissement, la réfection de la route. Ils obtiennent des promesses mais fin mars, rien n'a commencé.
- des habitants de Akaoudj (commune de Aït Aïssa Mimoun, wilaya de Tizi-Ouzou) manifestent à l'appel du comité de village pour une série de revendications dont le raccordement à l'électricité. Le 16, le wali les convie à une réunion.

18 février, des habitants de Zeraka (commune de Aïn Merane, wilaya de Chlef) manifestent devant l'APC pour exiger de l'eau potable.

21 et 22 février, des habitants de Aïn Sbira (commune de Aïn Smara, wilaya de Constantine) ferment la route menant à la circonscription d'Ali Mendjeli pour exiger leur raccordement aux réseaux d'assainissement et de gaz et des logements ruraux.

23 février, des habitants de la cité Bassatine (commune de Mazagran, wilaya de Mostaganem) bloquent la route pour exiger des bacs à ordures, une passerelle au dessus de la route, des équipements sportifs, l'éclairage public, le revêtement de la route, etc.

28 février, des habitants de Karabib (commune de Zoubiria, wilaya de Médéa) commencent un sit-in illimité pour exiger la délocalisation de la station de concassage de Méga Agrégat, condamnée par la justice en 2019, qui a stérilisé les terres agricoles, les prive d'électricité et d'irrigation et a entraîné des pathologies chez les habitants et les animaux.

2 mars, des habitants de Tamazirt Ourabah (commune de Mizrana, wilaya de Tizi-Ouzou) manifestent devant le siège de la daïra pour exiger un réseau d'assainissement et la réfection des routes.

3 mars :

- des habitants de Sahel, Tazeboujt, Boulimat, Euch El Bez et Saket (wilaya de Béjaïa) ferment la RN24 pour dénoncer la mafia du foncier qui a dilapidé des domaines forestiers, domaniaux ou communaux. Le blocage dure au moins cinq jours.
- des habitants du quartier Harraga de Bordj El Kiffan (wilaya d'Alger) nettoient leur quartier de tous les détritiques et réalisent des travaux d'hygiène à titre volontaire.

7 mars :

- des habitants de El Berrarcha (commune de El Karimia, wilaya de Chlef) manifestent à l'entrée du village pour exiger de l'eau potable, le raccordement au gaz naturel, un réseau d'assainissement.
- des habitants de Alouachen (commune de Ath Laaziz, wilaya de Bouira) ferment la RN5 dans la zone de Euch El Tir pour exiger le raccordement à l'eau et au gaz et des voies de communication.

7, 8 et 9 mars, des habitants de Iaalwachen et Ivahriten (commune de Ath Laaziz, wilaya de Bouira) ferment la RN5 au lieu dit Aich Ettir pour exiger eau potable, électricité et axes routiers.

13 mars, des habitants de El Euch (wilaya de Bordj Bou Arréridj) bloquent la RN4 pour revendiquer son dédoublement suite au nombre d'accidents mortels.

16 mars, l'association Tadakli Tadart Lejdid de Saharidj poursuit l'opération de reboisement des

sites d'Iwaquren (commune de Mchadallah, wilaya de Bouira) touchés par les incendies.

17 mars, des chômeurs de Bekkouche Lakhdar (wilaya de Skikda) manifestent devant la société des ciments de Hjar Essoud, pour exiger des emplois dans la société dont ils dénoncent la pollution par ailleurs.

18 mars, des habitants de la cité Mohammed Saïfi à Aïn Oussara (wilaya de Djelfa) bloquent la RN1 pour exiger un réseau d'assainissement.

22 mars, des habitants de Béjaïa, sinistrés par le tremblement de terre du 18 mars, bloquent la route pour exiger leur relogement. La majorité des élus à l'APC tient un rassemblement devant le siège de la wilaya pour demander des mesures urgentes. Le 25, des habitants, après une secousse tellurique, manifestent pour exiger la prise en charge des victimes et des dégâts matériels et bloquent les routes menant à la ville. 6 septembre, des familles sinistrées manifestent devant le siège de la wilaya pour exiger leur relogement.

27 mars :

- des femmes du quartier Napolitain de Skikda manifestent devant leurs demeures exigent leur relogement après la secousse tellurique qui a partiellement endommagé le quartier le 18 mars.
- des habitants de Ighzer Oufis (commune de Darguina, wilaya de Béjaïa) bloquent la RN9 à Darguina pour protester contre le vidage du barrage, par crainte de manquer d'eau.

1^{er} avril, des habitants de Mohamed Naâs (ou Merj Mechouda, commune de Oum Toub, wilaya de Skikda) cadennassent le siège de l'APC pour exiger le raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz.

3 avril, des habitants des 5000 logements de Reghaïa (wilaya d'Alger) manifestent contre le manque d'eau, d'hygiène, d'éclairage et de sécurité.

4 avril, des habitants de Aït Sidi Ahmed (commune de Aïn El Hammam, wilaya de Tizi-Ouzou) ferment le siège de la mairie pour exiger de l'eau, de l'électricité et la réfection des chemins.

5 avril, des habitants de Bordj El Kiffan (wilaya de Alger) bloquent la ligne du tramway et la RN24 durant 24 heures pour protester contre les coupures d'eau potable.

8 avril, des habitants de Sed Oum Droue (commune de Sidi Baïzid, wilaya de Djelfa) manifestent pour exiger de l'eau potable.

12 avril :

- des habitants de Talamahdi (commune de Ammal, wilaya de Boumerdès) empêchent le bitumage de la route de wilaya pour exiger de l'eau, du gaz, de l'électricité et un accès au village où ils sont revenus après la vague de terrorisme.
- des habitants de Sylvain (commune de Bordj El Kiffan, wilaya d'Alger) manifestent depuis des semaines pour exiger leur relogement, le bidonville en raison des maladies allergiques et respiratoires contractées dans le bidonville.

15 et 16 avril, des habitants de Boutaleb (wilaya de Sétif) ferment l'APC pour protester contre l'élagage anarchique des arbres de l'avenue principale.

16 avril, des Touareg et des notables du Ahaggar manifestent à Tazrouk pour dénoncer la nouvelle carte territoriale qui ampute le Ahaggar des zones riches en eau, gaz et or et rattache aux wilayas de Djanet et d'Illizi les localités de Tiririne, Issalan, Tigharine, Takalous, Edala, Tejalastomine, Tehenaren, Tinajoulah, Inazaoua, Tadant, Amdid Tehe Enkalan, initialement rattachées à Tazrouk,

Amadhlor et Amguid (commune d'Ideles). Le 17, ils manifestent jusqu'au siège de la wilaya à Tamanrasset.

25 avril, des enseignants et des parents d'élèves du CEM Boutefah Mohammed Salah à Massinissa (commune de Khorub, wilaya de Constantine) manifestent devant l'établissement pour exiger l'éviction du directeur, de l'eau potable, le ramassage des déchets.

26 avril, des enseignants et des directeurs d'écoles primaires de la wilaya de Djelfa manifestent devant la direction de l'enseignement pour protester contre l'absence d'eau potable, de chauffage, d'assainissement correct et les conditions d'enseignement déplorables.

27 avril :

- des agriculteurs de la wilaya de Mascara manifestent devant le siège de la wilaya pour exiger des licences de forage plus profond pour affronter la sécheresse qui menace les récoltes des fruits et légumes.
- des habitants des villages de Ouled Asker (wilaya de Jijel) manifestent pour l'eau, l'assainissement, une maternité et la téléphonie à l'occasion d'une tournée d'une délégation de la wilaya.

29 avril, des habitants de El Karimia (wilaya de Chlef) saisissent la direction de l'environnement de la wilaya au sujet des espaces verts à l'abandon et devenus des dépotoirs, notamment industriels, entraînant des maladies chez les enfants.

4 mai, des habitants de Sidi Djilali à Sidi Bel Abbès manifestent contre l'accaparement d'un espace vert par un promoteur immobilier, en possession d'un permis de construire délivré par l'APC, en contradiction avec une décision préfectorale de 2016 en accordant la jouissance aux riverains.

10 mai, des habitants de la cité Al Balaj à Tipasa manifestent à côté du siège de la wilaya pour l'eau potable, absente depuis trois ans.

23 et 25 mai, des habitants du VSA de Fenaïa-Ilmaten (wilaya de Béjaïa) bloquent la RN26 pour exiger de l'eau potable et des travaux d'aménagement de leur cité. Le 26, ils bloquent le tronçon de l'autoroute reliant Amizour à Timezrit.

25 mai, des jeunes de Ahnif (wilaya de Bouira) organisent un volontariat pour entretenir la source de Tafarkout, essentielle pour les villages du sud d'Ahnif, privés d'eau potable.

26 mai, des habitants de Ikoussa (commune de Bouzeguene, wilaya de Tizi-Ouzou) ferment le siège de l'APC pour deux jours pour réclamer des caniveaux, la réfection des routes. 8 juin, ils ferment à nouveau le siège de l'APC.

27 mai, des habitants des quartiers des HLM, de Z'mala et J'nen Benyacoub à Biskra bloquent l'avenue Hakim Saadane pour protester contre les coupures d'eau potable.

5 juin, le comité de village de Aït Aziz (commune de Illoula Oumalou, wilaya de Tizi-Ouzou) organise une journée de sensibilisation à l'environnement et à la biodiversité et les habitants nettoient le village.

6 juin :

- des cultivateurs de pommes de terre du périmètre agricole de Béni Slimane (wilaya de Médéa) manifestent devant la direction des services agricoles pour exiger de l'eau d'irrigation.
- des cultivateurs de pommes de terre de Aïn Bessem (wilaya de Bouira) manifestent devant la direction des services agricoles de Bouira pour exiger de l'eau d'irrigation.

9 juin, des volontaires de Ath Koffi (commune de Boghni, wilaya de Tizi-Ouzou) lancent un projet d'adduction d'eau de la source de Tinzar à 7 km, pour approvisionner le village en eau potable.

15 juin, des habitants de Ksar El Bukhari (wilaya de Médéa) manifestent pour l'eau potable.

18 juin, des habitants du quartier Sidi Youssef à Beni Messous (wilaya d'Alger) bloquent la route entre Beni Messous et Bouzaréah pour protester contre les coupures d'eau potable.

19 juin, des habitants de la cité des 822 Logements à Réghaïa (wilaya d'Alger) manifestent et bloquent la voie publique pour exiger de l'eau potable.

21 juin, des habitants de Mouhous (commune de Bordj El Kiffane, wilaya d'Alger) manifestent contre les coupures d'eau et bloquent le tramway et la RN24.

22 juin, des habitants de Oued Rkham (commune de Aïn Turk, wilaya de Bouira) manifestent devant le siège de la wilaya pour exiger de l'eau potable, de l'électricité et un réseau d'assainissement effectif.

22 et 23 juin, des habitants de Bordj El Bahri à Bordj El Kiffan (wilaya d'Alger) manifestent pour l'eau potable et ceux du quartier En Nakhlet bloquent aussi le tramway.

24 juin :

- des habitants de la cité Musalaha de Bab Ezzouar (wilaya d'Alger) bloquent la route de l'aéroport pour exiger de l'eau potable. 9 juillet, ils la bloquent à nouveau.
- des habitants de Djelfa manifestent pour l'eau potable.
- des habitants de la cité AADL de Bab Ezzouar à Alger bloquent la route menant à l'aéroport pour exiger de l'eau potable.

27 juin :

- l'association des chasseurs d'Ifri-Ouzellaguen (wilaya de Béjaïa) installe des points d'eau à Agoumatine pour désaltérer les oiseaux et les insectes.
- des habitants de El Hadjeb (wilaya de Biskra) bloquent la RN46 pendant plusieurs jours pour exiger du courant électrique.
- des habitants de Tadjdiwt (commune de Maatkas, wilaya de Tizi-Ouzou) ferment le CW28 pour exiger de l'eau potable.

29 juin, des habitants ferment la RN1 entre Bir Elkhadem et Baba Ali au niveau du quartier de Ain Mellaha à Djasr Qasentina (wilaya d'Alger) pour exiger de l'eau potable.

5 juillet, des habitants de Ouled Bounar (commune et wilaya de Jijel) bloquent la RN43 pour exiger de l'électricité, un réseau d'assainissement, l'éclairage public et un terrain de sport. Les 9 et 10, ils bloquent à nouveau la route.

7 juillet, des habitants de la cité des 130 logements de Remila (wilaya de Béjaïa) bloquent la RN26 pour exiger du gaz, de l'électricité.

9 juillet :

- des habitants d'Alger font la grève de la « défécation », ou défèquent dans des sacs en plastique, pour protester contre l'absence d'eau et l'impossibilité d'utiliser les toilettes. Des habitants bloquent la route menant à l'aéroport.
- des habitants de Bouhmama (wilaya de Khenchela) manifestent et chassent les ministres de l'Intérieur et de l'Agriculture venus dans le cadre des incendies de forêt aux cris de « Dégage, vous avez sucé le pays, voleurs ! »

- des habitants de la Terre Familiale (commune de Bordj El Bahri, wilaya d'Alger) bloquent la RN24 pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de Bab Ezzouar (wilaya d'Alger) bloquent la route de l'aéroport pour exiger de l'eau potable.

10 juillet :

- des habitants de Rassauta à Bordj El Kiffan (wilaya d'Alger) bloquent la RN24 et le tramway pour exiger de l'eau potable
- des habitants de la daïra de Rouiba (wilaya d'Alger) bloquent la route entre Reghaia et Heraoua pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de Triolet à Bab El Oued (wilaya d'Alger) bloquent la route pour exiger de l'eau potable.

11 juillet :

- des habitants de Aït Attik et Ath Felkaï (commune de Derguina, wilaya de Bejaïa) manifestent devant le siège de la wilaya pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de Bab El Oued et Zghara (wilaya d'Alger) manifestent pour exiger de l'eau potable.

12 juillet :

- des habitants de Aïn Oussara (wilaya de Djelfa) brûlent les ordures non collectées depuis dix jours en raison de la grève des éboueurs non payés, pour protester contre le risque des maladies. Le 15, ils manifestent pour exiger de l'eau et le ramassage des déchets.
- des habitants de Hammamet (wilaya d'Alger) bloquent la RN11 pour exiger de l'eau potable.

15 juillet :

- des habitants de Bordj El Kiffan (wilaya d'Alger) bloquent la route entre Rouiba et Bordj El Kiffan au niveau de Kahouet Chergui pour exiger de l'eau potable.
- des habitants des cités Conor, Bouchcir, et cité des travailleurs à Dar El Beida (wilaya d'Alger) bloquent la rocade Sud pour exiger de l'eau potable
- des habitants bloquent la route entre Cheragua et Aïn Benian (wilaya d'Alger) pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de Chevalley (wilaya d'Alger) bloquent la RN41 pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de Tilatou (wilaya de Batna) bloquent la RN28 pour exiger des logements, des emplois et de l'eau potable.
- des habitants de Freha (wilaya de Tizi-Ouzou) bloquent l'autoroute Tizi-Ouzou/Azzazga pour exiger de l'eau potable.

21 juillet :

- des habitants de Lakhdharia (wilaya de Bouira) manifestent pour l'eau potable
- des habitants de Trafi à Collo (wilaya de Skikda) dressent des barricades sur le front de mer pour protester contre la pollution de l'oued Sial.

24 juillet :

- des habitants du lotissement Belaouche Mohamed à Draa El Mizan (wilaya de Tizi-Ouzou) bloquent l'entrée est de la ville pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de villages de la daïra de Draa El Mizan (wilaya de Tizi-Ouzou) bloquent la route menant à la RN25 pour exiger de l'eau potable. 6 septembre, ils manifestent devant la station de pompage sur les hauteurs de Tizi Larbaa.
- des habitants de Douar Ouled Cheikh à Sidi Moussa (commune de Dahra, wilaya de Chlef) bloquent la route Chlef/Mostaganem et montent des tentes pour exiger de l'eau, un réseau d'assainissement et des projets de développement.

26 juillet, des habitants de la cité Fattal et de Sidi Aïssa (wilaya de Bouira) bloquent la voie ferrée pour exiger de l'eau potable, absente depuis 20 jours.

27 juillet, des habitants de Ouled Bellil à Bouira manifestent pour exiger du courant électrique.

27 et 28 juillet, des habitants de Haï Guedari (commune de Corso, wilaya de Boumerdès) bloquent la RN24 pour exiger leur relogement non réalisé depuis le tremblement de terre de 2003, et pour ceux ayant un logement, l'accès à l'eau potable.

28 juillet, des habitants de Sidi Hammad et Meftah (wilaya de Blida) manifestent pour l'eau potable.

1^{er} août, des habitants de Tizirline à Ath Bouali (commune de Ath Mansour, wilaya de Bouira) ferment la mairie pour exiger de l'eau potable.

2 août, des habitants du quartier Touzouz à Ghardaïa font un sit-in devant la wilaya pour exiger de l'eau potable.

9 août :

- les habitants des chalets de Sghirat (wilaya de Boumerdès) envoient des représentants manifester devant la daïra pour protester contre leur non relogement, aggravé par la pandémie et la pénurie d'eau.
- des habitants de Tikboucht (commune de Haizer, wilaya de Bouira) manifestent devant l'APC pour exiger de l'eau potable.

11 août, des habitants de Skahliya à Tihamamine (commune de El Euch, wilaya de Bord Bou Arréridj) bloquent le siège de l'APC pour exiger de l'eau potable.

13 août, les employés de l'EPIC Nadif.com font un sit-in devant le siège de la wilaya de Sidi Bel Abbès pour protester contre la dégradation de leurs conditions de travail en pleine pandémie. Ils réclament des équipements de protection, un suivi médical et des bennes à ordures.

16 août, des habitants de plusieurs villages de El Euch (wilaya de Bordj Bou Arréridj) ferment le siège de la commune pour exiger de l'eau potable, un réseau d'assainissement, le ramassage des déchets ménagers.

21 août, des habitants des villages de Boukhelifa (wilaya de Béjaïa) ferment pour le quatrième jour d'affilée le siège de la municipalité pour exiger de l'eau, de l'électricité, la réfection des chemins.

22 août :

- des habitants de Tamezguida et de Bissa (wilaya de Chlef) manifestent devant le siège de la daïra pour exiger de l'eau potable, la réfection des routes, le ramassage et la restauration scolaires.
- des habitants et l'association Espoir, Sensibilisation et Promotion de Talassa (wilaya de Chlef) lancent un appel aux autorités pour prévenir les incendies forestiers dans leur commune.
- des habitants de la cité des 2800 logements AADL de Bouzaaroura (wilaya de Skikda) manifestent devant le siège de la wilaya pour exiger l'eau potable qu'ils payent mais ne consomment pas.

24 août, des habitants des villages de Ouaguenoun et Aït Aïssa Mimoun (wilaya de Tizi-Ouzou) manifestent devant le siège de la wilaya pour exiger de l'eau potable absente depuis un mois et demi. 7 septembre, ils manifestent devant le siège de la daïra de Ouaguenoun à l'appel de la coordination des villages qui est reçue.

30 août, des habitants de Ouled Fayet (wilaya d'Alger) exigent des lignes ETUSA.

4 septembre, des habitants de Biskra manifestent contre le chantier de construction d'une bibliothèque municipale sur le terrain du jardin public « Jnen Beylek » et quittent les lieux après avoir reçu l'assurance que le projet serait revu.

7 septembre, des habitants de Soulit (wilaya de Bordj Bou Arréridj) bloquent la RN5 pour exiger de l'eau, de l'électricité, une décharge, un réseau d'assainissement, des routes.

8 septembre :

- des habitants de la cité 820 logements à Tiaret manifestent en présence des médias locaux pour exiger la collecte des déchets, des transports urbains de nuit, un réseau d'assainissement, l'éclairage public, etc.
- des habitants des quartiers Ecotec et Aïn Amar de Sour El Ghozlane (wilaya de Bouira) bloquent la RN8 pour exiger de l'eau potable.

13 septembre, des habitants de Zbarbar (wilaya de Bouira) ferment l'APC pour exiger de l'eau potable et le raccordement au gaz.

16 septembre, des habitants de Yellel (wilaya de Relizane) manifestent pour exiger de l'eau potable.

21 septembre, des habitants du quartier Lagraphe (ou Abdelmoumen) à Bordj Bou Arréridj manifestent quotidiennement pour exiger la sécurisation de l'oued qui provoque des affaissements de terrains.

12 octobre :

- des lycéens de Taourirt (commune de Bouzeguene, wilaya de Tizi-Ouzou) ferment l'APC pour exiger des moyens de transports pour se rendre au technicum de Loudha Ghighil.
- des habitants de Aït Boulekroum (commune de Tizi Gheniff, wilaya de Tizi-Ouzou) réalisent un forage permettant la distribution quotidienne d'eau potable, après avoir interpellé en vain les autorités.

17 octobre, des habitants de Béchar se mobilisent pour sauver les animaux victimes de la baisse des eaux du barrage de Djorf Torba.

21 octobre, le wali de Béchar déclare que la pénurie d'eau potable est due à « la colère de Dieu qui s'acharne contre nous à cause de nos agissements sur terre ». Le 24, des habitants de Debdaba et d'autres quartiers de Béchar occupent les rues pour exiger de l'eau potable.

24 octobre, des habitants des cités 18 février, 24 lots, 136 logements Lagraphe, Koucha, 324 lots, 100 logements, Dallas, Beni Amrane, Aouine Leriga, du 17 octobre à Bordj Bou Arréridj manifestent devant l'ADE pour exiger de l'eau potable, coupée ou insuffisante.

26 octobre, des habitants de Tikboucht (commune de Haïzer, wilaya de Bouira) manifestent devant le siège de l'APC pour exiger de l'eau potable, coupée depuis près d'un mois.

2 novembre, des habitants de Boushel (commune de Tizi Rached, wilaya de Tizi-Ouzou) après avoir sollicité en vain plusieurs autorités ressuscitent la source Vouhadj et alimentent leur village aussi grâce à la fontaine d'Adoukar, réhabilitée.

3 au 7 novembre, des habitants de Taourirt (commune de Bouzeguene, wilaya de Tizi-Ouzou) ferment les sièges de l'APC, de la daïra et de Sonelgaz pour protester contre le blocage de projets d'un puits, d'extension du réseau électrique, l'aménagement de pistes.

Début novembre, des habitants de la cité Boucekine (wilaya de Sétif) manifestent devant le siège de

l'APC pour dénoncer la densification urbaine au détriment des espaces verts, des équipements sociaux, du ramassage scolaire.

27 novembre, des habitants du quartier El Merja à Tébessa s'adressent au wali pour exiger la collecte des déchets, des transports publics et la réfection des routes.

7 décembre, les élèves du lycée Boukabous de Chabet El Aneur (wilaya de Boumerdès) sont en grève illimitée depuis deux semaines, des installations menaçant de s'effondrer.

22 décembre, des habitants du vieux bâti des Hammadites à Béjaïa se heurtent à un dispositif policier alors qu'ils voulaient manifester devant la wilaya pour contester leur relogement à Ighzer Ouzarif, dénonçant la mafia du foncier.

ÉGYPTE 2020

16, 17 et 18 mai, des habitants de Al Zouaïdiya (gouvernorat d'Assouan) manifestent et bloquent la route Assouan/Le Caire pour exiger de l'eau potable et de l'électricité.

10 juin, des habitants de Nagaa Othman, Cheikh Ali Sherk, Al Miyat, Abou Manna, Al Masri, Nagaa Said (gouvernorat de Qena) investissent le siège de la compagnie d'eau et d'assainissement de Dachna pour exiger de l'eau potable.

15 août, des habitants de « Mountain view-Hyde Park » au Caire la Nouvelle manifestent pour avoir des égouts et des équipements.

19 novembre, des habitants de Shakshouk (gouvernorat de Fayoum) manifestent pour exiger du gouverneur le raccordement au réseau d'assainissement.

8 décembre, des habitants de Blana (gouvernorat d'Assouan) manifestent contre le déversement des égouts dans le Nil par crainte de la prolifération des maladies. L'armée encercle les manifestants.

27 décembre, la Cour pénale du Caire condamne 35 personnes à des peines allant jusqu'à la perpétuité pour certaines pour avoir manifesté contre les expulsions de l'île de Warrak le 16 juillet 2017. 16 septembre 2021, un décret pris en conseil des ministres dépoussède des habitants de 60 fedans. Le 25, la cour reporte au 25 décembre l'audience consacrée aux 17 condamnés en absence à la perpétuité pour agression sur les forces de l'ordre. 5 novembre, des habitants manifestent contre la fermeture du centre de santé et se réunissent pour ressusciter le conseil des habitants.

ÉGYPTE 2021

22 mai, des habitants de Alsharafiya à Al Mahras (gouvernorat de Al Minia) bloquent la route agricole au niveau de Charmoukh pour exiger la pose d'un ralentisseur.

28 mai, des habitants de Zawiyya Ennaura (gouvernorat de Mannoufia) portent plainte collectivement contre l'amoncellement des déchets.

18 juillet, des habitants de Al Maadi au Caire déposent une plainte collective contre l'abattage d'arbres, la destruction de vergers et de terres agricoles pour permettre la construction d'une autoroute.

22 septembre :

- des habitants de Abou Tesht (gouvernorat de Qena) portent plainte pour exiger la réfection du réseau d'adduction d'eau et ne plus souffrir de la soif.
- une pétition est lancée contre la destruction du parc Merryland au Caire et la coupe des arbres, pour sa rénovation, dans la foulée les députés posent des questions.

1^{er} octobre, des habitants de Al Mataria (gouvernorat de Dequehliya) déposent plainte contre les coupures récurrentes d'eau.

2 novembre, des étudiants de la Schools for Science, Technology, Engineering, and Mathematics (STEM) de Al Minya font un sit-in pour dénoncer les mauvaises conditions d'enseignement et de logement, notamment les coupures d'eau et d'électricité.

3 novembre, des habitants du quartier Agizi à Tanta (gouvernorat de Gharbia) manifestent contre le projet de destruction des égouts.

17 novembre, des habitants de Senhour (gouvernorat de Fayoum) portent plainte contre les inondations des égouts dans le village et exigent la réfection du réseau.

20 novembre, des habitants de Arab Alayaïda (gouvernorat de Gizeh) portent plainte auprès du gouverneur contre les usines illégales qui polluent et menacent la santé dans les écoles avoisinantes.

25 novembre, suite à une plainte déposée par les habitants de l'habitat social de Sadaqa Al Jadida à Assouan contre l'inondation des rues par les eaux usées, le gouverneur envoie une mission d'inspection.

14 décembre, à la suite d'un énième accident de la route, des habitants de Assouan manifestent contre le manque de protection sur la route Sadate.

28 décembre, des habitants de Tramsa (gouvernorat de Qena) déposent une plainte à la police pour exiger la mise en marche du transformateur électrique.

IRAK 2020

12 mars, des habitants de Al Qibla (gouvernorat de Bassora) manifestent contre la coupure d'eau. 16 juin, ils manifestent pour l'eau et exigent du gouverneur l'éviction du directeur de l'eau de Bassora.

26 avril, des habitants du complexe résidentiel de Bismaya à Bagdad manifestent contre les dépenses trop élevées du nettoyage qui ne prennent pas en compte la collecte des déchets hors immeubles (jardins, rues).

5 et 6 mai, des habitants de Qadissiya (gouvernorat de Najaf) manifestent devant les services de l'électricité de Shamia.

15 mai, des habitants de Bassora manifestent contre la teneur en sel de l'eau potable.

7 juillet, des habitants de Zubaïdia (gouvernorat de Wassit) manifestent devant le générateur contre les coupures d'électricité. 29 juin 2021, ils manifestent devant la centrale électrique.

8 juillet, des habitants d'Al Khashania (gouvernorat de Qadissiya) manifestent contre les coupures d'électricité.

9 juillet, des habitants de Assakira (gouvernorat de Dhi Qar) coupent la route entre Nasseria et Souk El Chouyoukh pour exiger de l'eau potable.

10 juillet, des habitants de Thawra, Sikak, Abd Miss, Chomoukh et Mansouria (gouvernorat de Dhi Qar) manifestent pour l'eau potable et l'électricité.

14 juillet :

- des habitants de Al Hilla (gouvernorat de Babil) manifestent au niveau de l'échangeur de Nadir pour l'électricité et le ramassage des ordures, et contre la corruption.
- des habitants du quartier Nahdha à Diwania bloquent des routes pour exiger du courant électrique. Le 19, des habitants du gouvernorat de Diwania manifestent pour exiger de l'électricité. Le 30, des manifestants mettent le feu à l'intérieur du siège du gouvernorat qui a rouvert après avoir été fermé pendant six mois par les manifestants. 10 août 2020, des activistes manifestent et mettent le feu au siège du gouvernorat pour protester contre l'absence de services, notamment l'électricité.

19 juillet :

- des habitants de Al Batira (gouvernorat de Maissan) investissent le générateur électrique pour réclamer de l'électricité. 24 mai 2021, ils manifestent devant le gouvernorat. 2 juillet, ils manifestent devant la centrale.
- des habitants de Al Jamaliya (gouvernorat de Kerbala) bloquent l'accès à leur travail aux employés de la station d'électricité. (banderole : « La station est fermée par décision du peuple »).

23 juillet, pour le cinquième jour d'affilée, manifestations dans le gouvernorat de Dhi Qar pour exiger l'électricité et l'éviction de tous les responsables locaux. A Nasseria, les manifestants bloquent les voies d'accès à la ville.

23 juillet et suivants, des habitants de Tuff (gouvernorat de Kerbala) bloquent la route pour exiger de l'électricité.

25 juillet :

- des habitants de Al Husseinia (gouvernorat de Kerbala) bloquent la route entre le gouvernorat et Bagdad pour exiger de l'électricité.
- des habitants de Rifai (gouvernorat de Dhi Qar) manifestent de nuit pour l'électricité. 6 août, ils manifestent devant le générateur électrique du district.

26 juillet :

- des habitants de Najaf bloquent la route de l'aéroport et dénoncent les responsables locaux et centraux qui les privent d'électricité.
- des habitants de Dour Mandali (gouvernorat de Diyala) manifestent pour exiger de l'eau et de l'électricité.

26 et 27 juillet, manifestations de nuit à Bagdad pour l'électricité. Deux manifestants sont tués et des dizaines sont blessés. Manifestations identiques à Najaf, Kerbala, Nasseria, Diwania et Wasit. 2 juillet 2021, ils manifestent en direction de la centrale électrique de Zaafrania pour exiger de l'électricité et de l'eau.

29 juillet, des habitants de Al Hamza Est (gouvernorat de Diwania) bloquent les routes pour protester contre l'absence de services.

30 juillet, des habitants manifestent à Khor Al Zoubair (gouvernorat de Bassora) pour exiger de l'électricité. 29 juin 2021, ils manifestent à nouveau.

6 août, des habitants d'Al Fuhud (gouvernorat de Dhi Qar) manifestent pour exiger de l'eau potable.

2 juin 2021, ils manifestent et bloquent la route pour exiger eau et électricité.

6 septembre, des habitants de Al Thawra et Al Akr de Nasiriya (gouvernorat de Dhi Qar) ferment le siège de la direction de l'eau pour exiger de l'eau potable.

9 novembre, des habitants de Kirkouk manifestent devant la municipalité contre le non ramassage des déchets. 16 mai 2021, des militants du Parti Communiste de Kirkouk manifestent pour exiger la collecte des déchets et une solution à la question de l'eau.

IRAK 2021

17 janvier, des habitants de Lilan (gouvernorat de Kirkouk) manifestent pour que des mesures techniques soient prises pour empêcher la pollution de la cimenterie.

20 février, des habitants manifestent à Nassiriya (gouvernorat de Dhi Qar) devant le siège du gouvernorat pendant plusieurs jours d'affilée pour l'eau potable (qui est polluée) et l'électricité. Le 22, les manifestations continuent et un manifestant est tué par balles et quatre sont blessés. Le 26, plus de 90 personnes sont blessées et 3 sont tuées par balles par la police. Ils exigent l'éviction du gouverneur et des services. Le 28, ils manifestent à nouveau. 29 juin 2021, ils manifestent devant la station d'électricité. Ils érigent une tente pour protester contre l'arrestation de quatre manifestants la veille. 3 juillet, ils manifestent pour exiger de l'électricité et l'éviction des corrompus.

21 mars, des habitants d'Abu Shuwaikh (gouvernorat de Dhi Qar) pressent le pape d'intervenir lors de sa visite à Our, ville voisine, auprès des autorités pour exiger de l'eau, de l'électricité et le téléphone.

23 et 24 avril, des habitants de El Wahda à Bagdad manifestent pour l'électricité et l'eau. Un manifestant est tué et onze autres sont blessés.

24 avril, des habitants de Al Bitar (gouvernorat de Wassit) manifestent pour exiger de l'électricité.

25 et 26 avril, des habitants manifestent à Al Kut (gouvernorat de Wassit), puis à Wasit, dont ils ferment le siège du gouvernorat pour exiger de l'électricité, l'éviction du gouverneur et des poursuites contre les tueurs de manifestants et l'arrêt des poursuites contre les militants. 29 juin 2021, ils manifestent devant la centrale électrique de Al Azza. 9 juillet, ils manifestent à nouveau.

26 avril, manifestations à Diwania, Muthenna, Kerbala et Maïssan pour l'électricité, des poursuites contre les responsables de l'incendie de l'hôpital Ibn El Khatib à Bagdad, qui a fait 82 morts.

28 avril :

- des habitants manifestent dans la zone de Chaala à Bagdad, pour l'eau et l'électricité.
- des habitants manifestent à Sadr City (gouvernorat de Bagdad) pour l'eau et l'électricité.

5 et 6 mai, des habitants de Al Shamia (gouvernorat de Najaf) manifestent pour l'électricité.

18 mai, des habitants du gouvernorat de Diyala bloquent la route de Mukdadia pour exiger de l'eau d'irrigation tandis que des habitants de Al Mayah, Imam Weis et Al Anbakia (gouvernorat de Diyala) manifestent pour l'eau.

20 mai, des habitants de Babil déposent leurs sacs poubelles devant le siège du gouvernorat pour exiger le ramassage des ordures.

23 mai, des habitants de la cité Ilam à l'est de Nassiriya (gouvernorat de Dhi Qar) bloquent la voie rapide pour réclamer de l'eau et de l'électricité.

24 mai, des habitants de Sadr, Our et de l'avenue 30 à Nassiriya (gouvernorat de Dhi Qar) manifestent pour réclamer eau et électricité, à l'occasion d'une visite gouvernementale.

30 mai, des habitants du Logement Industriel, de Shumukh, Thawra, Salihia à Nassiriya (gouvernorat de Dhi Qar) bloquent la route pour réclamer de l'eau et de l'électricité, la fin de la corruption et de la domination des milices. Les forces de sécurité tirent à balles réelles : un mort selon AI.

30 mai au 20 juin, des habitants du district de Al Islah (gouvernorat de Dhi Qar) manifestent et ferment les administrations de l'électricité, de la municipalité, de l'éducation, de l'agriculture, de la nationalité et du foncier pour exiger l'éviction de leurs directeurs pour exiger des services. Ils bloquent les deux ponts de la ville et des rues.

7 juin, des habitants de Kirkouk manifestent contre l'absence d'électricité et l'augmentation des tarifs et la pollution générée par des milliers de générateurs privés.

20 juin :

- des habitants de Nassiriya (gouvernorat de Dhi Qar) déversent les ordures non collectées devant la municipalité pour protester contre la pollution.
- des habitants des zones d'Al Aabas (gouvernorat de Muthanna) manifestent pour l'amélioration du réseau électrique.
- des habitants de la zone de Sheikh Sa'ad (gouvernorat de Wassit) manifestent contre l'insécurité routière et le manque d'eau potable.

21 et 24 juin, des agriculteurs de Al Maimouna (gouvernorat de Maïssan) manifestent à Maïssan pour le retour de l'eau d'irrigation sur leurs terres.

25 juin, des habitants du districts de Al Munadhara (gouvernorat de Najaf) jettent les ordures devant le siège de la municipalité pour protester contre l'absence de collecte.

29 juin :

- des habitants de Aziziya (gouvernorat de Wassit) manifestent contre l'absence d'électricité. Les forces de sécurité blessent quatre personnes.
- des habitants de Al Khidhir (gouvernorat de Muthanna) manifestent pour des stations de pompage d'eau, un centre de santé, la réfection des routes.
- des habitants du gouvernorat de Maïssan bloquent la route Maymouna/Amara pour protester contre l'absence d'électricité.
- des agriculteurs du district de Al Kacem (gouvernorat de Babil) manifestent près du barrage de Tyas pour exiger de l'eau d'irrigation.
- des habitants de Al Khalis (gouvernorat de Diyala) manifestent pour exiger de l'électricité.
- des habitants de Al Ziyad (gouvernorat de Muthanna) manifestent pour exiger de l'électricité.
- des habitants de Michrab (gouvernorat de Najaf) manifestent pour exiger de l'électricité.

1^{er} juillet, des habitants du district de Khanaquin (gouvernorat de Diyala) manifestent puis montent des stands pour exiger de l'électricité et de l'eau. Le 2, les forces de sécurité dispersent le sit-in. Le 3, un citoyen, Nahad Mansour Namous, porte plainte contre le Premier ministre et le ministre de l'Électricité pour les préjudices matériels et moraux entraînés par la coupure d'électricité. Le 26, des habitants bloquent la route Khanaquin/Muntheria. Le 28, ils ferment le service de l'eau et de l'électricité.

2 juillet :

- des habitants de Najaf commencent un sit-in illimité sous des tentes pour exiger de l'électricité.
- des habitants de Kalaat Saleh (gouvernorat de Maïssan) manifestent pour l'électricité. Les forces de sécurité tirent à balles réelles faisant un mort et neuf blessés.

3 juillet :

- des habitants de Al Musayib (gouvernorat de Babil) bloquent la route menant à la centrale électrique de Al Musayib pour exiger de l'électricité.
- des habitants de Al Hindiya et de Khirat (gouvernorat de Kerbala) manifestent pour l'électricité et l'emploi.

5 juillet :

- des habitants de Nahrawan à Bagdad manifestent et bloquent le pont de Diyala pour exiger de l'électricité.
- des habitants de Hay Al Ghadir à Souk Al Shouyoukh (gouvernorat de Dhi Qar) manifestent devant le siège du district pour exiger des services, notamment un réseau d'assainissement.

7 juillet, Ahmed Zakrout Al Halboussy, poète, est sanctionné par l'administration du gouvernorat de Anbar et transféré dans une zone frontalière avec la Syrie et dégradé de directeur d'école à enseignant, pour avoir écrit sur l'absence de courant électrique.

9 juillet :

- des habitants du gouvernorat de Kerbala manifestent pour exiger du courant électrique.
- des habitants du gouvernorat de Maïssan manifestent pour exiger du courant électrique.

12 juillet :

- des habitants de Diyala bloquent la route de Baqouba/Mansourah et érigent des tentes pour exiger de l'eau et de l'électricité.
- des habitants de Abou Rouya (gouvernorat de Kerbala) manifestent devant les services des ressources en eau à Kerbala pour exiger de l'eau.

25 juillet, des habitants de Karma Bani Saïd (gouvernorat de Dhi Qar) manifestent pour exiger de l'électricité.

26 juillet, des habitants du quartier de Alsabi'a à Souk Al Chuyukh (gouvernorat de Dhi Qar) bloquent une rue pour exiger du courant électrique et la réfection de l'assainissement.

3 août, des habitants de Altun Kupri (gouvernorat de Kirkouk) manifestent pour exiger de l'électricité, dont sont dotés les entreprises et les commerces.

10 août, des habitants du quartier Badoua à Irbil manifestent et bloquent la route principale pour exiger de l'eau potable.

12 août, des habitants des quartiers Badouane, Al Iskan et Mouaddhafine (gouvernorat de Irbil) bloquent la route principale pour exiger de l'eau potable.

15 août, des habitants de Tanjaro (gouvernorat de Souleimaniyah) manifestent et bloquent les routes pour exiger de l'eau potable, absente depuis cinq ans.

28 août, des habitants du quartier de Jalei (gouvernorat de Souleimaniyah) manifestent pour exiger eau et électricité. 11 septembre, ils manifestent à nouveau.

3 octobre, des agriculteurs de Al Kahla, Bani Hashim, Al Maail, Al Adil, Oum Naajj, Abou Khassaf

(gouvernorat de Maïssan) manifestent et bloquent les routes à Amara pour exiger des quotas d'eau supplémentaires.

17 octobre, des habitants des villages de Al Abouda (gouvernorat de Dhi Qar) ferment le département des ressources halieutiques pour protester contre la sécheresse dans leurs villages et leurs terres.

28 octobre, des habitants de Sayyid Dakhil (gouvernorat de Dhi Qar) manifestent et investissent le siège du gouvernorat pour exiger de l'eau potable.

9 novembre, des habitants de Karma Beni Saïd (gouvernorat de Dhi Qar) manifestent devant le siège du gouvernorat pour exiger un réseau d'eau potable, des services et un hôpital de 100 lits).

14 novembre :

- des agriculteurs des zones nord du district de Najmi (gouvernorat de Muthanna) manifestent pour l'eau d'irrigation devant le siège du district.
- des agriculteurs du district de Al Majar Al Kabir (gouvernorat de Maïssan) manifestent pour exiger de l'eau d'irrigation.

15 novembre, des habitants de Al Slitiya et de Al Shuweiya (gouvernorat de Dhi Qar) manifestent pour exiger des réseaux d'eau, des routes et des services publics.

20 décembre, des habitant de Al Mikdadia (gouvernorat de Diyala) manifestent pour exiger de l'électricité et des services.

22 décembre, des habitants de Bismaia Al Makni (gouvernorat de Bagdad) manifestent contre l'absence d'eau potable depuis six jours.

JORDANIE 2020

12 février, des habitants de Karak manifestent contre la décision des autorités d'annuler un précédent décret autorisant l'entrée des transports publics en ville, et transférant la gare routière à l'extérieur de la ville.

2 mars, des agriculteurs du district de Lazrag (gouvernorat de Zarka) manifestent devant le ministère de l'Eau et de l'Irrigation pour exiger de l'eau d'irrigation non salée et à un tarif abordable.

6 juillet, la société Lafarge à Fuheis annonce qu'elle déposera une demande d'insolvabilité. Le 11, l'association Al Sawis exige de Lafarge de renoncer à mettre en œuvre la loi sur l'insolvabilité et de financer la réhabilitation des terres polluées par l'ex-cimenterie. 3 septembre, l'association pour la protection de la pollution de l'environnement de Fuheis monte au créneau pour que Lafarge assume ses responsabilités au moment du démantèlement de son entreprise quant à la pollution des sols et de la nappe phréatique. 26 mai 2021, la Cour de cassation accepte la récente décision d'insolvabilité. Dans sa déclaration, elle confirme que la décision du tribunal a fait passer la société à la deuxième phase de l'insolvabilité, ce qui nécessite l'élaboration d'un plan de réorganisation, de restructuration de son capital et de traitement de ses pertes accumulées. Selon la déclaration, la société a l'intention d'adopter un plan financier exécutoire par lequel les dettes de la société seront remboursées et ses obligations remplies dans des délais légaux raisonnables et le potentiel de la société est convenu avec les créanciers. Le 27, des habitants font un sit-in et exigent de pouvoir décider de leur destin, le tribunal pouvant dorénavant gérer les biens de Lafarge sans passer par la

municipalité. 10 juin, les travailleurs de Lafarge à Rechadiyya font grève contre les réductions de salaires et d'avantages sociaux. 26 septembre, 170 employés de Lafarge commencent une grève illimitée sur les sites de Rechadiyya et de Fuheis contre le plan de restructuration, prévoyant notamment le départ en retraite de 70 employés. Le 27, ils font un sit-in devant la chambre de l'industrie de Amman. Le 28, des employés de l'administration de l'usine de Fuheis font grève. 7 octobre, le conseil d'administration de Lafarge annonce qu'il demandera la liquidation de l'entreprise si la grève des travailleurs ne s'arrête pas. Le 9, des habitants manifestent contre l'abandon par Lafarge de ses responsabilités en termes de réhabilitation des terres. Le 14, le TPI décide de suspendre la procédure d'insolvabilité de Lafarge dans l'attente d'une décision judiciaire définitive, suite au recours déposé par des créanciers. La société décide de faire appel. 6 décembre, les employés font un sit-in pour protester contre les coupes dans les salaires dues à leur grève de onze jours. Le 12, les employés manifestent devant la chambre des députés. Le 13, la fédération générale des syndicats jordaniens réaffirme son soutien aux travailleurs de Lafarge. Le 15, le gouvernement et Lafarge négocient.

18 juillet, des habitants de Al Basila (gouvernorat d'Irbid) bloquent la route internationale pour dénoncer la recrudescence d'accidents de la route.

JORDANIE 2021

15 juin, des habitants de Al Yarout (gouvernorat de Al Karak) manifestent devant les réservoirs du district pour exiger de l'eau potable.

25 juin :

- des habitants de Al Qasr (gouvernorat de Al Karak) manifestent après la prière du vendredi pour protester contre l'absence d'eau depuis des semaines.
- des habitants de Damna (gouvernorat de Al Karak) manifestent pour l'eau potable.

6 juillet, des habitants de Al Mazar Al Chamali (gouvernorat de Irbid) bloquent la route principale pour protester contre la coupure d'eau potable depuis plus de quarante jours.

7 juillet, des habitants du quartier Al Satah à Maan manifestent pour l'eau potable et exigent la mise en activité de puits artésiens.

10 juillet :

- des habitants de Al Tioual Al Janoubi (gouvernorat de Balqaa) font un sit-in pour exiger de l'eau potable.
- des habitants du quartier Al Satah à Maan manifestent pour l'eau potable, absente depuis des semaines.

20 octobre, des retraités de la Jordan Phosphate Mines Company manifestent à Amman pour exiger l'accès à une assurance maladie. Ils se rassemblent devant le bâtiment de l'entreprise avant de marcher vers le bureau du Premier ministre.

25 décembre, des habitants de Aqaba manifestent devant la société des eaux pour protester contre l'augmentation des factures d'eau qui fait payer les « trous d'air » dans l'eau.

KHOUZESTAN 2020

23 mai, des habitants de 85 villages du district de Gheizanieh dont seuls 40 sont raccordés au réseau

d'eau bloquent la route pour exiger de l'eau non polluée. Morts et blessures par balles, Arrestations. Le 29, Rohani s'engage à terminer les travaux d'adduction d'eau. Le 30, les autorités déclenchent une vague d'arrestations à El Fellahia (ou Shadegan) dont des mineurs.

19 juin, des habitants de Om Al Tamir manifestent de nuit contre les coupures d'eau et bloquent la route Ahwaz/Al Muhammara (ou Khorramshar). La police disperse la manifestation. Le 26, nouvelle manifestation au même endroit.

26 juillet, des habitants de Dobb-e Hardan à Ahwaz manifestent pour l'eau potable. Le 24 août, ils manifestent à nouveau.

9 novembre, des jeunes de Ahwaz manifestent pour un réseau d'assainissement et l'eau potable et coupent la route Ahwaz/Khorramshar.

5 décembre, des habitants de Khormoussa (ou Sar Bandar) manifestent contre l'absence d'aide aux victimes des crues et des remontées d'égouts.

KHOUZESTAN 2021

18 mars, des habitants du quartier Al Zouhairia d'Ahwaz manifestent contre la négligence des autorités face aux déversements des égouts dans les rues.

22 mars, des militants d'Ahwaz lancent la campagne « Sauvez le Doujail » (ou Karoun) et dénoncent la sécheresse provoquée par le pompage destiné à alimenter Ispahan.

22 mai, des habitants d'Izeh manifestent contre les politiques non standard des autorités en matière d'enfouissement des déchets, ce qui entraîne des répercussions sur les eaux souterraines.

25 mai, des habitants de Barangerd Baghmek bloquent la route Ahwaz/Izeh pour exiger de l'eau potable.

9 et 10 juin, des agriculteurs de Shavar manifestent à Karkheh pour exiger de l'eau d'irrigation et de l'eau potable.

28 juin, des habitants de Jufair (commune de Khafajiya ou Susangerd) manifestent et bloquent la route pour exiger de l'eau potable.

2 juillet, des écologistes manifestent devant le département des services publics du Khouzestan pour exiger de l'eau pour le marais de Hour Al Azim, afin d'éviter une crise environnementale. Pancarte : « La mort du Karoun, c'est notre mort ».

3 et 6 juillet, des agriculteurs de Al Hamidiya manifestent pour l'eau d'irrigation devant la société des eaux « Karkha-Shavar » et s'affrontent aux forces de l'ordre.

5 juillet :

- des habitants d'Ahwaz manifestent en divers points de la ville pour l'électricité.
- des agriculteurs de Marawana (Ahwaz) envahissent le siège de la société des eaux pour exiger de l'eau d'irrigation.
- des habitants de Shawe manifestent pour l'eau potable devant le siège de la sous préfecture de Al Khalafieh (ou Sousanguerd).

7 juillet, des habitants de Sheiban s'affrontent à la police venue prêter main forte aux fonctionnaires

de l'eau chargés d'arrêter les vannes de l'eau d'irrigation.

15 juillet :

- des habitants de Mollassani manifestent pour l'eau potable. Le 21, ils manifestent à nouveau.
- des habitants du district de Qalekanaan manifestent pour l'eau. Le 16, ils ferment les routes et brûlent des pneus.

15 et 18 juillet :

- des habitants de Abadan manifestent pour l'eau potable.
- des habitants de Dasht-é Azadegan manifestent pour l'eau potable.

Du 15 au 19 juillet, des habitants de Al Bassitine (ou Bostan) manifestent pour l'eau potable.

Du 15 au 24 juillet, des habitants de Machour (ou Mahshar) manifestent pour l'eau potable. Le 20 l'internet est coupé.

Du 15 au 20 juillet :

- des habitants de Al Hamidiya manifestent pour l'eau potable. Le 18, présence massive de femmes et d'enfants.
- des habitants de Al Haweizeh manifestent pour l'eau potable.
- des habitants de Al Mohammara (ou Khorramshar) manifestent pour l'eau potable et contre les discriminations ethniques. Le 18, le régime place ses forces aux ronds-points pour prévenir les manifestations. Le 20, les habitants des quartiers de Darkhovin, Kut-e Sheikh, Al Jadideh, Kouy-e Molavi et Kouy-e Feisalieh manifestent.
- des habitants de Kut-e Abdollah manifestent pour l'eau potable.

Du 15 au 23 juillet, des habitants de Al Khafajia (ou Susanguerd) manifestent de nuit pour l'eau potable. Le 17, ils manifestent devant la résidence du vice gouverneur et bloquent la route principale vers Ahwaz. Le 18, des manifestants mettent le feu sur la place Bank-e Melli. Le 18, Des manifestants sont blessés. Le 19, ils manifestent à nouveau devant le gouvernorat d'Azadegan Plain et exigent sa démission et la libération des prisonniers. Présence de femmes. Le 20, l'internet est coupé. Le 23, affrontements avec les forces de l'ordre.

Du 15 au 21 juillet, des habitants de Shoush manifestent pour l'eau potable. Le 17, des habitants du quartier Shavour bloquent la route Andimeshk-Ahwaz et le pont Hamid Abad, et à la suite d'une charge, mettent le feu à des postes de police et à un véhicule des Bassidj. Le 18, ils encerclent le bureau du gouverneur. Le 21, les habitants de Shavour manifestent.

Du 15 au 17 juillet :

- des habitants de Hamidabad manifestent pour l'eau potable.
- des habitants de Abdul Khan manifestent pour l'eau potable.

Du 15 au 24 juillet :

- des habitants de Al Fellahiya (ou Shadegan) manifestent pour l'eau potable et contre les discriminations ethniques. Le 16, les forces de l'ordre tirent à balles réelles. Un manifestant, Mustapha Naimawi, est tué. Le 18, trois manifestants sont arrêtés.
- des habitants d'Ahwaz manifestent pour l'eau potable. Le 17, un manifestant originaire d'Al Khafajieh est blessé dans le quartier de Bardis et décédera ensuite. Le 18, des jeunes mettent le feu à la route principale dans la zone de Malashiah. Le 19, affrontements avec les forces de l'ordre sur l'allée Alavi. Slogans : « Par mon sang par ma vie, je me sacrifierai pour toi, Ahwaz » et à Shelengabad (ou Koye Alavi) Mohammad Krouchet est tué. Tirs à balles réelles à Kamblou et Mandeli. Le 20, les habitants des zones de Lashgar Abad et Seyyed Karim manifestent. L'internet est

coupé. Farzad Ferissat est tué à Shelengabad. Le 21, des habitants de Zergan et Mallachieh manifestent.

16 juillet :

- des habitants de Eyn-e Do (ou Seyed Karim) manifestent pour l'eau potable.
- des habitants de Abou Homeizeh manifestent pour l'eau potable.

Du 16 au 22 juillet, des habitants de Howeizeh manifestent pour l'eau potable.

17 juillet, les habitants de Seyyed Naïm manifestent pour l'eau potable.

17 et 19 juillet, des habitants de Karkheh manifestent pour l'eau potable.

18 juillet :

- les ouvriers de l'usine de canne à sucre de Haft Tappeh, en grève, scandent des slogans en solidarité avec les manifestants pour l'eau.
- des jeunes de El Baji mettent le feu à la route menant à Ahwaz/Andimeshk (ou Salehiyeh)
- des habitants de Lali manifestent pour l'eau potable. Le 22, ils manifestent à nouveau.

Du 18 au 23 juillet, des habitants de Shushtar (ou Testeur) manifestent pour l'eau potable. Le 20, l'internet est coupé.

19 juillet :

- les autorités annoncent un plan d'approvisionnement en eau de 471 villages du Khouzestan.
- des habitants de Dezful (ou Ghanidarah) manifestent pour l'eau potable. Le 20, ils bloquent les axes routiers en allumant des feux. Le 21, ils manifestent à nouveau et dans le quartier de Modares, ils sont visés par les forces de l'ordre. Le 22, les habitants de Horr manifestent. Le 24, ils manifestent à nouveau.
- des habitants de Al Khalafiyeh (ou Ramshir) manifestent pour l'eau potable. Le 20, ils manifestent à nouveau. 4 manifestants sont portés disparus (Omid Al Toussi, Jassem Al Toussi, Mehdi Zaïbi, Hassan Laamouri). Le 21 et le 24, ils manifestent à nouveau.
- des habitants de Ramez (actuel Ramhormoz) manifestent pour l'eau potable.
- des habitants de Jarahi (ou Arahi) manifestent pour l'eau potable avec une présence notable de femmes dans le quartier de Techmaran. Le 21, ils manifestent à nouveau.
- des habitants de Shavar manifestent pour l'eau potable.
- des habitants de Khorramabad (province du Lorestan) manifestent en solidarité avec les habitants du Khouzestan. Le 20, ils bloquent la route Khorramabad-Boroujerd.

19 et 20 juillet, des habitants de Weys manifestent pour l'eau potable.

20 juillet :

- des habitants de Izeh manifestent contre le manque d'eau et la dictature. Ils appellent à l'unité entre Arabes et Bakhtiaris du Khouzestan, à la mort de Khamene'i. Plusieurs jeunes auraient été tués (dont Hadi Bahmani et Mohammad Abdellahi) et d'autres arrêtés. L'internet est coupé. Le 21, ils manifestent à nouveau, notamment lors des funérailles de Hadi Bahmani. Après les affrontements, les blessés sont soignés à domicile pour ne pas être arrêtés à l'hôpital. Il y a des morts. Le 23, ils manifestent à nouveau.
- des habitants de Andimeshk bloquent les routes pour exiger de l'eau potable
- des habitants de Behbaban manifestent pour l'eau potable et bloquent le pont de la rivière Maroun. Le 21, ils manifestent à nouveau et bloquent les autoroutes Behbaban-Gajsaran et Behbaban-Amir-Hatef. Ils bloquent le pont de Zaydoun.
- des militants dont l'ex prisonnière Narges Mohammadi manifestent devant le ministère de

l'Intérieur à Téhéran en solidarité et d'autres manifestent à Karaj.

20 et 21 juillet, des habitants de Darkhovine manifestent pour l'eau potable.

21 juillet :

- des habitants de Masjed Soleïman manifestent pour l'eau potable et appellent à l'union avec les Bakhtiari. Le 24, ils manifestent à nouveau.
- des habitants de Sheiban-e Ahwaz manifestent pour l'eau potable.
- des habitants de Salhaviyé manifestent pour l'eau potable.
- des habitants d'Elayi manifestent pour l'eau potable. Le 22, ils bloquent la route Ahwas-Shoush.
- des habitants de Islamabad-e Olia (ou Tol Chay) bloquent la route Behbaban-Kajseran
- des habitants de Khormoussa manifestent pour l'eau potable. Le 24, ils manifestent à nouveau.
- des jeunes de Bousher bloquent à Fazilat la route de transport en solidarité. Le 24, ils manifestent à nouveau.
- des habitants de Yazdanshahr à Ispahan manifestent en solidarité. Les forces de l'ordre tentent de les disperser.
- des habitants de Azna (province du Lorestan), des jeunes bloquent l'autoroute en solidarité.
- des habitants de Lordegan (province de Chahar Mahal et Bakhtiari) bloquent l'autoroute d'Alouni en solidarité.
- des habitants de Guenaveh (province de Bousher) bloquent l'autoroute en solidarité. Le 24, ils manifestent à nouveau.
- des habitants du quartier Mahdacht à Karadj scandent : « Le Khuzistan n'est pas seul ». le 24, des habitants de Karaj manifestent à nouveau.

21 et 23 juillet, des habitants de Téhéran manifestent en solidarité.

- des habitants de Racht (province de Guilan) manifestent en solidarité.
- des syndicalistes, journalistes et artistes se solidarisent du mouvement au Khuzestan.

22 juillet :

- des habitants de Daghadheleh manifestent pour l'eau potable.
- des habitants de Aligoudarz (province du Lorestan) manifestent en solidarité. Les forces de répression font des morts et des blessés. Le 23, ils manifestent à nouveau.
- des habitants de Chahinshar à Ispahan manifestent en solidarité.
- des habitants de Junqan (province de Chahar Mahal et Bakhtiari) manifestent en solidarité.
- Amnesty International estime à huit le nombre de personnes tuées au Khuzestan depuis le début des manifestations.

23 juillet :

- des habitants de Qazvin mettent le feu à l'autoroute Qasvin/Téhéran en solidarité.
- des khuzistanis de Yazd manifestent en solidarité.
- des habitants de Saveh (province de Markazi) bloquent la route en solidarité.
- des habitants de Ilam se rassemblent en solidarité.
- des habitants de Hemmatabad (province du Khorassan) occupent le poste de police par solidarité. Arrestations, tués et blessés.

24 juillet :

- des habitants de Bojnourd (province de Khorassan) manifestent en solidarité.
- des habitants de Zanjan manifestent en solidarité.
- des habitants de Tabriz manifestent en solidarité.
- des habitants de Eidivand (province d'Ispahan) manifestent en solidarité.

25 juillet, le chef du pouvoir judiciaire ordonne la libération des manifestants détenus au Khuzistan.

Khamene'i impute la pénurie d'eau à la sécheresse mais envisage d'ouvrir les barrages. Les forces de répression sont déployées, y compris les forces venant de Téhéran.

27 juillet, des députés du Khouzestan au parlement signent une lettre demandant l'arrêt du projet de détournement des eaux du Karoun, de Karkhe et de Maroun.

28 juillet, des habitants manifestent au bord du fleuve Karoun avec des pancartes protestant contre le détournement des fleuves vers les régions centrales. Deux femmes et deux hommes sont interpellées.

21 août, au 40^{ème} jour de leur grève, les travailleurs de Haft Taba (cane à sucre) marchent vers la mairie de Shosh, pour exiger la sécurité de l'emploi, de l'eau pour les cannes et la réintégration des licenciés.

13 novembre, des habitants de Karta manifestent contre la spoliation de ressources naturelles.

KOWEÏT 2020

18 juillet, des habitants de Sabah Ahmad manifestent sur la route de Wafra dite « route de la mort » pour qu'elle soit interdite aux camions qui provoquent des accidents.

20 juillet, des habitants du Bloc 6 de El Farwaniyah se rassemblent suite aux coupures d'eau et exigent des responsables une solution à ce châtime collectif pour quelques factures impayées selon l'administration.

LIBAN 2020

9 janvier, des habitants de Saïda manifestent devant EDL et bloquent la route et l'entrée de l'entreprise pour protester contre le rationnement de l'électricité. 1^{er} juillet, des manifestants bloquent la route devant EDL. Le 17, des habitants manifestent pour exiger de l'eau et de l'électricité. 27 juin 2021, les manifestants du « sit-in de l'eau » investissent le bâtiment de la société des eaux du sud Liban, détruisent l'entrée du bâtiment pour protester contre la soif. 10 juillet, des habitants manifestent pour exiger de l'eau, de l'électricité et des médicaments. D'autres bloquent la route devant EDL. Des restaurateurs et commerçants bloquent l'avenue Riadh El Sohl pour exiger de l'électricité. Le 15, ils ferment leurs établissements. Le 16, des habitants du quartier des Villas manifestent. Le 24, ils bloquent la route. Dans l'ancienne ville, ils bloquent l'autoroute côtière et l'armée intervient. Le 26, des habitants manifestent. Le 27, des habitants manifestent sur la route côtière de Ghazieh. Ils bloquent la route côtière en face du port. Le 30, les habitants de Sit Nafissa bloquent la rue. Les habitants de Al Barrad bloquent la rue. 5 août, des habitants des Villas bloquent la route. Le 9, des habitants manifestent. Le 11, des habitants de Saïda bloquent l'entrée nord de la ville. Le 17, des habitants manifestent devant EDL. Le 20, des habitants et des militants du Courant du futur manifestent devant EDL. Des habitants du quartier des Villas bloquent la route. Le 23, ils bloquent la route menant au club des officiers. 8 septembre, des habitants bloquent la route à l'est de Saïda. 29 novembre, des habitants manifestent contre les coupures d'électricité et la baisse du niveau de vie.

10 janvier :

- des activistes du hirak manifestent à Aley contre le rationnement de l'électricité ou les coupures.
- des activistes du hirak manifestent à Halba (caza de Akkar). 28 novembre 2021, des habitants manifestent pour exiger de l'électricité.

- Des activistes du hirak manifestent à Baalbeck (caza de Akkar) contre les coupures d'électricité. 16 août 2021, des habitants bloquent la route devant la centrale électrique .

- des activistes du hirak manifestent à Tyr contre le rationnement de l'électricité ou les coupures. 20 mai, des militants de la société civile manifestent devant EDL. 14 juillet 2021, des habitants bloquent l'entrée de la ville face à EDL pour protester contre les coupures et les pannes des générateurs privés, en raison de la pénurie de mazout. Le 15, des jeunes du quartier ancien obligent des restaurateurs à fermer. Le 18, ils manifestent en divers points de la ville et bloquent la route pour exiger la mise en marche du générateur d'EDL. 11 août, des habitants font un concert de casseroles de nuit. Le 13, des habitants, des représentants de la société civile et des élus locaux manifestent dans la centrale électrique. 29 novembre, des militants manifestent.

11 janvier, des activistes du hirak manifestent devant le centre de traitement des déchets solides de Saïda pour dénoncer la catastrophe environnementale. 5 février, la commission environnementale du hirak de Saïda manifeste devant la municipalité pour refuser le déversement des restes du centre de traitement des déchets solides dans le lac de la zone de Sanic.

15 février, le comité environnemental de Kfar Hazir et la Coalition populaire de Koura manifestent au moment de la sortie des travailleurs devant la cimenterie nationale de Chekka pour exiger des mesures effectives. 29 mai, des travailleurs de Holcim à Chekka manifestent contre la mise à l'arrêt, depuis septembre 2019, de l'activité de l'extraction des matières premières nécessaires à la fabrication du ciment pour des raisons environnementales. 27 juin, manifestation de la coalition populaire devant les carrières et contre manifestation des travailleurs. 2 juillet, des habitants et des militants du Rassemblement des militants environnementaux fait un sit-in à Amioun (caza de Koura) en solidarité avec les victimes de la pollution et observe une minute de silence.

25 février, le MEL porte plainte contre les agressions dont est victime la montagne du fleuve Kalb (gouvernorat du Mont Liban), renfermant un patrimoine archéologique, en raison des travaux et demande aux ministères de la Culture et de l'Enseignement supérieur de prendre des mesures.

20 mai, manifestants pour l'électricité devant EDL à Beyrouth. Le 21, des activistes dont l'avocat Wassef Harake investissent le ministère de l'Énergie. 7 juillet, des manifestants s'affrontent aux forces de sécurité devant EDL à Mar Mikhail à Beyrouth après avoir tenté d'investir le bâtiment. Le 10, des habitants manifestent pour leur niveau de vie et l'électricité. Le 16, des habitants de Beyrouth ouest bloquent des routes. 4 août, des habitants manifestent devant le ministère de l'Énergie. 12 mars 2021, ils manifestent devant les compagnies d'eau et d'électricité et de la poste. 26 juillet, des habitants bloquent le pont du Ring. 9 août, des habitants manifestent.

21 mai, des habitants de Nabatieh manifestent au rond-point de Kfar Roumane pour protester contre les coupures de l'électricité. L'intervention de l'armée leur empêche d'investir les locaux d'EDL et fait trois blessés. 2 juillet 2021, le PCL à Kfar Roumane (caza de Nabatieh) manifeste devant la municipalité pour dénoncer le rationnement de l'eau et l'électricité, et l'augmentation de leurs tarifs, l'absence de collecte des déchets, les conditions de vie, le gaspillage et la corruption. 9 août, des habitants manifestent. Le 21, des élus municipaux et des associations du gouvernorat de Nabatieh manifestent devant la centrale de Kfar Roumane à Nabatieh.

30 mai, des jeunes de Ghazze (caza de la Bekaa ouest) font un sit-in pour exiger la fermeture du centre de tri des déchets.

18 juin, des militants de Li Watan se rendent à l'usine de Kfour (caza de Kesraouan), devenue une décharge qui reçoit des déchets médicamenteux sans les traiter. Les gardiens les agressent et les enferment. Une patrouille des Forces de sécurité intérieure les libère et les interpelle. L'un d'eux est hospitalisé. Ils font des dépositions. Le 19, ils font un sit-in devant la fédération des municipalités de

Chkif (caza et gouvernorat de Nabatieh) pour exiger une solution à la décharge polluante.

12 juillet, des habitants du caza de la Beqaa occidentale manifestent à Machghara devant EDL pour l'électricité.

15 juillet, des habitants de Sultan Yacoub (caza de la Beqaa occidentale) manifestent pour l'eau et l'électricité.

16 juillet, des habitants de Jeb Jenine (caza de la Bekaa occidentale) manifestent devant EDL pour exiger de l'électricité. 8 août 2021, ils bloquent la voie principale pour exiger de l'électricité et de l'essence.

17 juillet, des habitants de Tannourine Tahta (caza de Batroun) manifestent et bloquent la route aux camions chargés de pierres en provenance de la carrière de Bechtoudar pour exiger le respect des normes de chargement des camions en route pour le barrage de Balaa. Le 27, ils bloquent à nouveau la voie aux camions.

22 juillet, des habitants de Haouch Rafka (caza de Baalbeck) empêchent le fonctionnement du matériel d'un éleveur qui importe du bétail et l'abat, en raison de la pollution engendrée par l'énorme réserve de fumier.

25 juillet :

- des militants manifestent devant le siège de la BM à Beyrouth à l'appel de la campagne pour la préservation de la vallée de Bisri pour dire non au projet tandis que des militants campent dans la vallée pour empêcher le redémarrage des travaux. 5 septembre, la BM annule le prêt pour le barrage controversé.
- des militants du hirak « Saïda s'insurge » de Saïda manifestent devant l'entrée de la ville pour protester contre l'arrivée de déchets en provenance de Beyrouth.

5 août 2020, manifestations à Beyrouth suite à l'explosion d'un stock de nitrate d'ammonium. Le 8 et le 9, les manifestations continuent, exigent la chute du régime, 230 personnes sont blessées par les tirs des forces de sécurité qui procèdent à des arrestations. 12 septembre, manifestation vers le palais présidentiel pour dénoncer l'incurie de l'État et l'absence d'avancée dans l'enquête. L'armée intervient. 4 octobre, les familles des victimes manifestent, bloquent des routes et lâchent des ballons. 18 février 2021, les familles manifestent devant le palais de justice contre le transfert du dossier à un autre juge. 2 juillet, l'enquêteur envoie à la chambre des députés une requête de levée de l'immunité parlementaire de députés et ex-ministres. Le 12, des familles manifestent devant des domiciles de députés pour protester contre l'immunité parlementaire. Le 13, des familles manifestent devant le domicile d'un ministre accusé de bloquer l'enquête et contre l'impunité parlementaire. La répression fait une vingtaine de blessés à cause des lacrymogènes. Slogan : « Le peuple veut le renversement du régime ». 5 août, manifestation devant le parlement pour réclamer la levée de l'immunité parlementaire. Tirs de balles en caoutchouc pour les disperser. Selon la Croix-Rouge, 13 blessés hospitalisés et 70 blessés soignés sur place. L'armée intervient. Interpellations. Le 22, des militants manifestent à Ehden (caza de Zghorta) pour que l'ex ministre Youssef Fenianos se rende aux convocations du procureur. 29 septembre, des proches des victimes manifestent devant le palais de justice de Beyrouth pour protester contre la suspension de l'enquête.

22 septembre, des jeunes de Zghorta manifestent contre l'asphaltage d'une voie dans le périmètre de la réserve naturelle d'Ehden. Les travaux sont stoppés le 24 suite à une décision du juge des référés de Zghorta.

27 septembre, des habitants de Barja (caza de Chouf) manifestent devant la décharge et exigent sa

fermeture immédiate en raison de la pollution, en présence de militants, d'élus locaux et de partis politiques.

29 septembre, des habitants et des militants manifestent devant la montagne d'ordures à El Mina (caza de Tripoli) qui pollue Tripoli et exigent sa fermeture et sa transformation en jardin public.

19 novembre, des habitants de Saïda jettent des ordures devant la municipalité pour exiger la collecte des déchets, en parallèle avec le sit-in illimité des travailleurs et le blocage du centre de tri.

LIBAN 2021

3 janvier, des habitants de Barghoun et Badbhoun (caza de Koura) manifestent contre une décharge près de la localité de Afsadik à proximité d'une source. Le 13, ils manifestent devant la décharge.

23 février, des apiculteurs manifestent à Douris (caza de Baalbeck) contre l'utilisation des pesticides et le fauchages des herbes aromatiques et exigent des lois et des poursuites contre les contrevenants.

12 mars, des habitants de Jounieh (caza de Kesrouan) manifestent devant la compagnie d'électricité et d'eau et appellent à ne plus payer les factures, faute de services.

3 avril, des habitants de Jebel Shaikh, Qalaat al Istiqlal, Al Buhaira, Al Sahel (caza de la Bekaa occidentale et de Rachaya) font un sit-in devant EDL à Rashia pour exiger du courant.

6 avril, des habitants manifestent devant la centrale électrique de Deir Ammar (caza de Minié Dennyé) pour protester contre les délestages dus à la rupture d'approvisionnement en mazout.

8 mai, des partis politiques manifestent contre la pollution du lac Qaraoun (gouvernorat de la Bekaa) et du fleuve Litani. Le 22, le député de Zahlé annonce la saisie du parquet financier au sujet de la pollution du Litani, sur l'utilisation des 400 milliards de livres versés pour sa dépollution.

28 mai, des jeunes de Qlaia et Marjeyoune manifestent contre le brûlage des ordures à Kfar Tebnit. Le 31, le juge des référés décide de fermer la décharge.

13 juin, des habitants de Houla (caza de Marjeyoune) bloquent la route principale avec des containers à ordures pour exiger de l'eau potable, coupée depuis trois mois. Le 19, ils manifestent devant le projet de distribution d'eau de Markaba.

26 juin, des habitants de Takrit et Tachaa (commune de Takrit, caza de Akkar) manifestent contre l'implantation d'une décharge entre Tachaa, Rahbe et Mimnaa par crainte de la pollution, notamment des eaux souterraines.

28 juin, des manifestants investissent la société d'électricité à Tripoli pour protester contre les coupures d'électricité. L'armée les déloge. Le 30, ils bloquent les ronds-points du port pour protester contre les délestages et exiger le départ des gouvernants. D'autres font un sit-in devant EDL de Kadicha à Bohsas et veulent obliger les employés à alimenter les quartiers et bloquent la route. D'autres manifestants du « mouvement populaire » bloquent le rond-point Abou Ali. 10 juillet, des habitants manifestent pour l'électricité et un meilleur niveau de vie. Le 26, des habitants manifestent dans l'obscurité. D'autres coupent la route à Baddawi. Des manifestants de Bab Tibbanah bloquent le rond-point Abou Ali. D'autres bloquent la route principale en divers points. Le 27, des habitants manifestent et certains tirent en l'air. Le 29, des pêcheurs et des poissonniers manifestent pour exiger de l'électricité pour les réfrigérateurs. 12 août, des habitants manifestent

devant la centrale de Kadisha. 28 novembre, des habitants manifestent et investissent EDL.

30 juin, des habitants de Al Quiyaa (caza de Saïda) manifestent contre les coupures d'électricité et l'arrêt des générateurs privés à cause de l'absence de carburant.

1^{er} juillet :

- des habitants de Kfar Kila (caza de Marjeyoun) bloquent la route pour protester contre les coupures d'eau.
- des habitants de Al Tal (caza de Tripoli) manifestent contre les coupures d'électricité, la hausse du dollar et la cherté de la vie.

10 juillet, des habitants de Markaba (caza de Marjeyoune) bloquent la route pour exiger de l'eau potable.

14 juillet, des habitants de Al Areeda (caza de Akkar) manifestent contre l'absence du mazout et ses conséquences sur l'électricité et les médicaments.

16 juillet, des habitants de Jbel Mohsen (caza de Tripoli) manifestent contre l'absence de courant des générateurs privés. L'armée intervient pour disperser les manifestants. Les slogans portent sur le coût de la vie et ils bloquent la route. L'armée tente de la rouvrir. Des affrontements s'en suivent qui font plusieurs blessés. 6 août, ils bloquent la route. Le 9, ils manifestent à nouveau.

17 juillet, des habitants de Chmistar (caza de Baalbeck) manifestent contre l'absence de mazout qui empêche l'accès à l'eau.

23 juillet :

- des habitants de Aanout (caza de Chouf) bloquent le carrefour Aanout/Zaarourie/Hasrout pour exiger de l'électricité.
- des habitants de Habbouche (caza de Nabatieh) bloquent l'autoroute Nabatieh/Zahrani pour exiger de l'électricité.
- des habitants de Daraya (caza de Chouf) bloquent la route Daraya/Shhim pour exiger de l'électricité.

24 juillet, des réfugiés palestiniens ferment les bureaux de l'UNRWA à Beyrouth pour protester contre l'absence de services, notamment l'eau.

25 juillet, des habitants de Haret Hreik (caza de Baabda) manifestent pour l'électricité.

26 juillet :

- des habitants de Choueifat (caza de Aley) bloquent la route pour exiger de l'électricité.
- des habitants du camp de Aïn Héloué (caza de Saïda) bloquent une route pour exiger de l'électricité. 2 août, ils bloquent une route.

27 juillet :

- des habitants de Zahlé manifestent devant le générateur pour exiger de l'électricité.
- des habitants du camp de Nahr El Bared (gouvernorat du Nord Liban) manifestent pour exiger de l'électricité.
- des habitants de Baramieh (caza de Saïda) manifestent pour exiger de l'électricité.

28 juillet :

- des habitants de Qob Elias (caza de Zahlé) manifestent devant EDL pour exiger de l'électricité.
- des habitants du camp de Chatila manifestent à l'intérieur du camp pour exiger de l'eau et de l'électricité.

30 juillet, des habitants de Mrayjat (caza de Zahlé) manifestent devant les citernes de carburant, pour exiger de l'électricité.

2 août, des habitants de Chekka (caza de Batroun) manifestent devant le cinéma Picadilly pour exiger de l'électricité.

4 août, des habitants de Arzay (caza de Saïda) bloquent la voie principale pour exiger de l'électricité.

5 août, des habitants de Hlaliyeh (caza de Saïda) bloquent la route pour exiger de l'électricité.

9 août :

- des habitants de Jdaïdeh et de Sad Elbaouchriyeh (caza du Metn) bloquent la route pour exiger de l'électricité.

- des habitants de Mansouriyeh (caza du Metn) manifestent sur la place de la ville pour exiger de l'électricité.

- des habitants de Ouzaiï bloquent la route pour exiger de l'électricité.

- des habitants de Nabatieh manifestent pour l'électricité. Le 21, ils manifestent à nouveau.

11 août :

- des jeunes manifestent devant la centrale de Jiyeh pour exiger de l'électricité dans la province de Khouroub.

- des habitants de Al Mahamra (caza de Akkar) manifestent pour exiger de l'électricité.

15 août, des habitants manifestent devant le propriétaire d'un réservoir de carburant à Al Tleil (caza de Akkar) après l'explosion de ce dernier, qui a fait 28 morts et 80 blessés. Des manifestants attaquent la maison du Premier ministre Nagib Mikati à Beyrouth et exigent sa démission à Al Tleil. D'autres s'en prennent à l'appartement du député Tarek Merhebi à Beyrouth et certains sont convoqués par la police. Le 17, des manifestants se rassemblent devant les services de renseignements de FSI à Achrafieh (Beyrouth) en soutien aux trois activistes détenus par la police.

16 août, des habitants de Ferzol (caza de Zahlé) coupent la route de Zahlé pour exiger de l'électricité.

18 août, des habitants de Abou Samra à Tripoli marchent avec des casseroles pour protester contre les coupures d'électricité.

19 août, des habitants de Dhar Al Aïn (caza de Koura) bloquent la route pour exiger de l'électricité.

22 août, des habitants de Saraiïn Al Faouqa (caza de Baalbeck) font un sit-in et bloquent la route pour exiger de l'électricité.

25 août, des habitants de Arab Salim (caza de Nabatieh) bloquent la route menant à Jarjoua pour exiger du courant électrique.

28 août :

- des habitants de Brital (caza de Baalbeck) bloquent la route Baalbeck/Rayak pour exiger de l'électricité.

- des habitants de Al Abbassia (caza de Tyr) manifestent pour l'électricité et se rendent dans une station de vente de carburant au marché noir, dont les propriétaires ouvrent le feu et font cinq blessés. Des élus de la ville remettent leur démission à Amal.

4 septembre, manifestation dans le camp de Borj Barajneh à Beyrouth devant le local de l'UNRWA pour exiger de l'eau, de l'électricité et des solutions d'urgence pour les Palestiniens.

27 octobre, des habitants du quartier El Oued à Baalbeck bloquent la rue principale pour exiger de l'électricité.

7 novembre, des habitants du quartier de Tell El Abyadh à Baalbeck bloquent la route internationale pour exiger de l'eau et de l'électricité.

15 novembre, des habitants de la Bekaa ouest manifestent devant EDL à Mechgara pour défendre leurs droits au courant électrique.

16 novembre, des habitants du camp de Chatila font un sit-in depuis des jours, avec une tente, pour exiger de l'eau potable.

7 décembre, des habitants de Hermel manifestent pour exiger du courant électrique.

17 décembre, des habitants de Sharhabil Ben Hasne à Bqosta (caza de Saïda) manifestent devant la compagnie des eaux du sud Liban pour réclamer l'eau coupée depuis plus de deux mois.

19 décembre, des élus du caza de Batroun se rassemblent en défense de leurs citoyens privés d'électricité depuis cinq jours d'affilée.

19 et 20 décembre, des réfugiés palestiniens venus de Syrie manifestent devant les locaux de l'UNRWA de divers camps contre les décisions de l'organisation de réduire l'assistance financière à ces réfugiés en 2022, qui va les assoiffer, les affamer et réduire l'assistance sanitaire et culturelle.

LIBYE 2020

24 janvier, des habitants de Hay El Andalous, Hay El Salam, Al Serraj, Ghout Al Chaal, Edraiby et Sidi Slim à Tripoli manifestent devant le camp du 7 avril pour dénoncer l'implantation d'une décharge au milieu de zones habitées.

29 mars, des employés de l'hôpital de Tripoli manifestent pour dire que le 26 mars, ils n'ont pas quitté leur service comme ils en sont accusés, mais qu'ils en ont été chassés et qu'on veut leur faire porter le chapeau de ce qu'il adviendrait du premier malade du corona virus hospitalisé dans des conditions lamentables : sans eau ni hygiène. Ils exigent une enquête.

21 juin, des militants du Mouvement vers le meilleur manifestent devant le conseil présidentiel du gouvernement de consensus national à Tripoli pour exiger de l'électricité. 1^{er} juillet, des habitants manifestent devant le siège du gouvernement de consensus national, exigent le remplacement du conseil d'administration de la compagnie d'électricité et la poursuite des responsables faillis. 8 août, nouvelles manifestations. 23 au 28 août, des habitants manifestent contre la corruption et pour leurs droits à l'eau, l'électricité et se dirigent vers le conseil présidentiel. Six manifestants sont enlevés et d'autres blessés par balles réelles tirées par un groupe armé non identifié. Le 26 est mis en place un couvre-feu de quatre jours chaque soir et pour l'intégralité du vendredi et du samedi. 13 septembre, des habitants manifestent pour l'eau, l'électricité, et dénoncent des nominations politiques faites par le conseil de la présidence. Le 23, des habitants ferment la route de la côte menant à Zliten et celle menant à la mer.

29 juin, des habitants de Zliten (chabiya de Al Mourqoub) manifestent contre les coupures d'électricité et exigent l'éviction des responsables de la compagnie. 4 juillet, ils manifestent pour l'eau et l'électricité et contre la corruption.

4 juillet, des habitants de Khums (chabiya de Al Mourqoub) manifestent pour l'eau et l'électricité. 1^{er}

août, ils manifestent devant la compagnie d'électricité.

5 juillet, des habitants de Sebha manifestent contre les coupures de courant et réclament une administration propre à la zone. 11 août, des militants du Courant populaire manifestent devant la compagnie de l'électricité. 12 septembre, des habitants manifestent. 26 juin 2021, des étudiantes de l'Université de Sebha manifestent et annoncent se mettre en grève de la faim pour exiger de l'eau potable et la réfection des chambres.

9 juillet, des habitants de Khallat El Furjan (chabiya de Tripoli) manifestent contre le projet d'une déchetterie à la caserne de Yarmouk.

8 août, des habitants de Zaouia manifestent pour l'électricité et contre la cherté de la vie. Les 21 et 22, ils manifestent pour l'électricité, l'eau, le paiement des retards de salaires et sont attaqués par des milices armées.

10 août, des habitants de Houn (chabiya de Djoufra) manifestent contre les coupures d'eau, exigent des poursuites contre l'administration de la société des eaux et une juste répartition des raccordements.

11 août, des militants de la société civile de El Bouanis (chabiya de Sebha) manifestent à Sebha pour exiger un réseau d'assainissement.

23 août :

- des habitants de Benghazi manifestent pour l'électricité. 9 et 10 septembre, ils et elles manifestent la nuit pour l'eau, l'électricité et des liquidités, se revendiquent de la révolution du 17 février.
- des habitants de Misrata, Syrte, Sebha et Kubba (chabiya de Derna) manifestent pour les mêmes raisons.

28 août, des habitants de Sebha et Oubari (chabiya de Ouadi Al Hayat) manifestent en solidarité avec Tripoli.

10 septembre, des habitant.e.s de El Beidha (chabiya de Al Jabal Al Akhdhar) manifestent pour l'eau, l'électricité et la chute du gouvernement d'Abdallah El Thani. Le 12, ils manifestent à nouveau.

10 au 15 septembre, des habitant.e.s manifestent à Benghazi pour l'eau, l'électricité et des liquidités. Le 12, des manifestants attaquent le siège du gouvernement à Benghazi et le siège de la municipalité. 14 septembre, ils mettent le feu au siège du gouvernement.

11 septembre, le mouvement des jeunes de Ouadi El Bawanis (chabiya de Sebha) manifestent à Samnou pour menacer de couper internet si leurs revendications d'accès aux services (électricité) ne sont pas satisfaites. Ils appellent à constituer des comités locaux. Le 16, ils rétablissent le réseau téléphonique et internet.

12 septembre, des habitants manifestent à El Marj pour l'électricité. il y a des affrontements avec les forces de sûreté (un mort par tirs de balles réelles, des blessés et des arrestations).

13 et 14 octobre, des habitants de Chahalia et Alnajaa à Tsawa (commune de Ouadi Ataba, chabiya de Mourzouq) manifestent pour l'eau potable.

4 décembre, des habitants de Jalou (chabiya de Al Wahat) manifestent pour la création d'une route entre les oasis, Ajdabia et Kufra.

9 décembre, des habitants de Qasr Ben Ghechir (chabiya de Tripoli) manifestent contre

l'implantation d'une déchetterie dans une zone agricole très peuplée.

LIBYE 2021

4 janvier, des habitants de El Barkat (chabiya de Ghat) manifestent contre l'amoncellement des déchets en ville et le non ramassage.

17 janvier, des habitants de Rebiana (chabiya de Koufra) manifestent contre la coupure d'électricité depuis six mois.

26 mai, des habitants de la cité Mudjahid à Houn (chabiya de Djoufra) manifestent contre les coupures d'eau potable.

21 juin, des habitants de Badr à Baten El Jebel (chabiya de Nalout) manifestent pour l'eau potable.

1^{er} juillet, des habitants de Al Azizia (chabiya de Tripoli) manifestent pour protester contre les coupures d'électricité. 1^{er} juillet, ils manifestent à nouveau.

2 juillet, des habitants du Fezzan manifestent pour exiger une protection et un traitement contre les morsures de vipères et de scorpions.

7 juillet, des habitants de Jadou, Zintan, Dahar El Jebel, El Qalaa, Rujban (chabiya de El Jebel El Gharbi) manifestent devant la centrale de Chakchouk pour protester contre les coupures d'électricité.

6 novembre, des habitants de Awal (commune de Dirj, chabiya de Nalout) manifestent pour l'eau, l'électricité, des infrastructures de base.

13 décembre, des habitants de Bechara (commune de Kubba, chabiya de Derna) manifestent pour exiger de l'électricité.

MAROC 2020

2 janvier, des habitants de Aït Jerrar (commune de Timoulay, province de Guelmim) manifestent contre un projet d'implantation d'une station de traitement des eaux à proximité des habitations. 14 mai 2021, ils manifestent pour protester contre les arrestations survenues les jours précédents. Le 20, ils font une marche en direction du lieu où est prévue la station.

7 janvier, des habitants de Moumen Souati (commune de Lambarkiye, province de Berrechid) partent en caravane vers le ministère des Transports, de la Logistique et de l'Eau à Rabat pour exiger de l'eau potable, mais sont bloqués par les autorités.

11 janvier, des habitants de Taghjijt (province de Guelmin) manifestent pour que la station des eaux usées de Tagmout soit délocalisée. Le 14, ils manifestent à nouveau. Slogan : « Nous avons le droit de vivre dans un environnement sain ». Le 21, ils suspendent le sit-in pour rencontrer le secrétaire général de la région. 3 juin, ils manifestent à nouveau.

15 janvier :

- des habitants de El Ksaib (Ouled Jarrar, province de Tiznit) manifestent devant la mairie de Reggada pour l'électricité.

- trois jeunes qui avaient manifesté contre les carrières de pierres de Tizgha (province de Benslimane) sont interpellés. Le 16, des habitants de Beni Moussa, Oulad Bouazza et des douars de

la zone de Lamidnat (commune de Tizgha) manifestent contre les nuisances dues aux carrières de pierres et coupent les voies qui y mènent. Des manifestants sont interpellés et déferés le 17 devant le TPI de Benslimane qui les remet en liberté. Le 21, nouvelle manifestation devant une carrière. Le 30, la section de l'AMDH de Benslimane manifeste devant la municipalité pour protester contre les licences accordées aux carrières qui portent atteinte aux habitants de Tizgha et Ziaida.

16 janvier, des habitants de Sebt Gzoula (province de Safi) manifestent contre l'augmentation des transports pour les élèves et les étudiants.

22 janvier, des habitants de Tamellalt (province de Kalaa des Sraghna) manifestent devant le siège de la région contre la pollution due à l'usine d'olives et ses fumées.

23 janvier, des habitants de Id Hamad Idaoud (commune de Arbaa Aït Abdellah, province de Sidi Ifni) manifestent pour l'eau potable.

6 février :

- des habitants de Bouhoula (commune de Ben Ahmed, province de Settat) manifestent pour l'électricité, soutenus par la LMCDH.
- des habitants de Tnine Amellou (province de Sidi Ifni) manifestent contre les agressions des pasteurs nomades qui détruisent leurs arbres.

7 février, des lycéens de Ouled Khellouf (province de Kalaa des Sraghna) manifestent en direction de la municipalité pour exiger de l'eau potable dans l'établissement.

9 février, des habitants de Jorf (commune de Ounagha, province de Essaouira) manifestent devant le siège de la province pour exiger de l'eau potable.

14 février, des habitants du quartier Smar de Skhirat (préfecture de Skhirat Témara) manifestent pour le raccordement de leur quartier à l'eau potable.

23 février, des habitants de la province de Chtouka Aït Baha manifestent devant l'administration de la conservation foncière de Biougra contre les spoliations des terres autochtones via des opérations d'« enregistrement collectif » des terres, notamment à Tirst Idaougarane (commune de Sidi Bousbah) où 80 % des terres sont concernées, village qui est la cible des attaques de troupeaux de chameaux et de chèvres.

24 février, des composantes de la société civile de Souk Sebt Oulad Nemma (province de Fqih Ben Salah) manifestent devant le siège de la commune pour le raccordement à l'eau potable, des égouts, des revêtements. 24 mai 2021, des habitants de la cité Raja 2 de Souk Sebt Oulad Nemma manifestent pour protester contre le retard mis à la réalisation du raccordement au réseau d'eau potable.

25 février :

- des habitants de Safi manifestent devant la municipalité pour protester contre l'implantation d'une nouvelle décharge.
- des habitants de Essaouira manifestent contre l'abattage de 30 chiens errants, accompagnés de leurs animaux de compagnie.

10 mars, des hommes entre 30 et 70 ans de Tabia (province de Azilal) font 70 km à pied pour se rendre chez le gouverneur de la province et réclamer de l'eau potable. Ils sont reçus et une commission est annoncée.

12 mars, des habitants de Ighrem Ouhaddou (ou Outahdidou, commune de Aït Ouqabli, province de

Azilal) annoncent qu'ils boycotteront les prochaines élections municipales où y ont trois représentants sur quinze à cause du manque d'eau potable.

11 mai, des pêcheurs de Tanger manifestent contre l'interdiction de pratiquer la pêche artisanale.

14 mai, des habitants de Inamar (commune de Iaazanene, province de Nador) manifestent contre le passage de camions de sable entraînant bruits, pollution et fissures dans les logements.

6 juin, des habitants de la résidence Saada de Deroua (province de Berrechid) manifestent pour un environnement sain et exigent la suppression de la décharge proche des habitations.

7 juin, les travailleurs de la propreté de Tinghir organisent un volontariat le dimanche pour nettoyer la veille de ses déchets, en coordination avec des associations locales.

11 juin, des habitants de Tissouguine, Aït Imloul à Beni Ayat (province de Azilal) protestent contre un projet de CET dans une zone considérée comme « géoparc » reconnue par l'UNESCO, qui sera préjudiciable pour les habitants et les agriculteurs. Une pétition est en ligne contre ce projet refusé par d'autres communes. Le 17, la municipalité annule le projet.

17 juin, des femmes de Ouled Keddi à Dar Bouazza (Casablanca) manifestent pour l'eau potable.

23 juin, des habitants Taghighacht (commune de Imchilil, province de Midelt) font une longue marche pour exiger de l'eau potable.

25 juin, des femmes de Aït Ali Oussou (commune de Aït Yahya, province de Midelt) manifestent pour l'eau potable.

1^{er} juillet, des hommes, femmes et enfants de Tilzat (commune de Bin Elouidan, province de Azilal) marchent sur Azilal avec leurs ânes pour réclamer de l'eau potable.

2 juillet, des habitants de Drikat (commune de Had Ras El Aïn, Rhamna, province de Kalaa Des Sraghna) manifestent pour l'eau potable.

5 juillet, des habitants des rues Al Hansali et Hassan 2 de Fqih Ben Salah manifestent pour des égouts.

7 juillet :

- des habitants de Ghaba Lakbira, Ajellidine, Kharba, Louta (commune de Zghira, province de Ouezzane) manifestent contre la coupure d'électricité depuis plus de 20 jours.
- des habitants des environs de Ouezzane manifestent pour protester contre la coupure d'électricité depuis 20 jours.

8 juillet 2020, des habitants de Douar El Izziyene (commune de Outzagh, province de Taounate) manifestent devant la municipalité pour exiger de l'eau potable et le raccordement à l'électricité. Le 9, ils marchent avec leurs ânes vers la municipalité.

10 juillet :

- des habitants de Saies (Fès) manifestent contre la cherté des factures d'électricité et de l'eau depuis trois mois.
- des femmes et des hommes de Jorf El Melha (province de Sidi Kacem) manifestent contre l'absence d'égout et de station d'épuration.
- des habitants de Sid Zouine (province de Marrakech) manifestent devant le bureau régional pour exiger de l'eau potable.

13 juillet :

- des habitants de la cité Lirak à Fès manifestent en direction de l'agence de la RADEEF pour protester contre la pollution de l'eau potable.
- des habitants de Douar Haha de Marrakech (Manara) manifestent pour l'eau potable. Rabia, 38 ans, divorcée et mère de quatre enfants est arrêtée et déférée le 15 devant le TPI pour « outrage à un agent de la fonction publique dans l'exercice de ses fonctions ». L'audience est reportée au 21 juillet. Elle est condamnée à 3 mois de prison avec sursis.
- des habitants de Loukila, Rguibat Al Oued, Lamkicherat (commune de Bouchane, province de Rehamna) manifestent devant le siège de la commune avec du bétail et des bouteilles vides pour exiger de l'eau potable.

17 juillet, des habitants de Ouled Saïd et Ouled Moumen (commune de Lahouaza, province de Settati) manifestent pour l'eau potable.

21 juillet, des habitants de Bir Chifa à Tanger manifestent contre la transformation du cimetière en décharge.

22 juillet :

- des habitants de Aït Yahya (province de Midelt) manifestent pour l'eau potable.
- des femmes et des enfants de la cité Lourarda, dans le quartier de Laarisa à Safi manifestent pour l'eau potable devant la municipalité.

31 juillet, des habitants de Teroual (province de Ouezzane) manifestent devant la municipalité pour l'eau potable.

1^{er} août, des habitants de Guersif (région de l'Oriental) manifestent pour la collecte des déchets.

2 août, des habitant.e.s de Ahermoumou (ou Ribat El Kheir, province de Sefrou) marchent en direction de l'agence de l'eau et de l'électricité de El Menzel, soit vingt kilomètres, pour exiger électricité, collecte des déchets.

3 août :

- les forces de sécurité empêchent une manifestation pour l'eau potable appelée par le Front social de Demnate (province de Azilal).
- des habitants des villages avoisinants de Sidi M'hamed Ben Lahcen (province de Taounate) manifestent pour l'eau potable.
- des habitants de la cité Makhzen de Aklim (province de Berkane) manifestent pour l'eau potable
- des habitants de Amzough Chetoui (commune de Takarkoust, province de El Haouz) manifestent devant la municipalité pour l'eau potable.

6 août :

- des habitants de Bouchane (province de Rehamna) manifestent contre la soif et dénoncent l'absence de collecte des déchets et d'éclairage public.
- des habitants de Kazara (commune de Ghouazi, province de Taounate) manifestent avec leurs ânes pour exiger de l'eau potable, des équipements et des services.

7 août, des habitants de Tinzouline (province de Zagora) manifestent pour l'eau potable.

8 août, des habitants de Douar El Hajeb (commune de Ourika, province d'Al Haouz) manifestent pour exiger de l'eau potable. Le 26, ils manifestent à nouveau.

11 août, des femmes de Aït Ishaq (province de Khenifra) manifestent pour exiger de l'eau potable.

12 août :

- des habitants des villages environnants de Mzoura (province de Settat) manifestent pour l'eau potable.
- des habitants des villages environnants de Ighzrane (province de Sefrou) manifestent pour l'eau potable.

13 août, des habitants de Sidi Tiji (province de Safi) manifestent pour l'eau potable.

20 août :

- le TPI de Jerada condamne à l'emprisonnement pour des durées allant de deux mois à un an et à des amendes de 500 à 5000 dirhams les sept accusés du hirak de Jerrada.
- des habitants de Midat (commune de Jnan Bouih, province de Youssoufia) manifestent devant le siège de la municipalité pour l'eau potable.
- des habitants de Douama et Oued Skouri (commune de Moulay Abdelkrim, province de Taounate) marchent en direction de la municipalité pour exiger de l'eau potable.

27 août :

- des habitants de Hazdrour (commune de Kissane, province de Taounate) manifestent pour l'eau potable.
- des habitants de Kalaa Des Sraghana manifestent contre les émanations toxiques et les odeurs dégagées par le brûlage des ordures de la décharge municipale.

30 août, de composantes de la société civile de Azzemour (province de El Jadida) manifestent devant l'embouchure du fleuve Oum Er Rabia pour dénoncer la catastrophe environnementale (odeurs, mort de poissons). 27 septembre, ils font une marche pour exiger l'intervention des autorités. Nouvelle manifestation le 12 décembre. 14 mars 2021, manifestation sur la corniche. 17 juillet, des pêcheurs artisanaux manifestent à bord de leurs barques sur le fleuve Om Rabia à Azemour.

1^{er} septembre, suite à la soif, aux conséquences des explosions engendrées par la construction de la voie express Tiznit-Dakhla, l'association Abraj pour le développement et l'environnement du village Id Hamou Yahya porte plainte contre les préjudices occasionnés aux habitants. Des habitants de Sidi Abdelli (province de Tiznit) érigent une tente de sit-in sur le chantier de la voie rapide.

7 septembre, des femmes de Touflaazt (province de Taroudant) contre les agressions des pasteurs nomades contre les cultures, l'approvisionnement en eau et les domiciles.

11 septembre :

- des habitants de Youssoufia manifestent pour exiger de l'eau potable devant le siège de l'ONEE en raison du changement de couleur et d'odeur de l'eau.
- des habitants de la cité Nejma à Benslimane manifestent devant l'usine de goudron, polluante et dangereuse pour leur santé, avec le soutien de l'AMDH.

22 septembre :

- des habitants de Oued Zem (province de Khourigba) manifestent devant l'ONEE pour protester contre l'augmentation des tarifs de l'eau.
- des femmes de Sidi Taibi (province de Kenitra) manifestent quotidiennement pour exiger de l'eau potable.

25 septembre :

- des habitants de Karian Rhamna à Casablanca manifestent pour l'eau potable.
- des habitants de Oulad Boukhlik (province de Kelaa Des Sragna) manifestent pour exiger la délocalisation de la station d'assainissement.

13 octobre, des habitants de Aït Ariane et Aït Melloul (commune de Beni Ayat, province de Azilal) manifestent contre la chasse sur leurs terres.

14 octobre, des habitants de Beni Sidel et de Ouxen (province de Nador) et des militants de la société civile manifestent contre la déforestation due à la carrière de la société publique marocaine de travaux en charge du nouveau port méditerranée de Betoya et en raison des explosifs. 2 février 2021, ils manifestent contre la carrière de pierre en raison de l'intensité des explosions.

19 octobre, des habitants de Aït Boutaïb (commune de Tafetachte, province de Essaouira) manifestent pour l'eau potable.

25 octobre, des habitants de Sidi Ali Ben Hamdouche (province de El Jadida) manifestent contre la pollution du fleuve Oum Er Rabia.

26 octobre, des habitants de Maaziz (province de Khemisset) marchent jusqu'à la commune, essentiellement des femmes et des enfants pour exiger de l'eau potable.

28 octobre, des jeunes de Youssoufia organisent un volontariat pour nettoyer la forêt de El Arouk des déchets accumulés.

1^{er} novembre, des associations de Tazemourt (province de Taroudant) appellent à une manifestation contre la sécheresse.

9 novembre, des habitants de Ouad Boumkala (commune de Moulay Idriss, province de Khemisset) manifestent pour exiger le retrait d'une licence d'exploitation accordé à une carrière de sable et de pierres. 23 avril 2021, ils manifestent à nouveau.

25 novembre, des habitants de Lhbabis Lablan (commune de Sidi Hamadi, province de Fqih Ben Salah) manifestent pour qu'une terre ancestrale louée soit affectée à des puits et des équipements sociaux.

30 novembre, des étudiants de la faculté pluridisciplinaire de Selouane (province de Nador) manifestent pour des transports desservant l'université.

1^{er} décembre, des femmes de la cité Yasmine 3 à Souk Essebt Ouled Namma (province de Fqih Ben Salah) manifestent pour l'eau potable, l'électricité, un réseau d'assainissement.

4 décembre, des habitants de Azemmour (province de El Jadida) manifestent à l'appel de militants de la société civile devant l'agence de l'eau et de l'électricité contre les tarifs de l'eau et de l'électricité. 16 novembre 2021, ils manifestent à nouveau devant l'agence de l'eau et de l'électricité.

5 décembre, des habitants de Al Maader Al Kabir (province de Tiznit) manifestent à Tiznit contre la dévastation par les éleveurs nomades de leurs surfaces cultivées, avec le soutien de la coordination Akal.

10 décembre, des habitants de Sgat (commune de Aït Abbas, province de Azilal) marchent en direction de Azilal pour protester contre une carrière polluante.

13 décembre, des composantes de la société civile manifestent contre une nouvelle carrière à Assif El Mal (province de Chichaoua) qui a supprimé l'eau d'irrigation.

18 décembre, des centaines de mineurs de Djebel Aouam (commune de Mrirt, province de Khenifra), qui produit de l'or, de l'argent et du plomb, sont en grève pour leur sécurité et leurs conditions de

travail et font un sit-in souterrain pour leur santé, compromise aussi par la Covid.

28 décembre, des habitants de Al Manzla et Hjar Nahl (préfecture de Tanger-Asilah) manifestent à Al Manzla contre le liquide en provenance de la décharge qui inonde leurs terres et exigent la délocalisation de la décharge.

29 décembre, des habitants du quartier Stargogo de Tounfit (province de Midelt) manifestent devant la municipalité avec des bouteilles vides pour exiger de l'eau et de l'électricité.

31 décembre, des habitants de Al Gharbiya (province de Sidi Bennour) manifestent contre les activités d'une carrière sur leurs terres, sans autorisation légale mais avec l'accord du conseil du Grand Casablanca, et déposent plainte auprès du TPI de Sidi Bennour.

MAROC 2021

22 janvier, les chauffeurs de taxi de Casablanca font un sit-in pour protester contre les nuisances de la décharge publique de Mediouna.

25 janvier, des étudiants de Azghanghan (province de Nador) manifestent pour exiger le rétablissement des transports universitaires.

2 février, des habitants de Taourirt Hamid (commune de Bni Sidel Louta, province de Nador) manifestent contre les carrières de pierres exploitées jour et nuit. Le propriétaire de la carrière fait des promesses.

4 février, des femmes de Oulad Yaïch (province de Béni Mellal) manifestent pour le raccordement au réseau d'assainissement.

5 février, des habitants de Oudint (commune de Sbouya, province de Sidi Ifni) manifestent pour être raccordés à l'eau potable, pour des routes et contre la corruption.

9 et 10 février, des conseillers municipaux de Ighoud (province de Youssoufia) manifestent devant l'entrée de la carrière de pierres pour empêcher la sortie des camions, la société ne s'étant pas acquittée de ses obligations envers la commune.

10 février, des habitants de Arbaa Sahel (province de Tiznit) manifestent contre les attaques des éleveurs nomades contre leurs terres cultivées, soutenus par la coordination Akal. 10 mars, des habitants manifestent contre les attaques des pasteurs et le surpâturage, à l'appel de la coordination Akal. 27 juin, la coordination Akal appelle à manifester. 31 août, des habitants de Arbaa Sahel manifestent à Tiznit.

18 février, des habitants de Oulad Slimane Ouzif (commune de Ould Zidouh, province de Fqih Ben Salah) manifestent à l'entrée du douar pour exiger le raccordement à l'électricité.

25 février, des habitants de Zaazaa et de Aït Baha (commune de Drarga, province de Agadir) manifestent devant le siège de la municipalité avec portraits du roi et drapeaux nationaux pour protester contre la pollution due à une société de production de fioul et d'asphalte et exigent sa mise à l'arrêt.

28 février, des habitants de Sidi Ifni manifestent devant le siège de la province pour protester contre les intrusions des éleveurs nomades sur leurs terres cultivées.

3 mars, des femmes et des enfants de Aïn Jdid Aït Talata (commune de Sidi Abdallah Ghat, province

de Al Haouz) manifestent contre l'absence de courant qui alimente le puits qui les approvisionne en eau potable.

8 mars, des femmes de Ouled Bouazza (commune de Oulad Bourahmoune, province de Fqih Ben Salah) manifestent devant le siège de la municipalité pour exiger le raccordement du village au réseau d'assainissement.

9 mars, des habitants de Tangarfa (province de Sidi Ifni) manifestent avec drapeaux nationaux et portraits du roi pour protester contre un projet de carrière de sable.

11 mars, des habitants de Bni Yagrine (province de Settat) manifestent à Settat pour empêcher le projet de transport des eaux usées par l'oued qui passe à Guisser, puis par Bni Yagrine pour aboutir dans le fleuve Oum Rabia, craignant les impacts sur la santé et sur les terres maraîchères et d'arbres fruitiers.

14 mars :

- des habitants de douars de la commune de Tagante (commune de Bouizakarne, province de Guelmim) manifestent pour exiger la protection de leurs terres spoliées depuis 2012 par la « mafia du foncier ». Un jugement en leur faveur avait été prononcé par le TPI de Guelmim, puis en leur défaveur par la CA de Agadir. Ils ont porté l'affaire devant la cour de cassation.

- des habitants de Diour Si Abbas à Safi protestent contre la remontée des égouts dans les logements et les rues.

18 mars, des habitants de Amerks, Adouz et Bouharoua (commune de Belfaa, province de Chtouka Aït Baha) manifestent contre l'implantation d'une station de traitement des eaux usées, polluante pour la nappe phréatique et les populations. Le 31, des habitants de Agdal, Ishal et d'autres villages de Bouharoua manifestent avec drapeaux nationaux et portraits du roi. 10 avril, ils commencent un sit-in. 4 juillet, ils en sont à leur 96^{ème} jour de sit-in. Ils manifestent en direction de la municipalité de Belfaa.

25 mars, des personnes handicapées manifestent à Casablanca devant la Société de transports Alsa pour exiger la gratuité des transports, comme c'était le cas avec la société M'dina Bus durant 30 ans.

27 mars, des habitants de Tiznit et des militants de la société civile manifestent devant le siège de la province pour protester contre les fumées en provenance de la décharge dont ils exigent la fermeture.

30 mars, une association commence la construction d'un puits dans le cimetière de Oulad Marah (commune de Sidi Hajjaj, province de Settat) et de robinets à l'extérieur du cimetière avec des fonds en provenance de l'émigration.

11 avril, des habitants de Zaouiat Askar (commune de Tagleft, province de Azilal) font un sit-in de plusieurs jours sous une tente pour le troisième jour d'affilée pour exiger de l'eau potable et d'irrigation, la réparation des installations de santé et la réparation d'un chemin.

12 avril, des habitants de Imaterzène (commune de Bou Noomane, province de Tiznit) poursuivent pour le troisième jour d'affilée un sit-in pour protester contre le projet de voie rapide Tiznit/Dakhla qui les privera d'accès à la commune et les isolera.

14 avril et 16 mai, des habitants des douars de Aït Hammou (province de Rehamna) manifestent contre les carrières de sable qui assèchent la nappe phréatique et polluent.

19 avril, des habitants de Maykou (commune de Aït Majdene, province de Azilal) manifestent pour avoir une route, du réseau électrique, de l'eau, des salles de classe.

23 avril, des habitants de Arabat à Oulad Settout (province de Nador) manifestent contre le permis octroyé à une carrière de pierres dans une zone agricole. 1^{er} juin, le maire de Ouled Settout interdit le passage des machines entre Zaio et la carrière. Le propriétaire porte plainte car le maire aurait agi hors de sa compétence territoriale et dit avoir reçu l'autorisation du ministère de l'Intérieur pour exploiter cette terre ancestrale communautaire, alors que le maire dit que l'entreprise a été condamné à payer une indemnité à une propriétaire de terres. 17 décembre, les habitants manifestent et les forces de sécurité et la gendarmerie interviennent. Des manifestants sont évacués à l'hôpital.

11 mai, suite aux actions de la population, la société Wahat Ziz, dirigée par un parlementaire RNI de la région, annonce l'arrêt des travaux de creusement de puits et de stockage d'eau entre Goulmima et Tadighoust (province de Errachidia) qui risquaient d'assécher les sources en eau en aval et partant, les palmeraies.

12 mai, des habitants de Lqliaa (préfecture de Inzegane Aït Melloul) manifestent pour l'eau potable.

15 mai, des habitants d'Aghboula Tizi Nouarek (commune d'Aït Aqjali, province de Azilal) marchent vers Beni Mellal pour exiger de l'eau potable.

16 mai, l'opposition et quatre membres de la majorité boycottent deux sessions de travaux de la commune de Taghazout (Préfecture de Agadir Idaoutanane) pour protester contre la non inscription de plusieurs douars (Aït Ahmad, Bou Aoud, Timersitine, Aousgomert, Ikoura, Aït Rami, Tachdirt, Acherbine, Takoubt, Aït Daoud) au raccordement à l'eau potable, alors que c'est la commune elle-même qui avait donné les noms à la société des eaux.

17 mai, Hassan Bassatine, soutenue par la coordination Akal, est déféré devant le Tribunal d'Inezgane (préfecture d'Inezgane-Aït Melloul). Une manifestation de soutien à lieu. La cour refuse sa mise en liberté et l'affaire est renvoyée au 24 mai. Ahmed Aït Sayyed est déféré pour son rôle dans la résistance au surpâturage en février dernier.

19 mai, des habitants de la zone de M'hamid El Ghizlane (province de Zagora) manifestent pendant deux jours d'affilée pour exiger de l'eau potable.

22 mai, des résidents marocains eu Europe originaires de Izray, Imnouhane, Igerdouhane, Beni Azzimane (commune de Azlaf, province de Driouch) portent plainte contre le ministère de l'Équipement, du Transport et de la Logistique, contre les préjudices dus à la construction du barrage de Béni Azziman.

14 juin, des habitants de 14 villages de Al Haouz appartenant à la coordination de Aït Zyat des personnes lésées par le projet de barrage sur l'oued Zat, manifestent à Al Chababik pour exiger la « terre contre la terre » et le « droit au logement » en compensation des préjudices subis.

15 juin :

- des habitants de Imi Mgourn (province de Chtouka Aït Baha) manifestent contre les intrusions et les attaques des nomades qui détruisent les terres, les cultures notamment les arganiers et les ressources phréatiques, les cimetières.

- des habitants de la cité Argana à Aït Melloul (préfecture de Imezgane-Aït Melloul) manifestent dans la ville pour protester contre le permis d'exploiter délivré à des usines de production d'asphalte, de goudron et d'engrais par crainte du non respect des normes et de la pollution.

16 juin, des habitants d'Itharkachene dans le quartier Arid à Nador manifestent pour exiger un réseau d'assainissement et des voies praticables.

30 juin :

- des habitants de Tissli (commune de Mtalsa, province de Driouch) et des militants de la société civile présentent à la commune de Mtalsa leur opposition à la carrière de Jbel Sidi Ali en raison des nuisances : explosifs et conséquences sur le bétail et les revenus des agriculteurs.

- des habitants de Foum Zguid (province de Tata) manifestent pour l'eau potable et la nuit, ils font un sit-in. 1^{er} juillet, ils manifestent devant le bureau local de l'eau. Le 5, ils manifestent à nouveau.

6 juillet, des habitants de Oum El Guerdane (province de Tata) manifestent pour exiger de l'eau potable.

12 juillet, des habitants des quartiers Touama et Al Mghara de Biougra (province de Chtouka Aït Baha) manifestent devant la municipalité pour exiger de l'eau potable.

15 juillet, des femmes de Taroudant manifestent pour exiger de l'eau potable. Le 24, les autorités annoncent la reprise de l'approvisionnement en eau de la ville.

19 juillet, une initiative de jeunes « Tiwizi » basée sur l'action collective et le volontariat, et sur l'héritage amazigh dans la province de Tiznit s'est engagée depuis quatre années dans la collecte et le recyclage des déchets.

22 juillet, des habitants de Ouled Razouk (commune de Bni Tajit, province de Figuig) marchent en direction du chef lieu de Bouarfa à 60 kilomètres pour exiger de l'eau potable et de l'électricité.

23 juillet, des habitants de Mtarnagha (province de Sefrou) manifestent pour l'eau potable. 12 août, des habitants de Mtarnagha, El Menzel, Oulad Mkoudou et Aïn Timguenaï manifestent devant le bureau de l'ONEE et appellent à une nouvelle manifestation pour le 19.

28 juillet, des habitants de Douar Rouiche (province de Kalaa Des Sraghna) manifestent pour l'eau potable.

30 et 31 juillet, 1^{er} août, des femmes de Oulad Attou Bas (commune de Sidi Hammadi, province de Fqih Ben Salah) manifestent pour l'eau potable.

1^{er} août, des habitants du quartier de la gare et du stade de Ribat El Kheir (ou Ahermoumou, province de Sefrou), soutenus par la section de l'AMDH de El Menzel, marchent vers le bureau de l'ONEE de El Menzel pour dénoncer les délestages.

3 août, des habitants de Sebt Gzoula (province de Safi) manifestent avec des portraits du roi pour exiger de l'eau et de l'électricité.

5 août, des familles des victimes de l'inondation de l'usine de textile de Tanger qui avait fait 29 victimes le 8 février annoncent qu'elles manifesteront le 8 août devant le siège de l'usine et appellent tous les travailleurs des usines à observer une grève de 10 minutes ou d'une demi heure.

16 et 17 août, des habitants de Sidi Ifni manifestent de nuit pour exiger de l'eau potable. Le 17 ils manifestent dans la cité Bouallam.

21 août, des femmes et enfants de Oulad Ayachi (préfecture de Salé) manifestent pour exiger de l'eau et de l'électricité.

22 août, des habitants du Oulad Abou (commune de Sidi Burja, province de Taroudant) manifestent contre le projet d'implantation d'une station d'épuration à proximité de leurs habitations.

23 août, le ministère de l'Équipement décide de fermer la carrière de traitement des pierres de barytine suite aux dénonciations des habitants de Al Majjatia (province de Mediouna), et des associations environnementales et de la lenteur mise à publier un rapport confirmant la contamination de la nappe phréatique par des substances cancérigènes.

24 août, des habitants de Zamrane Charguia (province de Kelaa Des Sraghna) manifestent pour exiger de l'eau potable.

3 septembre, des habitants de Al Manar à Diour Jamaa (région de Rabat Salé) manifestent contre des dépôt de déchets industriels à proximité de leurs domiciles.

12 septembre, des habitants de Douar Haddadoua à Beni Oulid (province de Taounate) manifestent devant la carrière de sable de Oued Tamda et exigent le départ de l'entreprise en raison des préjudices environnementaux. Le 17, ils commencent un sit-in illimité. 13 octobre, la commission mixte constate que la société travaille sans autorisation et suspend l'activité de la carrière.

21 septembre, des femmes de Toudgha El Oulia (province de Tinghir) marchent jusqu'au siège de la province pour protester contre la cherté des transports publics. Une réunion avec les autorités se tient dans la foulée de la marche.

2 octobre, des habitants de Taroudant manifestent contre les agressions des bergers nomades et le silence des autorités. Le 17, des habitants de zones diverses de la province de Taroudant manifestent devant le siège de la province contre la non intervention des autorités et exigent des compensations.

4 octobre, des habitants de la cité Houda de Sebt Ouled Namma (province de Fqih Ben Salah) manifestent devant l'agence indépendante de distribution des eaux pour exiger le raccordement de leurs logements au réseau d'eau potable.

7 octobre, des habitant.e.s de divers quartiers de Béni Mellal manifestent contre l'augmentation des factures d'eau, d'électricité et d'autres produits de consommation.

15 octobre, des étudiants de Souk Es Sebt (province de Fqih Ben Salah) manifestent devant plusieurs administrations publiques et la gare routière pour exiger le maintien du l'ancien tarif des transports.

16 octobre, des habitants de Hart Chaou (commune de Tansift, Agdez (province de Zagora) manifestent contre les travaux du chantier d'approvisionnement en eau des habitants de Zagora, à cause des préjudices sur leurs biens et exigent des dédommagements.

21 octobre, des habitants de Safi manifestent au siège de la RADEES contre la pollution de l'eau potable. Le 25, nouvelle manifestation. Une campagne est lancée via le hashtag : Safi, l'eau pue.

24 octobre, des habitants de Aït Saïd Ouyechou (commune de Foum Oudi, province de Béni Mellal) manifestent contre les chasseurs qui mènent leurs activités sur des terres avoisinantes de leurs logements.

1^{er} novembre, des habitants de Choumbira (commune de Béni Bouyafrou, province de Nador) manifestent à Nador contre la pollution générée par une usine de recyclage de plastique en zone habitée, qui nuit à leur santé. Le 25, ils manifestent à nouveau.

9 novembre, des femmes de Hansala (commune de Tagzirt) marchent jusqu'à Tagzirt et manifestent devant le siège de la région de Beni Mellal Kenifra pour protester contre les normes de construction imposées et réclamer des aménagements avant la saison des pluies et de la neige, un réseau d'égouts, de l'éclairage public, des emplois.

10 novembre, des habitants de Aït Waghaz (commune de Boutferda, province de Béni Mellal) manifestent pour l'eau potable.

17 novembre, des habitantes de Al Jabbarat (commune de Had Hrara, province de Safi) marchent entre Al Kalaa et Safi pour exiger de l'eau et de l'électricité, arborant drapeaux nationaux et portraits du roi et bouteilles d'eau vides.

27 novembre, des habitants et la société civile de Mohammedia manifestent devant la municipalité contre la pollution aux poussières noires générée par la zone industrielle, notamment par la centrale électrique thermique.

29 novembre, les élèves, les parents d'élèves et les enseignants du lycée technique et de l'école primaire de Al Matar à Nador manifestent contre l'implantation d'une antenne de communications jouxtant les établissements.

14 décembre, des habitants de Adouz (commune de Foug El Ansar, province de Béni Mellal) manifestent devant le siège de la province pour exiger de l'eau potable, de l'électricité, des égouts, la réfection des routes et l'accès à l'enseignement. Le 17, ils marchent jusqu'au siège de la région.

17 décembre, des habitants de Douar El Caid et Aït Messaoud (commune de Harbil Tamansourt, préfecture de Marrakech) manifestent contre la « route de la mort » qui dessert Marrakech et exigent des travaux et la pose de ralentisseurs.

MAURITANIE 2020

30 janvier, des habitants et des pêcheurs de N'Diogo (wilaya du Trarza), déjà lésés par la montée du niveau de la mer et la salinité des terres, manifestent contre les dégradations environnementales et le déséquilibre de l'écosystème dues au barrage de Diama et la prochaine exploitation de pétrole et de gaz par BP.

1^{er} février, des militants manifestent devant la wilaya contre la levée de l'arrêt d'une usine aurifère affiliée à Kenz Mining à Chami (wilaya de Dakhlet Nouadhibou) car elle utilise du cyanure. Tirs de gaz lacrymogènes. Des femmes manifestent à Chami jusqu'au 4, puis les manifestants se rendent à Nouadhibou. Blessés et arrestations. Le 5, trois personnes sont toujours en GAV. Le 6, deux sont présentés au juge.

20 février, des habitants de la cité Jisr à Koubeni (wilaya de El Hodh El Gharbi) manifestent pour l'eau potable et l'électricité et bloquent l'artère principale. 8 manifestants sont interpellés. Le 28, des habitants manifestent devant le palais présidentiel.

9 avril, des femmes de Ould Yenge (wilaya de Guidimakha) manifestent devant le domicile du chef d'agence de la SNDE. Une femme en sort et les menace d'un fusil. La gendarmerie intervient et place brutalement 15 manifestantes en garde à vue.

28 avril, des éleveurs du Guidimagha et des ONG lancent un nouveau SOS pour sauver le bétail (bovins et caprins) privé d'eau et d'aliments (normalement en transhumance vers les pays voisins)

mais bloqué par la fermeture des frontières) afin d'éviter sa mort et la dévastation du couvert végétal ainsi que les coupes d'arbres par les éleveurs confinés sur place, les autorités n'ayant pas exécuté le programme pastoral spécial prévu.

6 mai, des habitants de Aioun (wilaya de Hodh El Gharbi) manifestent pour l'eau potable. Le 8, ils manifestent pour l'eau et l'électricité devant le siège de l'arrondissement avant de se réunir avec les chefs d'agence de la SOMELEC et de la SNDE. Le 12, des habitants du quartier de El Jadida de Aioun manifestent devant locaux du gouvernorat contre les coupures d'eau.

7 mai, des habitants de Mal (wilaya de Brakna) manifestent et brûlent des pneus pour exiger eau et électricité. Accrochages avec les forces de l'ordre.

10 mai :

- des habitants des quartiers du centre de Guérou (wilaya de Assaba) manifestent pour l'électricité. 15 dont 5 mineurs sont interpellé par la police.
- la société chinoise Poly Hong Dong porte plainte pour diffamation contre le journaliste de CRIDEM, Jedna Deida, suite à son article dénonçant le pillage halieutique de cette société.
- des militants et des habitants de Zouerate (wilaya de Tiris Zemmour) manifestent devant le siège de la wilaya pour protester contre l'implantation d'usines aurifères utilisant le cyanure. 5 octobre, des militants manifestent contre les licences accordées à une vingtaine d'entreprises aurifères. Le 12, ils manifestent contre les licences accordées. 2 novembre, des militants manifestent à l'occasion d'une visite présidentielle. Le 24, des habitants manifestent. Le 29, nouvelle manifestation. Des activistes sont arrêtés et auraient été torturés dans le bâtiment de la wilaya avant d'être transférés au commissariat.

24 mai, des femmes de Dar Salem Oulad Seyyid, Maghamat Womatt, Dar Salem Wodche et Avdieydjir (commune de Ould Birame, wilaya de Brakna) manifestent avec des bidons vides sur la route de Boghe, pour exiger de l'eau potable.

3 juin, des habitants de Efam Lekhdheirat (commune de Aghoratt, wilaya de Assaba) manifestent et bloquent la route de l'Espoir pour exiger de l'eau potable.

5 juin, des femmes de Bassata (wilaya de Hodh Ech Chargui) manifestent devant la municipalité pour exiger de l'eau potable. Le 9 juillet, des jeunes manifestent devant le palais présidentiel pour l'eau et l'électricité.

30 juin :

- des habitants de Atar (wilaya de Adrar) manifestent et bloquent le passage du wali pour exiger eau et électricité, coupés depuis plus d'un mois. 23 octobre, ils manifestent à nouveau. La police les disperse.
- des habitants de Melezm, Ehssey Sidi (commune de Tiguend, wilaya de Trarza) bloquent la route reliant Tiguend à Méderdra pour protester contre les coupures d'eau.

7 juillet, des habitants de Bir Moghreïn (wilaya de Tiris Zemmour) manifestent pour l'eau et l'électricité, coupées depuis deux semaines, la panne d'électricité entraînant le manque d'eau). 23 février 2021, ils manifestent à nouveau.

9 juillet, des habitants de Timbedgha (wilaya de Hodh Echargui) manifestent devant le Palais présidentiel à Nouakchott pour exiger de l'eau et de l'électricité. 2 juillet 2021, ils manifestent pour l'eau, coupée depuis quatre semaines.

21 juillet, des habitants de Foulania (wilaya de Hodh Echargui) manifestent pour l'eau potable.

6 août, des habitants de F'Derick (wilaya de Tiris Zemmour) manifestent pour exiger de l'eau potable. Le 24, ils manifestent à nouveau. La gendarmerie procède à des interpellations.

9 août, des habitants de Achram (wilaya de Tagant) ferment la route de l'Espoir pour exiger de l'eau potable.

13 août, lors d'une manifestation des populations de Dar El Barka, Ould Birom et Dar El Avia (wilaya de Brakna) pour arrêter les travaux menés par l'AAID à Dar El Barka, un protestataire succombe à un arrêt cardiaque. Le 17, ils se mobilisent contre l'arrivée d'engins. Le 19, le hakem signifie aux autorités locales la reprise des travaux. Le 21, des habitants de Dar El Barka, Loboudou, Reghbe, Sinthiane et Bour manifestent contre l'abattage des arbres par l'AAAID qui a obtenu les terres par le président Mohamad Ould Abdelaziz, et compte y faire de l'agro business. Le 21, la police charge les paysans de Karawlatt-Woullou Ndiaye s'opposant aux travaux. Le 22, le maire et des délégués paysans rencontrent le gouverneur de Brakna puis le ministre de l'Intérieur. Ils parviennent à faire plier provisoirement les ingénieurs et employés de l'AAAID. 21 juin 2021, le président de la République annonce la suspension du projet de AAAID et promeut des PPP.

19 août, des habitants de El Ghaira (wilaya d'Assaba) bloquent la route de l'Espoir et y érigent une tente pour exiger de l'eau potable.

30 août, des pêcheurs de la région de Nouakchott manifestent sur la plage contre l'utilisation du mono filament dans les eaux mauritaniennes. 9 septembre, ils font un sit-in devant le ministère des Pêches et de l'Economie Maritime. (slogans : « Non à la corruption », « Oui au développement », « Oui à la protection de nos ressources halieutiques ». Le 18, ils manifestent à nouveau. 2 octobre, ils manifestent avec le soutien de députés (Tawassoul, Sawab-RAG). Le 23, ils manifestent devant le ministère des Pêches et de l'Economie maritime.

31 août, l'inquiétude des habitants de F'Derick (wilaya de Tiris Zemmour) se transforme en manifestation contre la présence de cyanure stocké sur un terrain. L'administration temporise et dit qu'il n'y aura pas d'ouverture d'usine utilisant du cyanure.

3 septembre, des parents de victimes décédées en mer et leurs proches de Nouadhibou (leur barque de pêche a été heurtée par un gros bateau chinois dans une zone réservée à la pêche artisanale) manifestent devant les locaux de la wilaya. Une enquête est décidée. Le bateau est immobilisé en mer.

1^{er} octobre, des composantes de la société civile manifestent devant le siège de la société des eaux de Nouadhibou pour exiger de l'eau potable. Le 19, nouvelle manifestation.

10 octobre, des habitants de Bir Moghreïn (wilaya de Tiris Zemmour) manifestent pour que soient accordées des licences aux entreprises aurifères afin de créer des emplois. 3 novembre, des habitants manifestent pour exiger la délocalisation des usines aurifères utilisant du cyanure, de l'eau potable et l'électricité. Le 24, ils manifestent contre le danger du cyanure et exigent la délocalisation des entreprises. 2 décembre, ils manifestent devant le palais présidentiel. 24 août 2021, des habitants manifestent contre la décision rendue le 19 par la Cour suprême de suspendre la décision du 11 de la CA de Nouadhibou qui avait autorisé l'arrêt des machines et usines de broyage.

18 octobre, des habitants manifestent contre la décharge de Tivirit (wilaya de Trarza), gérée par Pizzorno puis par la communauté urbaine de Nouakchott, qui devrait être fermée suite à une décision de justice. 26 sont interpellés par la gendarmerie. 27 décembre, ils manifestent à nouveau et 5 hommes sont arrêtés. 2 janvier 2021, des habitants commencent un sit-in. Le 3, la gendarmerie met fin au sit-in par la force, faisant des blessés chez les femmes et les enfants et procède à des

arrestations. Le 17, ils manifestent à nouveau. Le 27, il.elle.s manifestent devant le parlement à Nouakchott. 6 février, ils manifestent sur la route de l'Espoir. La gendarmerie intervient et disperse les manifestant.e.s. Quinze femmes blessées sont transportées à l'hôpital Cheikh Zayed. Le 13, ils manifestent à nouveau en présence d'ONG de défense des droits humains. Le 15, le comité de suivi issu du mouvement annonce la suspension des manifestations pendant un mois suite aux engagements reçus. Le 18, le gouvernement s'excuse officiellement pour les exactions commises. 24 mai, la ministre de l'Environnement et du Développement rencontre une délégation de Tivirit et les assure qu'elle travaille à trouver une solution pérenne.

26 novembre, des agriculteurs manifestent à Nouakchott pour exiger des solutions aux problèmes de la salinité élevée et des infestations.

MAURITANIE 2021

25 janvier, des paysans de Hebiyaabe, Feralla, Mbahe, Bagodine, Belel Gawde, Boubou Awdi, Marana, Woloum Atar et Raoufi Audi (wilaya de Brakna) menacent d'organiser un sit-in pour empêcher les pelleteuses de l'entreprise NAJED de raser leurs cultures pour réaliser un Projet d'Appui à l'Initiative pour l'Irrigation au Sahel, financé par la BM, afin d'aménager des périmètres rizicoles. 19 février, une délégation du ministère de l'Intérieur se rend sur les lieux. Le 22, les populations de Feralla, Mbahe, Niabina, Woloum Atar, Wending, Bagodine et Mbagne manifestent en direction de la cuvette de Koylol pour dénoncer les expropriations (banderole : « Banque mondiale, soutien de politiques d'exclusion, halte à la boulimie foncière »). Les forces de sécurité les dispersent à coups de lacrymogènes et interpellent des journalistes. Le 26, la BM annonce l'envoi d'une mission d'information sur place. 21 mars, les représentants du collectif des propriétaires refusent les instrumentalisation ethniques et la solution préconisée par le gouvernement et veulent rencontrer les partis politiques.

5 février, deux manifestations, l'une à Akjoujt (wilaya de Inchiri), l'autre à Nouakchott, exigent la réfection de la route entre les deux villes, rendue dangereuse par les crevasses créées par les camions des sociétés Mines de Cuivre de Mauritanie (filiale de la canadienne First Quantum Minerals et EIFFAGE).

17 mars, des habitants de Chelkhet Tiyab (wilaya de Gorgol) manifestent devant le palais présidentiel pour exiger de l'eau potable, alors que le président avait inauguré un réservoir d'eau le 16 novembre dans la commune.

5 avril, des femmes de la cité Paris 2 à Aleg (wilaya de Brakna) manifestent devant le siège du district pour protester contre la soif et exigent une intervention urgente du responsable.

30 avril, des habitants de Tidjikdja (wilaya de Tagant) manifestent contre la décision de transférer l'université dans une ville ne connaissant pas de problème d'eau. Les manifestants veulent l'université et l'eau. D'autres manifestants manifestent devant le palais présidentiel. 5 mai, ils manifestent à nouveau devant le palais.

3 mai, des habitants de Tintane (wilaya de Houdh el Gharbi) manifestent contre les coupures d'eau et d'électricité et bloquent plusieurs routes. Les forces de l'ordre les dispersent.

17 mai, des pêcheurs artisanaux manifestent à Nouadhibou pour dénoncer l'interdiction qui leur est faite d'exercer leur activité.

9 juin, des habitants de El Maoussa (commune de N'tequit, wilaya de Adrar) interpellent les

autorités et les ONG humanitaires pour les sauver de la soif.

19 juin, des jeunes de Zouerate manifestent contre la soif avec des bouteilles vides lors de l'allocution de Sidi Mohamed Ould Taleb Amar, président de l'UPR, au nord de Nouadhibou.

3 juillet, des habitants de Kobeni (wilaya d'Hodh El Gharbi) manifestent contre l'absence d'eau et de courant électrique. Des manifestants brûlent des voitures et attaquent le poste de police. 3 personnes sont arrêtées. Le 4, 41 personnes dont 4 femmes sont arrêtées. Le 6, le procureur de la république près le tribunal d'Aïoun défère 16 personnes. Elles sont écrouées à la prison d'El Aioun et accusées d'atteinte aux biens publics et privés et d'agression des agents de la force publique dans l'exercice de leur fonction. Le 21, la cour d'Appel de Kiffa les remet en liberté provisoire.

4 août, des habitants de Tichit (wilaya de Tagant) manifestent devant le siège de la wilaya dans la ville pour exiger de l'eau potable.

16 septembre, des femmes de Rosso (wilaya de Trarza) manifestent pour une eau non polluée.

18 septembre, des habitants de Kiffa (wilaya de Assaba) manifestent devant le siège de la wilaya pour exiger de l'électricité.

22 septembre, des habitants de Rkiz (wilaya de Trarza) manifestent pour exiger de l'électricité. Plusieurs bâtiments sont brûlés et 60 personnes au moins sont arrêtées. Le 27, une quarantaine est déférée devant le juge d'instruction qui les fait écrouer pour incitation aux émeutes, à la violence et détérioration de biens publics et privés.

10 octobre, des habitants de Akjoujt (wilaya de Inchiri) manifestent pour l'eau potable.

14 octobre, les pêcheurs artisanaux commencent une grève illimitée contre la décision des garde-côtes les obligeant à rejoindre le marché aux poissons quelque soit le lieu de leur débarquement. Les risques d'accident d'embarcations en bois, devant effectuer quatre rotations quotidiennes, sont omniprésents. Ils demandent aussi aux députés de désapprouver le projet de loi destiné à mettre fin aux subventions sur les carburants.

2 novembre, des habitants de Ngawlé à Lexeiba 2 (wilaya de Trarza) manifestent contre l'expropriation de leurs terres. Treize personnes sont arrêtées. Le 15, le mouvement Un pour Tous manifeste contre la détention arbitraire des habitants de Ngawlé. Le 21, ils manifestent à nouveau. 26 personnes sont arrêtées et une femme enceinte qui aurait reçu des coups de matraque sur le ventre est hospitalisée ainsi qu'une jeune fille : elles sont transférées à Rosso pour trois jours de GAV puis ramenées à Lexeiba 2 puis libérées après 48 heures. Des détenus sont libérés, certains sous contrôle judiciaire, d'autres sont maintenus à la Maison d'Arrêt de Rosso. 4 décembre, des hommes sont arrêtés à Ngawlé et auraient été torturés par les policiers de Chami, puis en garde à vue à Lexeiba 2. ils sont emprisonnés et l'un d'entre eux, blessé, est assigné à Rosso.

22 novembre, des habitants de Kessmara, Hassi Ehel Loujibe, Al Mimoun, et Koussana (wilaya de Trarza) manifestent devant le siège du district contre le forage d'un puits par une société routière, qui les priverait d'eau.

27 novembre, des habitants de Boutilimit (wilaya de Trarza) manifestent pour l'eau, l'électricité et la baisse des prix des produits de base.

Soudan 2020

19 janvier, des CR de Khartoum mènent une campagne de nettoyage et de soins dans le zoo de Al Qureshi.

21 janvier, le ministre de l'Énergie et des Mines promulgue un décret de transfert des résidus de l'extraction aurifère à Talodi, Liri et Kadugli.

24 février, les habitants et les CR de Abou Jubeiha (État du Sud Kordofan) manifestent contre la pollution due à l'extraction de l'or. 27 juin, les CR réitèrent leur refus des activités d'extraction aurifère et menacent d'autres actions si les autorités ne répondent pas à leurs revendications. 6 août, des habitants manifestent devant le conseil des ministres en solidarité avec les sit-inneurs (au dixième jour) pour exiger eau, électricité, l'interdiction de l'extraction aurifère et la réfection de l'hôpital, l'éviction de divers responsables. Le 24, des habitants manifestent dans le cadre de la « marche du million » pour les objectifs de la révolution tandis que le sit-in en est à son vingt neuvième jour. Le 28, ils mettent fin au sit-in, au 34^e jour, ayant obtenu des réponses à 80 % de leurs revendications. (pas d'accord sur l'éloignement de l'extraction aurifère). Les CR conditionnent la levée du sit-in à l'entière satisfaction des revendications.

3 mars :

- des habitants de Manassir la Nouvelle (État du Nil) manifestent contre la coupure d'eau d'irrigation et d'eau potable, faute de courant depuis une semaine. Ils tiennent le gouvernement de l'État du Nil, la Zadna International Investment Company et l'Unité de mise en œuvre des barrages responsables de la pénurie d'eau, en raison de la mauvaise gestion, de la corruption et de l'indifférence.
- le comité de sécurité de El Fasher (État du Nord Darfour) suspend l'exploitation minière traditionnelle dans le village de Jafina, dans la zone rurale de Turra, suite aux plaintes des habitants des effets de l'utilisation de cyanure hautement toxique. L'évacuation du site est ordonnée.

19 mars, des militants de Delgo (État du Nord) exigent la fermeture immédiate de la société minière de Delgo, l'isolation et le traitement de ses déchets, après la remise d'un mémorandum par le comité au ministère de l'Énergie et des Mines le 17.

26 mars, des habitants de El Obeid (État du Nord Kordofan) manifestent devant le local du gouverneur pour dénoncer les coupures d'eau dans plusieurs quartiers. Après une réunion, les autorités disent qu'elles vont rétablir l'eau dans les 24 heures. Le 27, ils manifestent à nouveau. Le 31, des habitants de Oued Elmahi à El Obeid manifestent pour l'eau potable. 14 mars 2021, des habitants de 27 quartiers, dont Sahoua, Salam, Tadamoun, Hassib, Allah Karim, commencent un sit-in illimité pour exiger de l'eau, celle des citernes étant trop chère. Le 17, ils stoppent le mouvement suite à des engagements des dirigeants de l'État. Le 22, des étudiants manifestent pour exiger de l'eau dans les établissements scolaires de l'ouest de la ville. 19 et 20 avril, des habitants manifestent et commencent un sit-in devant le siège de l'autorité de l'eau. Le 25, des habitants manifestent contre le prix exorbitant de l'eau devant le siège de l'État. Le 27, le gouverneur fait porter à l'administration la responsabilité du problème et décide d'une commission d'enquête.

28 mars, le Comité national de sauvegarde de l'environnement exige l'application des décisions et recommandations de la conférence sur les mines de octobre 2019, dont le démantèlement de l'entreprise soudanaise des ressources minières et exige le contrôle des sociétés par les habitants.

1^{er} avril, des CR de Radom (État du Sud Darfour) commencent un sit-in illimité pour exiger entre autres revendications, que la société aurifère Gunaid reverse une partie de ses bénéfices à la localité, le traitement des dommages environnementaux entraînés par l'extraction aurifère.

27 avril, des habitants de Port Soudan (État de la Mer Rouge) manifestent dans la journée et la nuit pour l'eau et l'électricité. La police fait usage de grenades lacrymogènes.

7 mai, des habitants de Sinkat (État de la Mer Rouge) manifestent pour l'eau et l'électricité avec le soutien des Forces de la Liberté et du Changement. 5 août, leur sit-in entre dans sa troisième semaine.

17 mai, des habitants du quartier Dar Es Salam à Omdurman (État de Khartoum) manifestent pour l'eau potable et se dirigent vers l'Office des eaux.

27 mai, des habitants de Salha à Omdurman (État de Khartoum) manifestent contre la pénurie d'eau depuis huit mois.

31 mai, des habitants de Dim Jaber à Port Soudan manifestent contre l'augmentation du prix de l'eau potable et du pain. Ils sont visés par des tirs des renseignements militaires.

10 juin, 102 enfants étant contaminés par les produits utilisés dans l'extraction aurifère de la mine de Tagola (État du Sud Kordofan), les autorités locales donnent aux entreprises 60 jours pour quitter Talodi.

13 juin, des habitants de Al Dabab (État du Sud Kordofan), soutenus par le CR local, en sont à leur sixième jour de sit-in pour exiger de l'eau et des services. Ils remettent un memorandum aux autorités locales.

22 et 23 juin, des jeunes de Atbara (État du Nil) bloquent les entrées de la ville pour exiger de l'eau potable, des carburants et du pain. La police les disperse en utilisant des gaz lacrymogènes.

3 juillet, des habitants de Soba Al Aradi (Khartoum) commencent un sit-in pour exiger de l'eau et de l'électricité. Le 5 et le 9, le sit-in fait face à une tentative de dispersion.

14 juillet, des habitants de Amri (État du Nord) commencent un sit-in illimité pour exiger la vérité sur les massacres de 2006 et des compensations des préjudices causés par la construction du barrage Merowe, l'eau, l'électricité, dans un plateau de 22 revendications.

19 juillet, des habitants et des membres des CR de Rawashda, Wad Kabu, Dar Zay, Wad Nair, Oum Chagara (État de Gedaref) et du comité de la forêt et des pasteurs ferment la route Kassala Gedaref près de la forêt des Éléphants pour protester contre son abattage pour l'agriculture, tandis que d'autres manifestants font un sit-in silencieux à Khartoum.

23 juillet, des habitants de Port Soudan manifestent contre les coupures d'eau et d'électricité, bloquent les rues et exigent l'éviction des responsables des compagnies d'eau et d'électricité.

17 août, des habitants de Karari à Omdurman (État de Khartoum) en sit-in depuis la veille, portent un mémorandum avec leurs revendications (collecte des déchets, services destitution du directeur exécutif).

15 août, des habitants de Al Mijlad (État du Kordofan occidental) commencent un sit-in illimité pour l'eau, l'électricité, des routes et l'éviction de figures locales ou nationales de l'ancien régime. 4 septembre, le gouverneur dit accéder à leurs demandes en eau et en électricité.

25 août, le sit-in des habitants d'Al Boram (État de Khartoum) pour l'eau, l'électricité et la destitution du directeur exécutif en est à son septième jour. Ils manifestent devant le conseil des ministres.

28 août :

- des habitants de cinq villages de la localité d'Al Goled (État du Nord) manifestent devant le siège du gouvernorat à Dongola pour la restitution de leurs terres expropriées par des intérêts étrangers, des dédommagements et une solution à la question des détenus accusés d'avoir déclenché des incendies.
- les CR de Beliel (État du Sud Darfour) initient avec des citoyens et les autorités locales une campagne de mise à niveau écologique : cours d'eau, mares, déchets.
- le sit-in de Ghabish (État du Kordofan Ouest) pour des services de base est à son neuvième jour. 10 septembre, des habitants manifestent à travers la ville pour réclamer de l'eau et de l'électricité.

14 septembre, 26 groupes de protestataires Nouba remettent un mémorandum au secrétaire du gouvernorat de l'État du nord, exigent l'arrêt de la construction des barrages de Kajbar et Dal, la mise à l'arrêt de l'activité des compagnies aurifères utilisant le cyanure et le mercure et une enquête sur les incendies de palmeraies de 2017. 22 avril 2021, le Premier ministre annonce l'annulation des projets de barrages.

6 octobre :

- des habitants de Suakin (État de la Mer Rouge) bloquent les routes pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de Shagla, Salha et Fitihab à Omdurman (État de Khartoum) bloquent les routes pour exiger de l'eau potable.

8 octobre, des habitants du quartier El Khalij à Port Soudan (État de la Mer Rouge) bloquent les routes pour protester contre les coupures d'électricité.

8 novembre, des habitants du quartier Safa à Port Soudan (État de la Mer Rouge) manifestent contre l'augmentation des tarifs de connexion à l'électricité.

13 octobre, des membres de l'Alliance des Agriculteurs de El Jazira et El Managil (État de El Jazira) manifestent devant le conseil des ministres à Khartoum exigent l'augmentation des périmètres irrigués, le limogeage du nouveau comité directeur du programme El Jazira et un soutien financier. 29 mai 2021, l'Alliance appelle à manifester le 10 juin à Barakat pour attirer l'attention sur les prix du blé et l'absence d'eau.

24 novembre, des habitants de Gedaref manifestent pour l'eau potable pour le septième jour d'affilée

26 décembre, des femmes de Arbaat (État de la Mer Rouge) manifestent pour exiger de l'eau potable à l'occasion de la visite du gouverneur.

SUDAN 2021

14 janvier, des agriculteurs de 14 villages de l'État de Jazira bloquent le RN reliant Madani à Sennar pour exiger de l'eau d'irrigation.

29 janvier, des habitants de Delling (État du Kordofan du Sud) manifestent pour l'eau potable.

3 février, les conducteurs de citernes de Khartoum transportant les eaux usées commencent un sit-in illimité à Konika (État de Khartoum) contre l'augmentation de la valeur des volumes transportés et contre leur déversement directement dans l'eau du Nil.

10 février, des habitants de Tingar (État du Nord) manifestent pour la fermeture de l'usine aurifère

qui pollue la ville, les terres et le Nil. 3 avril, le gouverneur de l'État publie une décision de contrôle strict du traitement des déchets aurifères.

15 février, des étudiantes de l'internat Salam de l'université de Kassala manifestent de nuit pour exiger de l'eau potable.

3 mars, des agriculteurs de Tokar (État de la Mer Rouge) manifestent devant le siège de l'État pour exiger la démission du directeur du projet agricole du delta de Tokar et exigent une réduction du prix de l'eau d'irrigation.

13 mars, la coordination des CR de l'État du Nil Bleu, exige du gouvernement de Khartoum des modifications constitutionnelles au niveau de l'État et une série de revendications, notamment la suspension immédiate de la politique d'utilisation des terres et de la propriété des entreprises jusqu'à ce que le législateur adopte des lois, ainsi que les opérations minières à grande échelle dans les localités de l'État.

14 mars, des habitants de Ruqaïba (État du Nil Bleu) manifestent pour leurs terres agricoles, lésées par le rehaussement du barrage de Roseires.

22 mars, des habitants de Jad El Sayed (commune de Abou Karinka, État du Darfour-Est) manifestent devant le ministère de l'Énergie et du Pétrole. Les 23 et 24, des jeunes ferment le champ pétrolier et font un sit-in pour le développement et l'élimination des déchets.

25 mars, des étudiantes des Universités du Saint Coran et de l'université islamique de Omdurman (État de Khartoum), logées dans la résidence du martyr Ali Abdelfattah, manifestent de nuit pour exiger de l'eau courante, des réfrigérateurs, des unités de santé, du pain et des services.

30 mars, le CR de Buram (État du Sud Darfour) commence un sit-in pour l'eau, l'électricité et des services de santé. 2 avril, Les autorités dispersent le sit-in. Des habitants de Buram manifestent devant la base du Cabinet des ministres à Khartoum pour condamner la dispersion du sit-in. Le sit-in reprend. 9 mai, À Khartoum, Mohamed El Taayshi, membre du Conseil souverain, convient avec la délégation soutenant le sit-in de former un mécanisme pour répondre aux demandes des manifestants pour la fourniture de services de base.

31 mars, des étudiants de Khartoum font un sit-in pour l'électricité et contre l'insécurité dans la résidence universitaire.

4 avril, l'État du Nil interdit le stockage et le traitement des déchets de l'orpaillage traditionnel dans les zones habitées, sous peine d'emprisonnement, d'amende ou de confiscation de terres.

10 avril, second jour de manifestations et d'affrontements à Berri, Al Mawrada et Thoura (Khartoum) pour exiger l'électricité et contre la cherté de la vie.

11 avril, des étudiants de Nyala (État du Sud Darfour) manifestent pour l'eau, l'électricité et contre la hausse des prix.

12 avril :

- des lycéens de El Fasher (État du Nord Darfour) manifestent en direction de la résidence du gouverneur pour l'eau et l'électricité. Lors des affrontements deux manifestants et des éléments des forces de l'ordre sont blessés.
- des agriculteurs des zones irriguées de Barah (État du Nord Kordofan) en sont à leur septième jour de sit-in pour exiger du carburant pour pomper l'eau et sauver leurs vergers et leurs potagers.

15 avril, les CR de El Obeid (État du Nord Kordofan) inaugurent une campagne de plantation de 60000 pieds d'acacias pour produire de la gomme arabique.

18 avril, des habitants et les CR de Imtidad 2 et Al Sahafa à Khartoum protestent devant l'hôpital et le 19, ils manifestent contre les odeurs dues à la coupure d'électricité qui a entraîné la putréfaction de 190 dépouilles de révolutionnaires à la morgue de l'hôpital Académique et exigent qu'elles soient enterrées. Le sit-in continue jusqu'au 27 avril.

25 avril :

- des habitants de Kalakla (Khartoum) manifestent devant le bureau des eaux pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de Maïkoma à l'est du secteur 1 et 3 de Sharg Al Nil (État de Khartoum) bloquent les rues principales pour protester contre les coupures d'eau depuis deux semaines
- des habitant.e.s de Beliel (État du Sud Darfour) commencent un sit-in devant le siège du gouvernement local pour exiger de l'électricité, des routes et des infrastructures de santé. Le 28, les forces gouvernementales délogent le sit-in, faisant une morte et huit blessées.

25 au 27 avril, des habitants de Kalamendo (État du Nord Darfour) font un sit-in pour exiger de l'eau potable.

9 mai :

- des habitants de Abu Zerega (État du Nord Darfour) bloquent la route El Fasher-Nyala pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de El Toumat (État du Sud Kordofan) bloquent la route entre Delling et Kadugli pour exiger de l'eau et de l'électricité.

15 mai, des réfugiés éthiopiens du camp de Tunaybah (État de Gedaref) manifestent pour l'eau potable, leur relogement, un suivi sanitaire.

14 juin :

- des habitants de la cité Al Amane à Port Soudan (État de la Mer Rouge) manifestent devant le secrétariat général du gouvernement de l'État pour exiger leur raccordement au réseau électrique.
- manifestation à Khartoum devant l'ambassade italienne pour protester contre l'entreprise Salini Impregilo qui participe à la construction du barrage construit par l'Éthiopie en amont sur le Nil.

23 juin, le sit-in de la population de Tendelti (État du Nil Blanc) exigeant de l'eau potable et le raccordement à l'électricité de la station pour permettre le pompage, entre dans sa seconde semaine.

6 juillet, les CR de Damer (État du Nil) font un sit-in depuis neuf jours devant le siège du gouvernorat local pour la réduction de l'impact environnemental des opérations de cimenterie et la réhabilitation de l'hôpital de la ville, le raccordement à l'électricité de quartiers résidentiels et de zones agricoles, une compensation équitable pour les habitants de la ville, au sein d'une liste de 22 revendications.

28 juillet, des habitants du village 19 de Al Faw (État de Gedaref) bloquent la route pour protester contre l'évacuation des eaux d'inondations dans les canaux d'irrigation, qui avaient été polluées par les eaux des égouts et les pesticides.

2 août, des habitants de l'État du Nord manifestent simultanément à Dongola et à Khartoum pour exiger la réfection de la route qui relie Khartoum à l'État du Nord, qui a vu 30 morts en un week-end, et des mesures de prévention des accidents.

22 août, des habitants et des militants de la société civile de Port Soudan (État de la Mer Rouge) manifestent contre les délestages et remettent un memorandum au gouverneur.

9 septembre, des habitants des anciens villages de Al Hamdab (État du Nord) commencent un sit-in devant les bâtiments du barrage de Merowee pour exiger eau et électricité et bloquent la route.

23 septembre, des habitants de El Manasir (État de Khartoum) manifestent pour l'électricité, des routes, la santé et l'enseignement.

13 octobre, le Bloc des fils du Darfour Ouest s'oppose à l'abattage des acacias qui produisent la gomme et à l'accord prévoyant l'ouverture d'une mine d'orpaillage de l'or dans les zones des réfugiés de Arara, Sirba, Jabal Moun, Koulbous.

14 octobre, le sit-in des femmes et hommes déplacés de Mokjar (État du Darfour central) continue pour le onzième jour d'affilée contre l'abattage des acacias dont est extraite la gomme.

18 octobre, des étudiants de l'université de Gedaref bloquent la route entre Gedaref et Khartoum pour exiger de l'eau potable, des égouts fonctionnels et des services corrects dans l'internat. Ils rouvrent la route après avoir reçu des promesses de l'État.

SYRIE 2020

8 mai, des habitants de Abou Hordoub, Abou Hamam, Gharanij, Al Bahra et Hajin exigent du conseil local de Deir Ez Zor l'achèvement d'un projet de canal d'irrigation.

30 juin, des habitants de Tal Hamis (gouvernorat de Hassaké) manifestent pour l'eau et l'électricité.

17 août, des habitants de Ras El Aïn (ou Sere Kaniye, gouvernorat de Hassaké) manifestent pour l'eau et l'électricité. 11 et 17 mai 2021, des habitants manifestent près du rond point d'Al Alaf pour exiger de l'eau et de l'électricité et la démission du conseil local.

30 août, des habitants des camp de Sarmada (gouvernorat de Idleb) manifestent pour exiger l'arrêt des carrières, exploitées par le front El Nosra, et protester contre les nuisances dues au forage, à la poussière, aux explosifs et aux rejets de cailloux qui atteignent les habitants et détruisent leurs panneaux d'énergie solaire.

5 septembre :

- des habitants de la cité Hilalia à Qamichli (gouvernorat de Hassake) manifestent pour la fermeture de la déchetterie de Rudko dont les fumées les intoxiquent.
- des habitants de Jaramana (gouvernorat de Rif Dimachq) manifestent contre les coupures d'électricité, le manque d'eau et pour la collecte des déchets.

15 décembre, des habitants de Hassaké manifestent pour l'eau potable et exigent une enquête internationale sur la coupure de l'eau par l'occupant turc. Le 18, ils manifestent pour l'eau potable.

18 janvier 2021, nouvelle manifestation. 28 juillet, ils manifestent et interpellent la Croix Rouge et les instances internationales. 19 août, les instances religieuses et officielles manifestent contre l'absence d'eau et incriminent les armées turques et américaines 2 septembre, des habitants et des responsables manifestent contre les coupures d'eau et l'occupation turque avec des portraits de Bachar Al Assad.

SYRIE 2021

3 février, des habitants de Namara (gouvernorat de Sweida) bloquent les routes pour exiger de l'eau potable.

2 mai, des habitants de Duma (gouvernorat de Sweida) manifestent pour l'eau potable.

8 mai, des habitants de Qamishli (gouvernorat de Hassaké) manifestent devant le siège de l'ONU pour dénoncer l'isolement d'Ocalan, la baisse des eaux de l'Euphrate due à la Turquie et les attaques turques. Les Asayech interviennent.

14 août, des habitants de Sweida manifestent pour exiger de l'eau potable et investissent la compagnie des eaux.

15 août, des habitants de Az Zariqat, Al Futassiya, Khirbat Al Maza, Monia Yahmour et Yahmour (gouvernorat de Tartous) bloquent la route reliant le gouvernorat de Tartous à Safita pour protester contre la pollution de l'eau potable et l'existence d'une déchetterie dans une zone habitée. Slogans en faveur de Bachar Al Assad. Le 16, la route est rouverte. Le gouverneur reçoit des habitants et leur propose la fermeture de la déchetterie.

22 août, des militants du parti du Futur manifestent à Raqqa pour protester contre les agressions turques sur le nord de la Syrie et l'absence d'eau.

23 août, des habitants de Aazaz (gouvernorat de Alep) manifestent pour exiger de l'électricité.

24 août, des habitants de Al Bab (gouvernorat de Alep) manifestent devant le siège de la société turque d'électricité pour exiger du courant.

29 août, des habitants de Tall Tamr (gouvernorat de Hassakeé) jettent des pierres sur des véhicules russes pour protester contre les coupures d'eau et d'électricité.

12 septembre, des habitants de Abou Hammam (gouvernorat de Deir Ez Zor) manifestent pour exiger de l'eau, de l'électricité, la libération des prisonniers et la lumière sur le sort des disparus et protestent contre l'enrôlement dans les forces de QASD.

9 décembre, des habitants de la cité Oued Edh Dhahab à Homs manifestent contre l'interruption permanente de l'électricité. L'administration refuse de les recevoir.

TERRITOIRES OCCUPES (48 ET 67) 2020

10 janvier, des parents d'élèves de l'école Cheikh Khemis de Rahat (district Sud) annoncent la grève à partir du 12 janvier. Le 11, ils suspendent la grève après avoir obtenu l'assurance que des travaux d'hygiène et de sécurité seront entrepris dans l'école.

2 février :

- grève générale d'habitants du Golan pour protester contre un projet de 35 éoliennes sur 4500 dunams de terres.

- des parents d'élèves de l'école primaire Zahra de Rahat (district Sud) entrent en grève des cours en raison des eaux pluviales se déversant dans l'école et de l'électricité défectueuse. La grève prend fin le 9 suite aux promesses de faire des travaux.

6 février, des agriculteurs et des militants de Gaza manifestent devant le bureau du coordinateur du processus de paix au moyen orient (UNESCO) contre la pulvérisation par Israël de produits toxiques pour leurs cultures.

13 février, le syndicat de la Compagnie d'électricité de Jérusalem manifeste devant les locaux de la compagnie à Jérusalem, Ramallah, Bethleem et Jéricho en présence de militants de la société civile pour dénoncer la politique de délestages visant les Palestiniens.

16 février, des habitants de Omm Lison (Jérusalem) manifestent contre les tarifs de la compagnie Hajihon, alors que le service d'assainissement n'est pas assuré.

21 février, des parents de trois jardins d'enfants du quartier d'Al Jawarish de Ramla (district Centre) sont en grève illimitée pour exiger des travaux d'hygiène et de sécurité (eau non potable, eaux pluviales, mise aux normes de l'électricité).

26 mai, des paysans de Khuza'a et Abasan (bande de Gaza), après avoir réalisé un réservoir d'eau, commencent les travaux de la pépinière, en concertation avec le ministère de l'Agriculture et avec le soutien de l'UJFP, Solidaires et de sections de l'AFPS. 18 juin, paysans et ingénieurs tiennent une session de formation.

22 juin, des habitants de Khirbet El Watan marchent jusqu'à Bir Seba (district Sud) pour protester contre la démolition de leurs maisons et leur exode, facilité par la privation d'eau et d'électricité car c'est un village non reconnu.

17 août, des habitants du camp de Jelzoun (gouvernorat de Ramallah El Bireh) bloquent l'entrée du camp et la route de Naplouse pour protester contre l'absence d'assainissement et de services de base.

13 septembre, des habitants du camp de Bureij (bande de Gaza) manifestent devant l'UNRWA pour dénoncer l'absence de services (ramassage de déchets, dispensaires) en pleine pandémie.

24 septembre, des habitants de Meithalun, Siris et Al Judeida (gouvernorat de Jénine) manifestent contre les coupures d'eau potable et exigent de boire l'eau du puits de Meithalun.

13 octobre, des habitants de Qalansawe (district du Centre) manifestent contre l'attribution de la gestion de l'eau à l'Union des eaux et exigent qu'elle soit du ressort de la municipalité.

16 octobre, des habitants et des propriétaires terriens de Tayibe (district du Centre) manifestent contre le projet de voie ferrée qui va exproprier des terres et supprimer un chemin agricole et ils érigent une tente. Le 18, ils se réunissent sous la tente du sit-in et le 23, ils manifestent à nouveau.

5 décembre, des habitants de Jadidat Al Makr (district du Nord) manifestent à Safad contre le projet de l'autoroute n°6 qui va les déposséder de leurs terres.

TERRITOIRES OCCUPES (48 ET 67) 2021

16, 17 et 18 février, des habitants de Abou Al Ajaj (commune de Jiftlik, gouvernorat de Jéricho) font un sit-in sous la tente exiger le rétablissement de l'électricité.

9 avril, des habitants de Shefa Amr (district du Nord) et des militants manifestent contre l'implantation d'usines polluantes.

4 juin, des habitants du nord de Tulkarem font la prière du vendredi sur le site des carrières pour protester contre l'octroi de trois permis d'exploitation et la pollution qui s'en suit : poussières, explosifs.

7 juin, des habitants de Ramin (gouvernorat de Tulkarem) et de Bazariyya (gouvernorat de Naplouse) manifestent devant les carrières de pierres pour dénoncer les explosifs, le bruit et la poussière polluants.

13 juin, l'avocat des habitants de Tamra (district Nord), organisés en comité de propriétaires fonciers, et des représentants de la localité présentent leur opposition au projet de l'autoroute n°6 qui va détruire des terres et exige que la route évite la ville.

14 juin, des habitants de Keffriyat et de Kur (gouvernorat de Tulkarem) manifestent contre l'implantation d'une zone de carrières près de leurs habitations.

10 juillet, des habitants de Kfar Aqab (district de Jérusalem) manifestent devant le service de l'eau de Jérusalem, pour exiger de l'eau potable.

10 et 18 juillet, des habitants de Saffarin (gouvernorat de Tulkarem) manifestent contre un projet de carrières de pierres à Oued Ettin et ses répercussions sur l'environnement.

28 juillet, Shadi Al-Sharafa, technicien de l'eau, est tué à Péta (gouvernorat de Naplouse). Dans la section de transport d'eau potable de la société israélienne Makrot et dans le cadre de son emploi, il tente depuis longtemps de doubler la part de l'eau pour les populations contre la volonté de l'occupant de punir les Palestiniens en les privant d'eau potable. Des affrontements éclatent immédiatement. Plus de 100 citoyens ont été asphyxiés. 2 août, la ville de Peta est en grève générale pour protester contre la séquestration de sa dépouille et une manifestation exige sa restitution.

5 août, des dirigeants du Fatah et l'adjoint au maire de Tulkarem démissionnent de leurs postes dans le mouvement pour protester contre les promesses fallacieuses des autorités concernant l'électricité. Le 7, des militants de Tulkarem décident de bloquer la ville du 8 au 10 août et de manifester le 11, de faire une campagne d'information sur les coupures d'électricité le 12 et une grève générale le 15. Le 17, les habitants manifestent de nuit. Le 18, les commerçants font une grève générale.

23 août, des habitants de Tamra (district Nord) manifestent pour exiger l'arrêt immédiat de la carrière nuisible à l'environnement, dont ils ont exigé l'arrêt par voie juridique également.

24 août, des enfants de Gaza manifestent devant le barrage de Beit Hanoun/Irz contre le blocus israélien et la fermeture des points de passage, notamment les coupures d'électricité.

26 décembre, le conseil local de Nebi Smouil (district de Jérusalem) démissionne pour dénoncer les conditions imposées à sa localité (entre autres, l'interdiction d'équiper en égouts)

TUNISIE 2020

2 janvier :

- des habitants de Jebbes (gouvernorat de Kairouan) ferment la route Haffouz/El Ala et empêchent les enfants de se rendre à l'école pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de la cité Mellaji Sahnoun à Kairouan saisissent un camion de l'ONAS pour exiger l'intervention de l'Office face aux déversements des égouts dans le quartier.

6 janvier, des habitants de Melhama (commune de Karkar, gouvernorat de Mehdiya) manifestent pour la fermeture d'un déversoir de margine. Un homme tire et fait trois blessés. La municipalité décide de fermer le déversoir.

9 janvier :

- des sit-inneurs de Al Houaidya (gouvernorat de Jendouba) contre la carrière de pierres reçoivent la visite de Nomad08. Le 10, les habitants et des associations comme Nomad08, l'Atelier informatique des droits économiques et sociaux et Un million de femmes rurales, déposent une plainte contre la société exploitant la carrière, (exploitation illégale, destruction de la source d'Aïn Dhakar, pollution des sources avoisinantes, privation d'eau potable des populations locales). Un Million de femmes rurales porte plainte contre le propriétaire de la carrière. Le 10, manifestation devant le TPI de Jendouba en soutien à la plainte. 30 janvier, réunion au siège de la LTDH avec des associations de la société civile, puis conférence de presse le 19 février. 25 février, le propriétaire de l'entreprise amène une pelleuse supplémentaire. Les femmes maintiennent le sit-in contre la pelleuse. 18 mars, le sit-in est levé la nuit pour respecter le couvre-feu et mais est maintenu en journée. 9 juin, le sit-in reprend. Le 19, une délégation de Nomad08 et de l'Observatoire tunisien de l'eau leur rend visite. 15 juillet, communiqué de l'ATFD et manifestation devant le TPI de Jendouba. L'audience est reportée au 16 septembre. Manifestation le 16. Le 28, l'ATFD écrit au PR. L'audience est reportée au 14 octobre. 23 décembre, arrivée de délégations à l'occasion du premier anniversaire du sit-in. 13 janvier 2021, manifestation devant le TPI de Jendouba. 3 mars, audience au TPI de Jendouba. 29 octobre, l'audience au TPI de Jendouba reportée au 3 décembre (affaire n° 365) et au 30 décembre (affaires 964 et 2164). 16 novembre, Marouane el Howeidi, porte-parole du sit-in, et Yassine El Howeidi sont arrêtés par la garde nationale de Aïn Al Sabah, pour avoir agressé des agents de la force publique et dégradé une voiture de la Sûreté, suite à une plainte du propriétaire de la carrière. Le 19, Marouane est écroué à la prison dans l'attente de son défère ment devant le TPI de Jendouba et la population de El Houeidiya manifeste à Tabarka. Yassine est lui relâché. Le 24, le TPI condamne Marouane El Howeidi à 200 dinars d'amende. 31 décembre, le TPI de Jendouba prononce un non-lieu en faveur du propriétaire de la carrière.

- des habitants de Aïn Kadia (gouvernorat de Kairouan) manifestent pour l'eau potable et ferment la station de pompage de Bouhafna et trois réservoirs de la SONEDE. Le même jour, séance de travail avec le délégué et le chef de la garde nationale. La station de pompage est remise en service. Le 15, ils ferment la route Haffouz/Oueslatia. 24 février, ils manifestent devant le siège de la délégation.

10 janvier, 12 jeunes qui avaient manifesté pour des ralentisseurs à Draa El Oust (gouvernorat de Kairouan) en novembre sont cités à comparaître devant la section des enquêtes pénales.

12 janvier, des habitants de la cité Nasr (gouvernorat de Bizerte) entament un sit-in illimité pour exiger de l'eau potable et de l'électricité.

14 janvier :

- des habitants de Ouled Mohammed (gouvernorat de Gafsa) ferment la RN14 pour exiger de l'eau potable.

- des habitants de Rouisset (gouvernorat de Kairouan) manifestent pour un environnement sain contre la SOTACIB et réclament l'embauche dans l'entreprise. Le 29, ils manifestent devant la cimenterie pour exiger des compensations à la pollution. 25 janvier 2021, ils manifestent à nouveau. 2 avril, le FTDES porte plainte pour que soient collectés les déchets jetés illégalement à proximité de la cimenterie.

- des habitants de Dhibet (gouvernorat de Kairouan) bloquent la route et stoppent les bus de ramassage scolaire (c'est une journée de grève générale) pour exiger de l'eau.

15 janvier, des habitants de Neggaz à Dhibet (gouvernorat de Kairouan) ferment la route pour exiger de l'eau potable.

16 janvier, audience au TPI de Gafsa de la plainte déposée par la section du bassin minier du FTDES contre la section de Metlaoui de la SONEDE à cause de la privation d'eau depuis deux ans des habitants de Segdoud (Redeyef). L'audience est reportée au 6 février.

21 janvier, les parents d'élèves de l'école primaire Brahimia à Sayada Sud (gouvernorat de Kairouan) empêchent leurs enfants de rejoindre leurs classes pour exiger de l'eau potable dans l'école.

23 janvier, des femmes de Erroui (commune de Hammam Bourguiba, gouvernorat de Jendouba) marchent jusqu'au barrage de Barbra pour exiger de l'eau potable, accompagnées par le FTDES. 23 février, elles manifestent à nouveau.

28 janvier :

- des habitants de El Hammam (gouvernorat de Kairouan) bloquent la route en direction de Nasrallah pour exiger le rétablissement du courant électrique.
- des habitants de Ouergha (gouvernorat de Sidi Bouzid) manifestent pour exiger de l'eau potable.

29 janvier 2021, ils manifestent à nouveau. 25 août et 10 septembre, ils manifestent à nouveau. Le 13, ils manifestent devant le siège du gouvernorat.

30 janvier :

- des habitants de Bina 5 à Bir Meskine (gouvernorat de Kairouan) bloquent la route Bouhajla/Kairouan pour le second jour d'affilée pour exiger la pose de ralentisseurs.
- des habitants de Sayada Nord (gouvernorat de Kairouan) ferment la route El Ala/Makthar pour exiger de l'eau potable. 15 et 16 août 2021, des habitants de Sayada nord, Dhibet et Massaïd bloquent les institutions publiques et font un sit-in illimité devant le siège de la délégation de El Ala. Slogan « dégage ! ». La garde nationale disperse les manifestants et met fin au blocage. 30 septembre, ils manifestent à l'occasion de la visite de l'Ambassadeur de France venu lancer des projets. 20 décembre, ils font un sit-in et une grève devant le siège de la délégation.
- des agriculteurs de Ksar Al Qalaa (gouvernorat de Zaghuan) manifestent contre les décharges sauvages sur leurs terres agricoles.

1^{er} février :

- des habitants de El Khadra (gouvernorat de Kairouan) bloquent la route menant à Nasrallah pour exiger le rétablissement du courant électrique.
- des habitants de Sidi Khiar (gouvernorat du Kef) coupent la route Le Kef/Jendouba pour exiger de l'eau potable.

4 février, des habitants de Jendouba bloquent la RN6 au niveau du quartier Shahid Maher Gasmi pour exiger un réseau d'assainissement, et contre les cloaques et la pollution.

10 février :

- des habitants de Ghafairiya (commune de Gruit est, gouvernorat de Sousse) manifestent devant la délégation contre la prolifération des sangliers sauvages.
- des habitants de Sidi Bouzid manifestent devant le siège de la SONEDE pour protester contre les tarifs de l'eau.
- des chômeurs de Zarzouna (gouvernorat de Bizerte) bloquent les camions de la STIR pour exiger des emplois en priorité car ils sont de la région et souffrent de la pollution et des gaz toxiques émis par la société.

11 février, des habitants du lotissement El Aroussi 14 à Kairouan bloquent la route El Mansourah/Haffouz pour exiger de l'eau potable.

13 février :

- des femmes de Jouairya (gouvernorat de Jendouba) bloquent la route d'Aïn El Bia/Fernana pour exiger de l'eau potable. Le 14, nouveau blocage.
- des habitants de la cité Nassim à Beni Khiar (gouvernorat de Nabeul) manifestent devant le siège de la délégation pour exiger eau et électricité.

15 février, les agents de santé de l'hôpital de Tabarka (gouvernorat de Jendouba) manifestent pour protester contre les fumées et les odeurs en provenance de la décharge voisine. 28 décembre, des habitants manifestent devant le siège de la municipalité pour dénoncer les amoncellements de déchets.

17 février :

- le syndicat de base des Eaux de Jendouba fait grève pour le droit de tous à l'eau.
- des habitants de Komboura, Hindi Al Amri, Othmania et Harig manifestent devant la délégation de Oueslatia (gouvernorat de Kairouan) pour exiger leur raccordement à l'eau potable.
- des habitants de Saïda (gouvernorat de Mannouba) coupent la RN7 pour exiger des transports publics de qualité.

19 février, des habitants de Jerissa (gouvernorat du Kef) manifestent devant la cimenterie d'Oum Klil pour exiger une solution à la pollution qu'elle dégage.

20 février, l'ANGD annonce la fermeture définitive de la décharge de Agareb (gouvernorat de Sfax) en 2022. Le 28, des militants de la campagne « Manish Msab » à Agareb reçoivent de menaces de mort. 18 août, ils déplacent la tente du sit-in de devant le siège de la délégation d'Agareb pour protester contre la décision du ministère de l'Environnement de la fermeture partielle de la décharge et empêchent les camions de passer. Le 29, un accord est trouvé entre la société civile et l'ANGD sur la fermeture de la décharge régionale fin 2021. Le 31, des détenus sont déférés devant le TPI de Sfax. 29 octobre 2021, des ouvriers de la décharge fermée de Agareb manifestent devant le siège du gouvernorat et exigent d'être payés. 8 novembre, Abderrazak Lachab décède lors de manifestations anti décharge. 9 novembre, des manifestants anti décharge s'affrontent à la police. Le 10, une grève générale est décidée par l'UL de l'UGTT à Agareb ainsi qu'un jour de deuil et une manifestation. Une manifestation en soutien a lieu devant le théâtre municipal de Tunis. Le 13, manifestation contre la décharge et pour la libération des détenus. Le 14, la coordination de Agareb rencontre la coordination de Mahres. Le 15, manifestation nocturne. Le 16, un mandat de dépôt est émis contre un manifestant accusé d'avoir agressé un agent public en marge des manifestations de la semaine précédente ; rencontre entre le président de la République, la société civile et le ministère de l'Environnement qui annonce la création d'un dépôt provisoire, traité à la chaux vive, aux insecticides et aux désodorisants. Le 17, nouvelle manifestation. Le 22, tenue d'un stand de protestation symbolique pour la vérité sur la mort d'Abderrazak Lachab.

21 février, des habitants de Oued Lasfar (gouvernorat de Gafsa) coupent la route avec des pneus brûlés pour exiger de l'eau.

22 février, des habitants de Sers (gouvernorat du Kef) manifestent et coupent la route menant à la décharge pour empêcher la municipalité de l'utiliser en raison de l'émanation de gaz toxiques et exigent une solution définitive.

23 février, des femmes et des enfants des villages frontaliers à Aïn Draham (gouvernorat de Jendouba) marchent pour exiger de l'eau potable.

24 février, des habitants de Beni Meslem, Tella 3, Ksar Khrouf et Sath El Hammamet (gouvernorat de Bizerte) manifestent devant le siège du gouvernorat pour exiger de l'eau potable.

28 février, des agriculteurs de Jelma (gouvernorat de Sidi Bouzid) manifestent devant le siège de la délégation pour protester contre la prolifération des puits spontanés qui assèchent la nappe phréatique.

29 février, des parents d'élèves de l'école primaire de Ouled Ayar (gouvernorat de Jendouba) empêchent leurs enfants d'aller en cours pour réclamer l'eau potable dans l'établissement. 15, 16 et 17 septembre, ils empêchent la rentrée scolaire.

4 mars, des habitants du gouvernorat de Kairouan manifestent devant la SONEDE en raison du montant des factures d'eau.

5 mars :

- des étudiants de la faculté de droit de Sousse manifestent pour la pose de ralentisseurs.
- des cadres et des enseignants des écoles primaires de Sidi Hossine Bel Hajj et Halalfa 1 et 2 (gouvernorat de Sfax) manifestent pour exiger de l'eau potable, absente depuis deux ans.

7 mars, des militants de la société civile de Mahares (gouvernorat de Sfax) manifestent devant la municipalité pour protester contre l'implantation d'un centre de traitements des déchets. 15 novembre 2021, ils manifestent à l'appel de la coordination « Mahras Mouch Msabb » contre un projet de décharge à Zarouk. Le 22, ils manifestent devant le ministère de l'Environnement et sont reçus par la directrice du bureau. Un activiste de la société civile annonce que le projet est suspendu.

29 avril, des agriculteurs des périmètres irrigués de Nefza (gouvernorat de Béja) manifestent devant la cellule d'orientation agricole pour exiger de l'eau d'irrigation et des engrais azotés.

5 mai, la société civile de Kalaa Sghira (gouvernorat de Sousse) manifeste devant le siège du gouvernorat pour exiger la fermeture de la briqueterie décidée en conseil municipal. 29 août, ils manifestent. Le 31, des travailleurs de l'usine manifestent pour le maintien de la briqueterie.

6 mai, des habitants de Chetaïtia (gouvernorat de Sidi Bouzid) manifestent devant la délégation pour que soit achevé le projet d'adduction d'eau potable. Le 11, ils manifestent à nouveau.

7 mai, des habitants de Bir Hamad (gouvernorat de Sidi Bouzid) ferment la route Bouhajla/Nasrallah pour exiger l'éviction du délégué incapable d'assurer la fourniture de services, notamment d'eau.

10 mai, des habitants du quartier Kahina de Metlaoui (gouvernorat de Gafsa) bloquent la route pour protester contre les coupures d'eau dans un quartier frappé par la covid19. 7 juin, des habitants des quartiers Al Amal et El Marfak bloquent la route entre Metlaoui et Moularès pour exiger l'eau détournée par la CPG pour le lavage du phosphate. 22 juin, des habitants de Metlaoui bloquent la route de Tozeur. Le 27, ils coupent la route de Gafsa. 17 mai 2021, des habitants bloquent la RN. 10 juin, ils bloquent à nouveau la route. Le 22, des habitants bloquent la route Metlaoui/Tozeur au niveau de Souk Mziraa. 10 juillet, des habitants de la cité Mziraa bloquent la RN3. Le 23, ils bloquent la RN3 à nouveau. 19 novembre, des habitants de Metlaoui bloquent la route entre Metlaoui et Moularès.

11 mai, des habitants de Chtaïtia (gouvernorat de Béja) manifestent pour l'eau potable. Le 15, des habitants de Mouaziz et Chtaïtia manifestent à nouveau.

14 mai, des travailleurs du nettoyage de la municipalité de Kairouan manifestent contre le manque de protection pendant le travail.

15 mai, des habitants de Chaouachi (gouvernorat de Kairouan) manifestent pour l'eau potable. Le 23

mai et le 10 juin, ils manifestent à nouveau.

17 mai, des habitants de Biadah (gouvernorat de Gafsa) bloquent une route pour revendiquer le droit à l'eau potable.

20 mai :

- des habitants du quartier Ouled Muhalhil de Dkhilet-Toujane (gouvernorat de Gabès) manifestent pour protester contre la coupure d'eau depuis trois semaines.
- des habitants de Khenguet El Jazia (gouvernorat de Kasserine) exigent de l'eau potable. 24 mars 2021, ils manifestent devant le siège du gouvernorat pour exiger de l'eau potable et du fourrage pour leur bétail.

21 mai :

- des habitants de la délégation de Kesra (gouvernorat de Siliana) bloquent la route entre Siliana et Oueslatia et brûlent des pneus pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de Zarzis (gouvernorat de Médenine) manifestent devant la SONEDE contre les perturbations dans la distribution d'eau.

27 au 31 mai, des habitants de Sayada (gouvernorat de Monastir) manifestent pour dénoncer la pollution du golfe de Monastir à cause du développement de l'industrie textile rendant la station d'épuration obsolète. Le 31, la société civile de Sayada, Lamta, Bouhjar, Ksibet El Mediouni, Bennane et Khniss manifeste à son tour.

29 mai, des habitants de Tanbib (gouvernorat de Kébili) manifestent devant le siège du gouvernorat pour exiger le changement des tubes des égouts dans un contexte de regain de fièvre typhoïde.

31 mai, la société civile de Hajeb El Ayoun (gouvernorat de Kairouan) se réunit au local de l'UGTT et élabore un cahier de revendications où figure l'amélioration des services (eau, gaz, électricité).

1^{er} juin, des paysans de Fernana (gouvernorat de Jendouba) ferment la RN17 au niveau de l'oued Ghezala pour dénoncer la coupure de l'eau d'irrigation depuis deux semaines, au lendemain de la tentative de suicide de l'un d'eux, membre du conseil municipal. Ce sont des diplômés chômeurs qui avaient tenté une reconversion dans l'agriculture.

4 juin :

- des agriculteurs de Aïn Beida (gouvernorat de Kairouan) manifestent devant la délégation régionale de l'agriculture pour exiger des dédommagements des préjudices subis dans les récoltes en raison du froid.
- des habitants du quartier Al Kurdia 2 (gouvernorat de Kairouan) exigent d'être raccordés aux réseaux d'eau potable et d'électricité. 3 juillet, ils commencent un sit-in illimité devant le siège de la délégation.

15 juin, des habitants de El Ertiyah (gouvernorat de Jendouba) ferment la RR56 pour exiger le raccordement à l'eau potable.

18 juin, des habitants de Ghomrassen (gouvernorat de Tataouine) manifestent après que leur délégation ait quitté la réunion avec la direction régionale de l'eau et menacent de nouveaux développements si la question de l'eau potable n'est pas réglée.

19 juin :

- des habitants de Kébili bloquent la RN16 entre Kebili et Gabès pour protester contre les coupures d'eau non annoncées par la SONEDE.
- des habitants de Kabbara (gouvernorat de Kairouan) coupent la RR73 pour exiger de l'eau potable.

20 juin, des militants de la société civile de Kélibia (gouvernorat de Nabeul) manifestent devant la municipalité contre les atteintes de la bande côtière et demandent des poursuites contre les pratiques illégales, notamment de construction d'habitation.

24 juin :

- des habitants du gouvernorat de Kairouan protestent contre le montant des factures d'eau et un avocat, Khemais Kéfi, porte plainte devant le TPI de Kairouan contre la SONEDE.
- des habitants de Mgismet (gouvernorat de Kasserine) manifestent devant le gouvernorat pour l'eau potable et devant le siège de la STEG pour l'électricité.
- des habitants de Aljouaouda (gouvernorat de Sfax) bloquent la RN1 pour protester contre l'absence de transports publics.

25 juin, des habitants de Douar Malaab El Koura (gouvernorat de Bizerte) exigent d'être raccordés à l'eau potable.

26 juin, des habitants de Aïn Dissa (gouvernorat de Siliana) coupent la RN4 au niveau du carrefour de Safina pour exiger de l'eau potable.

27 juin, des habitants de Souaïbia (gouvernorat de Sidi Bouzid) manifestent contre le forage d'un puits qui porterait préjudice à la nappe phréatique et aux puits environnants.

28 juin, des habitants de la cité Ma'irech (gouvernorat de Nabeul) manifestent pour l'eau et coupent la route de Takelsa à Marsa al Oumara.

29 juin, des habitants de Dradria (Aïn Dafali, gouvernorat de Béja) manifestent devant le siège de la délégation pour exiger de l'eau potable.

3 juillet :

- des habitants de Sidi Hmida et Nafidh (gouvernorat de la Mannouba) coupent la RN14 et manifestent pour l'eau potable.
- des habitants de Zarzis (gouvernorat de Médenine) manifestent pour l'eau et exigent une solution des autorités régionales.

3 et 4 juillet, des femmes et hommes de Mohammedia (gouvernorat de Béja) manifestent pour l'eau potable.

4 juillet, des habitants du quartier Nour de Gafsa manifestent pour l'eau potable.

5 juillet, des habitants de Tahouna et Bourguiba (gouvernorat de la Mannouba) manifestent contre le changement d'origine de leur eau qui a changé de goût. Le 8, les habitants de la cité Bourguiba et de Mornaguia manifestent de nuit. Le 9, des habitants de la cité Nasr coupent la RN 5. Le 16, ils ferment toutes les voies menant à Mornaguia. Le 16 et 17, grève générale dite « jour de colère » sous le slogan « Rendez nous l'eau », contre le projet de mélanger l'eau du barrage de Beni Mtir à celle du réservoir de Gdhir El Goulla, à l'appel de 10 maires. Le 21, des habitants de Bourguiba bloquent la route Tunis/ Béja et la route de Sidi Houssine. Le 23, ils poursuivent la fermeture des entrées et sorties de la Mornaguia. 1^{er} août, manifestations de nuit à Mornaguia. Le 2, ils bloquent l'autoroute Tunis-Beja, la RN5, la R527 et la R576. La coordination du mouvement fait un sit-in depuis la semaine passée et certains une grève de la faim. 4 manifestants dont une femme sont écroués à la prison de Mornaguia. 27 août, la détenue Hamza Labidi se coud les lèvres et commence une grève de la faim en protestation.

6 juillet :

- des habitants de Balta Bou Aouane (gouvernorat de Jendouba) manifestent pour l'eau potable et

exigent le remplacement du réseau d'adduction, l'eau étant coupée depuis une semaine. 16 novembre, ils manifestent à nouveau.

- des habitants de Rouabahia (gouvernorat de Sidi Bouzid) bloquent la RN13 pour exiger de l'eau potable.

- des habitants de Aïn Ksar Hadid (Zouagha, gouvernorat de Béja) ferment la RN6 au niveau de Hamam Siyala pour exiger de l'eau potable et un chemin menant à leur village.

8 juillet :

- des habitants de Borj El Akarima (gouvernorat de Gafsa) ferment les administrations pour exiger de l'eau potable coupée depuis un mois.

- des habitants de Ben Gardane (gouvernorat de Médenine) manifestent pour exiger de l'eau potable.

12 juillet, des habitants de Jellouli à Hmad (commune de Brikat, gouvernorat de Kairouan) font un sit-in et coupent l'eau du réservoir de la compagnie de l'eau pour exiger de l'eau potable. Le 15, des habitants de Hmad-Brikat et Chouarbiya-Al Karma protestent.

13 juillet, des habitants de Ouled Ben Khelifa (commune d'El Mezara, gouvernorat de Kasserine) exigent de l'eau potable, voulant éviter à leurs enfants abandon scolaire et exode.

15 juillet, des parents d'élèves de l'école de Ouled Ayar (gouvernorat de Kairouan) manifestent contre l'absence d'eau potable depuis cinq ans dans l'école et empêchent leurs enfants d'assister aux cours pendant trois jours d'affilée.

18 juillet, des habitants de Janoura (gouvernorat de Kebili) bloquent la RN16 Kebili Douz pour dénoncer la coupure d'eau potable depuis deux semaines.

21 juillet, des agriculteurs de Sidi Saih El Hichria (gouvernorat de Sidi Bouzid) manifestent devant le siège de la délégation régionale du développement agricole, pour faire fonctionner les deux puits fermés depuis vingt ans, faute de licence.

26 juillet :

- des habitants de Bouachir (gouvernorat de Zaghouan) bloquent la RR Zaghouan/Sousse pour dénoncer que leur région ne soit pas incluse dans les plans de développement, alors qu'ils ont besoin d'éclairage, d'assainissement et de routes. Les promesses de deux députés présents sur les lieux permet la levée du blocage.

- Hamdi Ben Salah, militant, poste sur sa page Facebook une information sur le stockage dans le port de Sousse de déchets en provenance d'Italie. 4 août, les services de la douane le contactent pour connaître l'emplacement exact de l'entrepôt. 7 novembre, des composantes de la société civile et la LTDH manifestent dans le port de Sousse contre l'importation de 11280 tonnes de déchets italiens. 23 personnes sont dans le viseur de la justice. 12 placées en garde à vue et 10 autres ont comparu en décembre devant le procureur, en état de liberté. Le propriétaire de la société SOREPLAST est recherché. 23 février 2021, la société civile manifeste devant la CA de Sousse pour exiger l'instruction de l'affaire des déchets. Le 24, un mandat de dépôt est émis contre un transitaire en douane et le 25 contre l'avocat de l'entreprise et frère du propriétaire. 2 mars, des agents des douanes manifestent en solidarité avec leurs collègues arrêtés. Le 4, une grève est observée à l'appel du syndicat de l'administration régionale des douanes, pour exiger un procès équitable et que l'affaire soit entre les mains d'un juge spécialisé sur les questions douanières. Le 14, Hamdi Ben Salah et des militants de la société civile commencent un sit-in illimité à l'entrée du port. Le 21, des militants manifestent contre le non renvoi des déchets. Le 24, Yamen El Abed, président de l'association tunisienne de la sécurité sanitaire et environnementale, déclare qu'expire ce jour le délai de renvoi des déchets en Italie. Le 28, des militants de la société civile manifestent à l'entrée

du port. 1^{er} avril, ils manifestent avec des roses devant l'ambassade d'Italie à Tunis. Le 27, l'avocat de la société d'importation est remis en liberté. 13 juin, deux des six détenus commencent une grève de la faim. Le 15, des familles des personnes emprisonnées manifestent pour leur libération à Sousse.

28 juillet, des habitants de Ksar (gouvernorat de Gafsa) manifestent pour protester contre la pollution dégagée par les déchets non collectés en raison de la grève des éboueurs.

30 juillet, des habitants de Braikiya, Louata, Fraijiya, Touila, Traifiya et Mezouar (gouvernorat de Beja) ferment la RR7 reliant Nefza à Tabarka pour exiger de l'eau potable.

1^{er} août :

- des habitants de Glalja à Jebeniana (gouvernorat de Sfax) bloquent la RR82 à la suite de deux accidents mortels sur cette route reliant Sfax à Mehdiya.
- des habitants de Nefza (gouvernorat de Béja) bloquent la route Nefza/Tabarka pour exiger de l'eau potable, coupée depuis un mois.

3 août :

- des agriculteurs de Aïn Boumorra (gouvernorat de Kairouan) bloquent la route pour exiger de l'eau d'irrigation.
- des habitants de Ouled El Hajj Omar à Khit El Oued (gouvernorat de Kairouan) bloquent la RN12 entre Kairouan et Le Kef pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de Aïn Melliti (gouvernorat de Béja) bloquent la route Beja/Teboursouk pour protester contre les coupures d'eau.
- des habitants de El Fejja (gouvernorat de Mannouba) bloquent la RN3 pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de Ksar Ouled Boubaker, Lemdina et Hababh (gouvernorat de Tataouine) protestent contre l'absence d'eau potable depuis deux semaines et bloquent la RR19.
- L'UL de l'UGTT de Sedjnane diffuse un communiqué appelant à une manifestation le 4 devant le siège de la délégation pour exiger de l'eau potable. Le 4, la manifestation est annulée suite à des négociations.

3 et 4 août, des habitants de El Jamaïlia (gouvernorat de Béja) bloquent la route Nefza/Béja pour exiger de l'eau potable. 27 décembre 2021, ils bloquent la route entre Tabarka et Béja.

4 août :

- le syndicat de base de l'eau de Jendouba exige que soit mis un terme à la politique d'assoiffement de la zone.
- des agriculteurs de El Abbassia à Friouet (gouvernorat de Kairouan), manifestent contre le manque d'eau d'irrigation en provenance du barrage de Sebhana.
- des habitants bloquent la route Nefza Sejnane pour exiger de l'eau potable.
- des habitants bloquent la route Jendouba/Tabarka pour exiger de l'eau potable.
- des habitants bloquent la R17 au niveau du pont sur l'Oued Ghezala à Fernana (gouvernorat de Jendouba) pour exiger de l'eau potable.

5 août :

- des habitants de Jendouba manifestent pour l'eau potable.
- des habitants bloquent la route Chebika/Kairouan pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de Ouled Kacem (gouvernorat de Béja) bloquent le canal de distribution d'eau du barrage de Sidi Barrak, pour exiger de l'eau potable. La Garde Nationale intervient immédiatement pour rétablir le pompage.

7 août, des habitants de Al Jouaouda et Ouled Mofda (gouvernorat de Jendouba) manifestent pour

exiger de l'eau potable. 16 septembre, audience au tribunal de Jendouba de manifestants de Ouled Mefda.

8 août, des femmes de Mdhilla (gouvernorat de Gafsa) manifestent pour l'eau potable. 13 septembre 2021, des habitants bloquent les cars de transports des employés du phosphate. Le 16, ils bloquent à nouveau les véhicules du GCT et des employés du phosphate.

9 août :

- des militants de la société civile manifestent à Jendouba pour exiger de l'eau potable dans les zones rurales.
- des habitants de Tabarka (gouvernorat de Jendouba) bloquent la route Tabarka/Béja au niveau de Ras Rajel pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de Fernana (gouvernorat de Jendouba) bloquent la RN17 Jendouba/Tabarka.
- des habitants de Seloul et Tagma (gouvernorat de Jendouba) marchent vers la station de pompage du barrage de Oued Barber pour la fermer et empêcher l'approvisionnement en eau d'autres zones.

10 août :

- des habitants de Ouled Nasr et Almujaahidin (gouvernorat de Kairouan) bloquent la RN3 Hajeb El Ayoun/Kairouan pour exiger de l'eau potable. 1^{er} septembre, ils marchent vers le siège du gouvernorat par la RN3. 9 septembre 2021, ils bloquent la RN3.
- des habitants de Béni Meghis (gouvernorat de Bizerte) manifestent sur la route Mateur/Ghezala pour exiger de l'eau potable.

11 août, des jeunes de Jemna (gouvernorat de Kebili) bloquent la RN16 pour exiger de l'eau pour l'oasis d'Atilet. Suite aux promesses de forage de deux puits, le blocage est levé. 5 janvier 2021, ils ferment la route Kebili/Douz pour exiger la reprise des travaux de forage.

12 août, des habitants de Menajliya, Chebla et Al Menzel (gouvernorat de Kairouan) bloquent la RR46 pour exiger de l'eau potable et la réfection de la route, très dangereuse. Le 24, des habitants de Menaliya et Marsal ferment la RR46 à la suite de l'emprisonnement de Mourad Ftiti, comptable de l'association de l'eau d'Al Menzel, arrêté pour avoir coupé l'eau potable alimentant Chebla.

14 août, des habitants de Msaken (gouvernorat de Sousse) manifestent pour l'eau potable.

20 et 28 août, des habitants de Mareth (gouvernorat de Gabès) manifestent pour l'eau potable.

26 août :

- des habitants de Sbeitla (gouvernorat de Kasserine) manifestent pour l'eau potable.
- des habitants de Tounine, Braouaka, Jouabit et Ouled Helal (gouvernorat de Gabès) manifestent pour l'eau et bloquent la route entre Matmata la Nouvelle et Dhilet Toujane. A l'issue de la réunion avec le délégué, une distribution d'eau est prévue le lendemain.

29 août, des habitants de Khradnia, Ouled Slimane, Douar Ben Nasr, Brathnia, Arab Torba, Mtirat Ben Mahmoud, Akla (gouvernorat de Kairouan) bloquent la route reliant Echrarda à Bir El Ousfan pour exiger de l'eau potable.

30 août, des habitants de Jeberna (gouvernorat de Sfax) manifestent et bloquent la route Menzel Chaker/Agareb pour exiger de l'eau potable. 19 mai 2021, ils bloquent à nouveau la route.

31 août, des habitants de El Hlalfa (gouvernorat de Sfax) manifestent devant la délégation pour exiger de l'eau potable.

3 septembre, des habitants de El Hammam (gouvernorat de Kairouan) protestent contre les

coupures d'eau potable.

4 septembre, des habitants de Smaïria (gouvernorat de Gafsa) bloquent la RN14 pour exiger de l'eau potable.

5 septembre, des jeunes de Enfidha (gouvernorat de Sousse) protestent contre la dégradation des routes suites aux inondations et arborent une banderole « Mon pays est une piscine » afin d'alerter le conseil municipal sur la nécessité d'intervenir d'urgence.

7 septembre, des habitants de Lsouda (gouvernorat de Sidi Bouzid) manifestent jusqu'au siège du gouvernorat pour protester contre la puanteur dégagée par un élevage de poules.

10 septembre :

- des habitants de Ourfalla (gouvernorat de Kairouan) bloquent la RN3 pour exiger une solution à la recrudescence d'accidents de la circulation, notamment par la pose de ralentisseurs.
- des habitants de Soudia (gouvernorat de Bizerte) bloquent la RN11 pour exiger de l'eau potable.

16 septembre, des habitants de Oued Bouzena (gouvernorat de Béja) bloquent la route de Nefza pour exiger des transports scolaires.

18 septembre :

- des habitants de Rezagnia (gouvernorat de Kairouan) exigent le raccordement de leurs logements à l'eau potable.
- des habitants de Sidi Khlef à Béja manifestent pour l'eau potable et le revêtement des routes.

21 septembre :

- des habitants de El Goffey (gouvernorat de Kairouan) bloquent la RN48 pour exiger des transports scolaires.
- des habitants de Hassi Medenine et Smar (gouvernorat de Médenine) manifestent devant le siège du gouvernorat contre les débordements d'eaux usées dans les terres.

28 septembre :

- des habitants de Ouled Hamouda (gouvernorat de Kairouan) manifestent pour exiger des moyens de transports publics ruraux.
- des habitants de Ouled Chamekh (gouvernorat de Mehdia) dénoncent par voie de pétition l'inaction de la municipalité face à la pollution environnementale.

4 octobre, des habitants de la cité Chabab à Metlaoui (gouvernorat de Gafsa) manifestent contre le déversoir sauvage des égouts entraînant des cas de leishmaniose.

14 octobre, des habitants de la cité Mellassine, des militants de l'UGTT et de la société civile de Bou Arada (gouvernorat de Siliana) manifestent pour la fermeture de l'usine polluante de fabrication de batteries.

16 octobre, des professeurs et des administratifs du lycée de la cité En Nour à Tataouine manifestent contre l'absence d'eau potable et menacent de grève.

17 octobre :

- des habitants de la route de Gabès et de la route de Beni Khedache à Médenine manifestent contre les coupures d'eau potable. 17 février 2021, ils manifestent à nouveau.
- des habitants de Moularès (gouvernorat de Gafsa) signent une pétition contre les coupures d'eau. 10 mai 2021, ils bloquent la route. 6 juillet, ils manifestent devant le poste de la sûreté et la maison de la jeunesse pour protester contre les promesses non tenues.

19 octobre :

- des habitants de Talha (commune de Oudhref, gouvernorat de Gabes) manifestent et bloquent la route de Ouled Dhaou pour exiger de l'eau potable.
- des parents d'élèves de l'école Sidi Amara (gouvernorat de Kairouan) ferment l'école et interdisent à leurs enfants de s'y rendre pour exiger de l'eau potable dans l'établissement.
- des habitants de Ouled Tlil, Al Kamboura, Al Othmania, Hendi El Amri et Batista (commune de Bahair, gouvernorat de Kairouan) bloquent la RR46 entre Oueslatia et Haffouz au niveau du pont de l'oued Lahmar pour exiger de l'eau potable.

22 octobre, des habitants de Rakhmet (gouvernorat de Kasserine) manifestent pour l'eau potable. Le 23, deux manifestants sont arrêtés pour y avoir appelé.

28 octobre :

- les parents d'élèves de l'école de Charaf (gouvernorat de Mehdiya) retirent leurs enfants de l'école pendant plusieurs jours pour protester contre l'absence d'eau potable dans l'établissement.
- des habitants de Mnaseria (commune de Tabouba, gouvernorat de Beja) bloquent la RR52 pour exiger de l'eau potable. 3 mai 2021, des habitants de Mnasria, Tabouba et Ftahliya bloquent la RR52.
- des habitants de Messioua El Guettar (gouvernorat de Kairouan) ferment le siège de la délégation pour exiger de l'eau potable. Intervention des forces de sécurité. 9 décembre, des habitants de Sayada, Ketar, Messioua et Hnachir manifestent devant la délégation pour exiger l'eau potable et le développement.

10 novembre, des habitants de Ouled Issaoui (commune de Jebbes, gouvernorat de Kairouan) ferment la RL803 pour protester contre l'absence de ramassage scolaire.

12 novembre, des habitants de la zone de Ouled Zid à Jebel Diss (gouvernorat de Mehdiya) manifestent devant le siège de la délégation pour exiger de l'eau potable.

14 novembre :

- des habitants de Jarzouna (gouvernorat de Bizerte) manifestent contre la privatisation partielle et la transformation d'un jardin public en parking.
- des habitants de Dahra (gouvernorat de Bizerte) manifestent pour l'eau potable.

16 novembre, des habitants de la zone de Oum Lahniha (gouvernorat de Mateur) bloquent la RN7 au niveau du carrefour de Ferdouine pour exiger de l'eau potable.

17 novembre, des habitants de la cité agricole de Sidi Bouzid manifestent pour l'eau potable. 3 janvier 2021, ils bloquent la route menant au centre ville, pour exiger de l'eau potable, l'éclairage public, un centre de santé de base et un bureau de poste.

20 novembre, des habitants de Ouled Mohammed (gouvernorat de Gafsa) manifestent contre la coupure d'eau depuis huit jours. Le 27, nouvelle manifestation devant le gouvernorat.

27 novembre, des habitants de Hajeb El Ayoun (gouvernorat de Kairouan) manifestent devant le siège de la SONEDE pour exiger de l'eau potable.

29 novembre, des habitants de Sousse bloquent une route pour exiger la pose de ralentisseurs suite au décès d'un enfant de trois ans.

1^{er} décembre, des habitants de Oulad Marzoug et Ouled Farah (gouvernorat de Kasserine) prennent d'assaut le siège de la SERGAZ et y organisent un sit-in pour réclamer de l'eau, du développement, des emplois y compris pour les villages de Al Harachana, Roubaiyya, Chouabnia, Ouadi Majel, Ouled

Mbarek. 31 janvier 2021, la coordination « Nous sommes tous Majel Ben Abbes », en présence de l'Union Tunisienne de l'agriculture et de la pêche, donne 7 jours au gouverneur. Le délai est prolongé de trois jours. 4 février, ils s'adressent au gouvernement et aux députés de la région. Le 9, 23^e jour du sit-in illimité. Le 18, le gouvernorat annonce l'envoi de projets de développement, dont l'eau potable.

3 décembre, l'Association tunisienne de jeunes médecins internes et résidents appelle à une grève à l'unité Covid de l'hôpital pour exiger la collecte des déchets à compter du 7 décembre.

7 décembre, des habitants de Labiadh (gouvernorat de Sidi Bouzid) ferment deux puits alimentant des gouvernorats voisins, pour exiger de l'eau potable.

29 décembre, des habitants de Kdaouria (gouvernorat de Kasserine) manifestent pour l'eau potable.

TUNISIE 2021

2 janvier, des habitants de Enfidha (gouvernorat de Sousse) exigent la fermeture de l'abattoir municipal en raison de la puanteur et des émanations toxiques pour leurs enfants.

3 janvier, des habitants du quartier de l'avenue de la République à El Mida (gouvernorat de Nabeul) bloquent un chemin pour protester contre l'éclatement du réseau d'égouts.

7 janvier, des habitants de Elawafi (gouvernorat de Sidi Bouzid) exigent de l'eau potable.

8 janvier, des habitants de la délégation de El Ala (gouvernorat de Kairouan) observent un « jour de colère » en présence de partis et de syndicats de base pour exiger le développement et l'eau potable.

9 janvier, des habitants de Aïn Zana (commune de El Houfia nord, gouvernorat de Kairouan) manifestent pour l'eau potable et bloquent la RN12. 26 mars, ils bloquent la RN12 pour protester contre le retard pris dans les travaux de raccordement au réseau d'eau.

11 janvier :

- des habitants de la délégation de El Ala (gouvernorat de Kairouan) ferment la station de pompage d'eau de la SONEDE qui approvisionne la côte, pour exiger de l'eau potable. Elle est ré-ouverte le jour même par la garde nationale.

- des habitants de Rejiche (gouvernorat de Mehdiya) manifestent contre le déversement des déchets et des égouts dans la mer.

12 janvier :

- des habitants de Al Baharna (gouvernorat de Kairouan) marchent sur deux puits de la SONEDE approvisionnant la côte qu'ils menacent de fermer et empêchent les enfants de se rendre à l'école à El Katifan, pour exiger de l'eau potable.

- des habitants de Tarf Echina (gouvernorat de Siliana) manifestent pour l'eau et l'électricité.

- les enseignants de l'école primaire de Ouled Mansour (gouvernorat de Kasserine) manifestent pour avoir de l'eau potable. 5 mars, ils manifestent à nouveau.

21 janvier, des habitants de Jouablia et Safaya (gouvernorat de Béja) bloquent la RR52 pour exiger de l'eau potable.

24 janvier, des habitants de Jebel Jelloud (gouvernorat de Tunis) manifestent contre la coupure de l'eau potable. 25 février, des habitants manifestent et bloquent une route.

26 janvier, des habitants de la cité Chraït à Chebaou (gouvernorat de La Mannouba) manifestent devant la municipalité pour exiger de l'eau et l'électricité.

28 janvier, des habitants de El Haza (gouvernorat de Kasserine) commencent un sit-in illimité pour l'eau et l'électricité.

29 janvier, des habitants de Ouergha (gouvernorat de Sidi Bouzid) manifestent pour exiger de l'eau potable. 25 août, ils manifestent devant la municipalité. 10 septembre, ils manifestent à nouveau. Le 13, ils manifestent devant le siège du gouvernorat.

3 février, des enseignants du collège Al Serja de Hajeb El Ayoun (gouvernorat de Kairouan) font une grève illimitée pour dénoncer les coupures d'eau potable. 5 mars, les collégiens manifestent pour exiger leur droit à l'enseignement.

4 février, des habitants de Zouagha (gouvernorat de Béja) bloquent la route Béja/Bousalem pour revendiquer de l'eau potable.

5 février, des enseignants des écoles Ferhat Hached de la cité Nour et de la cité Bahri 2, 3 et 4 de Agareb (gouvernorat de Sfax) suspendent les cours pour dénoncer le manque d'eau potable qui entraîne un non respect du protocole sanitaire.

10 février, des habitants de Zouatnia (gouvernorat de Kairouan) ferment les vannes de la pompe à gaz pour exiger de l'eau potable. La gendarmerie intervient et la station reprend son activité. Le 12, ils ferment à nouveau les vannes, leur réunion n'ayant abouti à rien. La gendarmerie intervient et la station reprend son activité. 17 mars, ils manifestent et menacent de fermer la pompe.

15 février :

- des militants de la société civile de Homt Es Souk (gouvernorat de Médenine) manifestent de nuit devant la SONEDE pour protester contre les coupures d'eau. 27 septembre, ils manifestent à nouveau devant la SONEDE .

- des habitants de Aïn Beïdha (gouvernorat de Kairouan) bloquent la RN3 à Fundouq Loussif, pour exiger la pose de ralentisseurs de vitesse.

16 février, des habitants de Imada Dar Jerbi (gouvernorat de Sousse) bloquent la route Sousse Kairouan pour exiger de l'eau potable

17 et 18 février, des habitants de Cheraitia, Zaktoun et Chellouf (gouvernorat de Zaghouan) manifestent pour exiger de l'eau potable. Le responsable de la SONEDE décide d'une réunion extraordinaire avec des élus pour trouver une solution.

18 février :

- des habitants de Merguellil (gouvernorat de Kairouan) bloquent la route Chebika/Kairouan pour exiger de l'eau potable. Le 30 mars, ils exigent leur droit à l'eau potable.

- des agriculteurs de Beqalta (gouvernorat de Monastir) manifestent contre l'importation de primeurs d'Égypte arrosés avec des eaux usées cancérigènes et préjudiciables pour les paysans et les consommateurs tunisiens.

19 février, des habitants de Kef Derbi (gouvernorat de Gafsa) bloquent la route Kasserine/Gafsa pour exiger de l'eau potable.

21 au 24 février, des agriculteurs de Touila (gouvernorat de Kairouan) font un sit-in pour réclamer de l'eau d'irrigation.

24 février :

- des agriculteurs de Fatnassa (gouvernorat de Kairouan) bloquent la route Kairouan/Sbikha pour exiger des ralentisseurs de vitesse pour protéger leur cheptel.
- des agriculteurs de Dhibet (gouvernorat de Kairouan) bloquent la route Haffouz/El Ala après avoir manifesté devant le siège du gouvernorat pour exiger de l'eau potable, du fourrage et un dispensaire. Le maire et le chef de la gendarmerie interviennent pour faire rouvrir la route et programmer une concertation le lendemain.

27 février :

- des habitants de la cité du 2 mars de Redeyef (gouvernorat de Gafsa) bloquent la route aux camions de déchets pour exiger l'application de l'accord passé entre la municipalité et la population en novembre 2020 concernant la délocalisation de la décharge.
- des habitants de Babouche (gouvernorat de Jendouba) bloquent la RN17 pour exiger de l'eau potable et de chemins agricoles.

2 mars :

- des habitants de Debabcha (gouvernorat de Kairouan) manifestent suite à l'arrêt du forage d'un puits profond par insuffisance d'eau dans la nappe phréatique). Le 4, ils protestent à nouveau.
- des habitants de Touila (gouvernorat de Béja) bloquent la route Nefza/Tabarka pour exiger de l'eau potable.

5 mars, le personnel enseignant de l'école primaire d'Ouled Mansour (gouvernorat de Kasserine) manifeste contre la pénurie d'eau potable.

8 mars, des habitants de Khmouda (gouvernorat de Kasserine) bloquent la route Tala/Kasserine pour exiger de l'eau potable.

11 mars, des habitants de Khatercha (gouvernorat de Bizerte) bloquent la RN7 pour exiger de l'eau potable.

13 mars, la section régionale de l'ordre des avocats de Gabès exige l'ouverture d'une enquête suite à l'explosion dans l'usine d'asphalte qui a fait cinq morts et un blessé. Le 14, des militants et des habitants manifestent devant le siège du gouvernorat pour exiger la délocalisation des unités industrielles, à l'occasion de la visite présidentielle. Le 15, les structures syndicales de la fédération du pétrole et des produits chimiques de Gabès en coordination avec l'URT, manifestent pour que soit respectées les normes garantissant la santé au travail. Le 17, ils manifestent devant le siège du gouvernorat et exigent des poursuites contre les responsables. Le 18, l'association « Nous voulons vivre » et d'autres associations manifestent à Tunis pour exiger des poursuites contre les responsables. Le 19, manifestation devant le théâtre municipal de Tunis pour une politique climatique et sociale juste et pour dénoncer le crime environnemental commis à Gabès.

14 mars, des habitants de Brahmi/Bulla Regia (gouvernorat de Jendouba) ferment la route pour exiger de l'eau potable.

21 mars, des habitants de Kriaa, Aouachria, Bir Ben Cherifa et Argoub (gouvernorat du Kef) bloquent la RR173 pour exiger de l'eau potable.

22 mars, des habitants et des militants de la société civile de Rahiet (gouvernorat de Kasserine) manifestent pour l'eau potable et la réfection des routes.

24 mars :

- des agriculteurs de Khanguet Jezia (gouvernorat de Kasserine) manifestent devant le gouvernorat

pour exiger de l'eau potable et des fourrages.

- la section de Kairouan du FTDES tient une journée de sensibilisation au droit à l'eau.

26 mars, des habitants de Houfia (gouvernorat de Kairouan) bloquent la RN12 pour exiger de l'eau potable.

27 mars, des agents de la Garde côtière de la Corniche de Sfax font des prélèvements d'eau de mer pour l'agence nationale de la protection de l'environnement dans le cadre de deux affaires déferées en justice suite au changement de couleur de l'eau à cause du complexe chimique.

29 mars :

- des ouvrières agricoles de la délégation de Kandar (gouvernorat de Sousse) manifestent contre l'interdiction faite par la garde nationale aux chauffeurs des camionnettes bâchées de les transporter au travail en raison du danger de mort auquel elles sont exposées et bloquent la route de Boura à Kalaa Kbira.

- des gardes forestiers des délégations de Oueslatia et Aïn Jelloula manifestent devant la délégation régionale des forêts suite à l'agression d'un garde forestier de Maarouf le 27.

- les enseignants de l'école préparatoire de la cité de la Jeunesse à Douar Hicher (gouvernorat de la Mannouba) cessent le travail en raison de la pénurie d'eau potable.

31 mars :

- des habitants de Ouled Saadallah (gouvernement de Kairouan) manifestent pour l'eau potable, absente depuis treize ans.

- des habitants de Bir Jdid (gouvernorat de Kairouan) bloquent la RN2 pour protester contre les coupures d'électricité. La garde nationale rouvre la route.

- des habitants de Aïn Safsaf (gouvernorat de Zaghouan) bloquent la route entre Zaghouan et Ben Arous pour exiger de l'eau potable et des transports.

5 avril :

- les enseignants arrêtent les cours à l'école de Bir Salah (gouvernorat de Sfax) en raison de la coupure d'eau potable, dans le respect du protocole sanitaire.

- des habitants des zones hautes de Redeyef (gouvernorat de Gafsa) manifestent devant la délégation pour exiger de l'eau potable. Le 27, des habitants manifestent devant le siège de la municipalité. Le sit-in est levé suite au contact de Adnan Hajji, député, avec le gouverneur. 2 août, des syndicalistes de l'UL et des habitants font une grève de la faim d'une journée au local de l'UL. Le 3, ils manifestent à nouveau.

8 avril, les enseignants arrêtent les cours à l'école Avicenne de Khorchef (gouvernorat de Sidi Bouzid) en raison de la coupure d'eau potable, dans le respect du protocole sanitaire.

10 avril, des habitants de Khit El Oued (gouvernorat de Kairouan) ferment la RN12 pour exiger de l'eau d'irrigation, coupée faute de courant. L'intervention de la garde nationale fait rouvrir la route.

12 avril, des habitants de Soualem (gouvernorat de Kairouan) bloquent un rond point pour exiger d'être raccordés au réseau d'eau potable.

26 avril :

- des habitants de Azaiza (Hmidate, gouvernorat de Kairouan) bloquent la route Soualem/El Haouareb pour exiger de l'eau potable, absente depuis des mois.

- des habitants de Zannouche (gouvernorat de Gafsa) pour exiger de l'eau potable, coupée depuis la veille.

27 avril, des habitants de Ghenaya (gouvernorat de Kairouan) manifestent pour exiger de l'eau potable. 15 mai, ils bloquent la route entre Oueslatia et Haffouz.

28 avril, un habitant de Hamada (gouvernorat de Sousse) fait un sit-in sous une tente devant la municipalité pour exiger de l'eau potable. 3 mai, des habitants manifestent devant la municipalité pour l'eau potable.

5 mai, des habitants de la zone de Zouara (gouvernorat de Béja) bloquent la route entre Ouchtata et Nefza pour exiger de l'eau potable.

7 mai, des habitants de la route de Gabès à Médenine bloquent la route pour exiger de l'eau potable.

10 mai, des habitants de Aguila (gouvernorat de Gafsa) bloquent la route pour exiger de l'eau potable.

16 mai, des habitants de Chraïtia sud (gouvernorat de Kairouan) s'adressent aux autorités au bout de deux mois sans eau.

17 mai :

- des habitants de Ouled El Hajj Amar (Khit el Ouadi, gouvernorat de Kairouan) bloquent la RN12 pour exiger des transports en zone rurale. Une réunion est proposée aux habitants pour qu'ils rouvrent la route au trafic.
- des habitants de Mgara (gouvernorat de Kairouan) bloquent la RR99 reliant Kairouan à Oueslatia pour exiger la relance du projet d'approvisionnement de la zone en eau potable, en panne depuis 2018. Suite à la promesse d'une réunion à la délégation le jour même, la route est rouverte.

18 mai, des habitants de Bir Lahmar (gouvernorat de Tataouine) manifestent pour l'eau potable.

19 mai, des enseignants du lycée El Chabab de Douar Hicher (gouvernorat de Mannouba) manifestent et font la grève des cours pour exiger de l'eau potable dans l'établissement.

21 mai, des habitants de Aïn Zayyan (gouvernorat de Kasserine) manifestent et bloquent la route pour exiger de l'eau potable, la réfection de routes, une signalisation lumineuse et la pose de ralentisseurs, en raison des accidents de nuit.

24 mai :

- des habitants de Ouled Yahya El Qafi (gouvernorat de Kairouan) manifestent et confisquent une voiture de la STEG pour protester contre les délestages.
- des habitants de El Kanafliya (Sidi Mohammed, gouvernorat de Kasserine) manifestent devant la carrière de pierres qui a asséché le puits agricole, défoncé la route, provoque de la poussière et interdit l'agriculture.
- des habitants de El Qataya (gouvernorat de Kébili) manifestent devant le siège de la SONEDE à Kebili pour protester contre les coupures d'eau.
- des habitants de la délégation de Hajeb El Ayoun (gouvernorat de Kairouan) manifestent pour l'eau potable.

26 mai :

- des composantes de la société civile de Kairouan manifestent devant le siège de la SONEDE pour protester contre le stress hydrique dans la région.
- des habitants de la région de Nefza (gouvernorat de Béja) manifestent pour exiger de l'eau potable.

31 mai, des habitants de Ras El Kef (gouvernorat de Gafsa) bloquent la route pour exiger leur

raccordement à un réseau d'assainissement.

1^{er} juin :

- des habitants de Sidi Abdelaziz (commune de Metline, gouvernorat de Bizerte) manifestent devant le siège de la délégation contre la coupure d'eau.
- des habitants de Fraksine (gouvernorat de Zaghouan) bloquent la route pour exiger de l'eau potable.

2 juin :

- des habitants de Aïn Khrarib et Chouichia (gouvernorat de Jendouba) bloquent la RR59 pour exiger leur raccordement au réseau d'eau potable.
- des habitants de Ben Guerdane (gouvernorat de Médenine) manifestent contre les coupures d'eau.

4 juin :

- des habitants de Rmilia (gouvernorat de Sidi Bouzid) bloquent la RR83 pour protester contre l'absence d'eau depuis deux mois.
- des habitants de la cité Nassim à Metlaoui (gouvernorat de Gafsa) bloquent la RN2 pour exiger de l'eau potable.

5 juin, des enseignants de l'école primaire de Dar Al Khrif (gouvernorat de Kairouan) débrayent et manifestent pour protester contre l'absence d'eau depuis plus de dix jours dans l'établissement.

6 juin, des habitants et des militants de la société civile de Sedouikech (gouvernorat de Médenine) ferment la décharge et décident de la bloquer jusqu'au 10, jour de discussion sur les déchets dans l'île.

7 juin :

- des habitants de Kandar (gouvernorat de Sousse) bloquent le carrefour Caïd Essebsi pour exiger l'annulation des augmentations des tarifs de transport collectif.
- des habitants de Médenine manifestent devant le siège de la SONEDE pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de Bougernouna (gouvernorat de Béja) bloquent la route Nefza/Tabarka pendant plusieurs jours pour protester contre l'absence d'eau potable depuis des mois.
- des militants de la société civile manifestent à Sfax contre les crimes commis par les conducteurs de poids lourds, pourtant interdits de circulation en ville.

10 juin, des habitants de Ksar Al Dahcha (gouvernorat de Sousse) manifestent devant la municipalité pour exiger de l'eau potable.

11 juin :

- des habitants du quartier de Souk Lahad à Sousse bloquent la route pour exiger la pose de ralentisseurs.
- des habitants de Roumeilat et Ouled Zaoui à Oued Miou (gouvernorat de Kasserine) manifestent pour exiger le raccordement à l'eau potable.

12 juin, des militants du PT et de la société civile manifestent devant la SONEDE à Sousse pour exiger l'annulation de l'augmentation des tarifs de l'eau.

13 juin, des habitants de Takelsa (gouvernorat de Nabeul) bloquent la route pour protester contre la coupure d'eau depuis plus d'une semaine.

14 juin, des habitants de Bouchemma (gouvernorat de Gabès) bloquent la RN1 au niveau de l'entrée nord de la ville pour protester contre les coupures d'eau.

16 juin, des militants écologistes manifestent devant le théâtre municipal à Tunis pour exiger la Justice climatique.

17 juin, des habitants de la cité Nassim à Testour (gouvernorat de Béja) manifestent contre les coupures d'eau potable.

18 juin, des habitants de El Fejja (gouvernorat de Bizerte) bloquent la route pour protester contre les coupures d'eau.

19 juin, des habitants de Sidi Maamer (gouvernorat de Nabeul) bloquent la route Hammamet/Nabeul pour protester contre la coupure d'eau potable.

21 juin :

- des habitants de Douainiyya (Aïn El Beidha, gouvernorat de Kairouan) bloquent la RN3 pour exiger de l'eau potable. Le blocage est levé suite aux promesses du délégué de Haffouz.
- des habitants de Sidi Hassine (gouvernorat de Tunis) bloquent la route pour protester contre la pollution et les agressions des moustiques.
- des habitants de El Argoub (gouvernorat de Mehdiya) bloquent la route El Jem/Mehdiya pour exiger de l'eau potable. 13 août, le gouverneur annonce que les localités de Oued Béja et Sakiet El Khadem vont recevoir de l'eau dès le lendemain.
- des habitants de Testour (gouvernorat de Béja) bloquent l'entrée de la ville pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de Ouled Moulahem (gouvernorat de Mehdiya) manifestent devant le siège de la délégation pour exiger de l'eau potable.

22 juin :

- des habitants de la région de Gafsa manifestent devant la SONEDE contre les coupures d'eau.
- des habitants de Ouled Rahma, Laraisia et Ouled Abid (commune de Bazina, gouvernorat de Bizerte) manifestent contre la coupure d'eau potable.

23 juin :

- des habitants de la cité Riyadh à Sousse manifestent devant le siège de la SONEDE pour protester contre les coupures d'eau inopinées. non trouve
- des habitants de Aïn Khmayssia (gouvernorat de Kasserine) bloquent la route pour exiger de l'eau potable.

25 juin, le festival du cinéma de Gabès donne une large part à la pollution environnementale.

28 juin :

- des habitants de Abane (gouvernorat de Nabeul) bloquent la route de Kelibia pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de Ghormane (gouvernorat de Nabeul) bloquent la route El Haouaria/Tunis pour protester contre la coupure d'eau.
- des habitants de Mansoura (gouvernorat de Mehdiya) bloquent une route pour protester contre la coupure d'eau.

29 juin :

- des habitants de la cité Dhara à Chenini (gouvernorat de Gabès) manifestent devant le siège du gouvernorat pour protester contre les coupures d'eau potable.
- des habitants du quartier Sud, de Somairia et el Omrane (gouvernorat de Sidi Bouzid) bloquent la RN14 au niveau d'El Itizaz pour exiger de l'eau potable.

30 juin, des habitants de Kébili investissent les locaux de la STEG pour protester contre les coupures de courant.

1^{er} juillet :

- des habitants de Maztouria (gouvernorat de Tataouine) saisissent un véhicule de la SONEDE pour protester contre les coupures d'eau.
- des habitants de Essalama (gouvernorat de Sidi Bouzid) bloquent la route de Bir El Hafey pour protester contre la coupure d'électricité ayant entraîné une pénurie d'eau potable depuis cinq jours.
- des habitants de M'khalif (commune de El Houfia nord, gouvernorat de Kairouan) lancent un appel aux autorités pour les sauver de la soif dans un contexte d'épidémie.

5 juillet :

- des habitants de Chraïtia sud et Bir El Hlou (gouvernorat de Kairouan) bloquent la RN2 pour exiger de l'eau potable, absente depuis quatre mois.
- des habitants de Belkhir (gouvernorat de Gafsa) manifestent devant le poste de la Garde Nationale pour exiger de l'eau potable.

7 juillet :

- des habitants de Sfax bloquent la route de Menzel Chaker pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de Touansia Ouled Brahim (gouvernorat de Sidi Bouzid) bloquent la route Hichriya/Bir El Haffey pour protester contre la coupure d'eau depuis plus d'un mois.

9 et 10 juillet, des habitants de Lala (gouvernorat de Gafsa) bloquent la RN15 pour exiger la pose d'un ralentisseur.

12 juillet :

- des habitants de Hammamet (gouvernorat de Nabeul) envahissent la SONEDE pour protester contre les coupures d'eau inopinées.
- des habitants de Hamma El Jerid (gouvernorat de Tozeur) manifestent pour exiger de l'eau et de l'électricité.
- des habitants de Bir Ahmed (gouvernorat de Kairouan) bloquent la RR98 pour exiger de l'électricité et de l'eau à Boussari.

13 juillet, des habitants de Thyna (gouvernorat de Sfax) bloquent la route de Gabès pour protester contre la coupure d'eau depuis un mois.

14 juillet, des habitants de Henchir El Gort (gouvernorat de Nabeul) bloquent la route Grombalia Nabeul pour exiger de l'eau potable.

21 juillet, des habitants de Ouled Ahmed Gouacem (gouvernorat de Mehdiya) manifestent pour exiger de l'eau potable.

22 juillet :

- des habitants de El Beharna (gouvernorat de Kairouan) ferment la station de pompage qui approvisionne des ville du Sahel en eau pour protester contre la coupure d'électricité depuis deux mois. Le 23, les autorités interviennent pour débloquer la station.
- des habitants de Charaf (gouvernorat de Nabeul) manifestent pour exiger de l'eau potable.

23 juillet :

- des habitants de Oued Zarga (gouvernorat de Béja) bloquent la route Béja/Tunis pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de Zouayed à Sfax manifestent pour exiger de l'eau potable.

- des habitants de Sidi Mohamed Ben Amar à Sfax manifestent pour exiger de l'eau potable, une route et le développement.
- des habitants de Bouajila (gouvernorat de Siliana) manifestent pour exiger de l'eau potable.

24 juillet :

- des agriculteurs de El Aaroussa (gouvernorat de Siliana) bloquent la route pour exiger de l'eau d'irrigation pour les arbres fruitiers et les légumes et des dédommagements pour leurs pertes.
- des habitants de El Gouassem (gouvernorat de Mehdiya) bloquent la route pour exiger de l'eau potable.

26 juillet, des habitants de Esserja (gouvernorat de Kairouan) bloquent la route pour exiger de l'eau potable.

28 juillet, des habitants de Gantouria (gouvernorat de Mannouba) manifestent pour exiger de l'eau potable.

31 juillet, des habitants de Mghira (gouvernorat de Ben Arous) manifestent pour l'eau potable.

1^{er} août, des habitants de Arram (gouvernorat de Gabès) bloquent la route Médenine/Gabès pour protester contre la coupure d'eau potable et l'absence d'électricité.

2 août :

- des habitants du « Lotissement du gouvernorat » à Kairouan manifestent devant la municipalité pour exiger leur raccordement à l'eau et l'électricité.
- des habitants de Aïn El Ksir 2 (gouvernorat de Jendouba) bloquent la RN59 pour exiger de l'eau potable.

3 août, des habitants de la délégation de Hajeb El Ayoun (gouvernorat de Kairouan) commencent un sit-in illimité et bloquent le local de la SONEDE pour exiger de l'eau potable. L'eau distribuée n'étant pas consommable, ils rendent leurs factures.

4 août :

- des habitants de Amdoun (gouvernorat de Béja) manifestent devant le siège de la délégation pour exiger de l'eau potable et exigent le limogeage du délégué.
- des habitants de la cité Nour à Grombalia (gouvernorat de Nabeul) manifestent pour exiger la réparation du réseau d'assainissement, de l'eau et de l'électricité.

5 août, des militants de la société civile de Kairouan manifestent contre la soif dans le gouvernorat, et exigent l'approvisionnement en eau, notamment à Hajeb El Ayoun.

7 août, des habitants de Nasr (gouvernorat de Kairouan) manifestent et bloquent la route à l'entrée du village pour exiger de l'eau potable.

9 août :

- des habitants du lotissement Bianco de Kairouan manifestent devant la municipalité pour exiger leur raccordement aux réseaux d'eau et d'électricité non trouve. Les 12, 16 et 18 septembre et le 7 octobre, ils manifestent à nouveau.
- des militants de la société civile de Bouhajla (gouvernorat de Kairouan) manifestent devant le siège de la STEG pour protester contre sa fermeture.
- des habitants de Aïn Khararib (gouvernorat de Jendouba) manifestent pour exiger de l'eau potable et bloquent la route. 4 personnes sont arrêtées pour avoir arrêté le trafic et mis le feu. La LTDH et « Jendouba veut le développement » soutiennent les habitants et refusent la solution sécuritaire.

10 août, des habitants de la zone de El Azib (gouvernorat de Bizerte) bloquent la route entre Menzel Jmil et El Alia pour exiger de l'eau potable et de l'électricité.

11 août :

- des habitants de Zraoua (gouvernorat de Gabès) manifestent devant la SONEDE à Gabès pour protester contre la pénurie d'eau depuis quatre jours.
- des habitants du Kef manifestent devant le siège de la SONEDE pour protester contre la multiplication des coupures d'eau.

13 août, des habitants de Brikat El Argoub (gouvernorat de Kairouan) bloquent la route Kairouan/Sidi Bouzid pour protester contre la coupure d'eau.

14 août, des habitants de Sebaa Aouinet (gouvernorat de Bizerte) bloquent la RN7 pour exiger de l'eau potable.

16 août :

- des habitants de Sidi Alouane (gouvernorat de Mehdiya) manifestent devant la SONEDE pour exiger de l'eau potable.
- des petits paysans de la zone de Elhewar à Tozeur manifestent devant la STEG pour exiger le raccordement de la zone à l'électricité.

17 et 18 août, des habitants de Al Sherarda (gouvernorat de Kairouan) ferment la municipalité et la délégation pour exiger eau et électricité.

19 août, des habitants du lotissement de Ben Khiria à Oueslatia ferment l'agence de la STEG pour exiger leur raccordement au réseau électrique. Une réunion leur est proposée le lendemain et les forces de sécurité rouvrent l'agence.

21 août, des habitants du Point 16 entre Mezzouna et Bir Ali (gouvernorat de Sidi Bouzid) bloquent la RN14 pour exiger de l'eau potable.

22 août :

- des habitants de El Mzara (gouvernorat de Sidi Bouzid) bloquent la route Sidi Bouzid/Gafsa pour exiger de l'électricité, coupée suite aux vents violents.
- des habitants de Angar Ben Zina (gouvernorat de Kairouan) se mobilisent contre l'absence d'électricité, motivée par la STEG par le non paiement de factures par certains abonnés.

23 août, la garde nationale ouvre la route entre Kairouan et Sidi Bouzid fermée au niveau de Dhouaher par des habitants suite à la coupure de courant ayant entraîné l'arrêt du pompage de l'eau, décidée par la STEG.

24 août, des habitants de Aïn Jemala (gouvernorat de Béja) bloquent la RN5 pour exiger de l'eau potable.

25 août, des habitants de Sidi Mbarek (gouvernorat du Kef) bloquent la route pour exiger de l'eau potable.

26 août, pour le septième jour d'affilée, des habitants de Baten El Ghazel Nord (gouvernorat de Sidi Bouzid) manifestent et bloquent l'entrée des camions devant l'usine de mise en bouteille d'eau minérale au niveau de la route reliant la RN3 et les zones de la délégation de Maktar (gouvernorat de Siliana) pour exiger de l'eau potable et que soient respectés les accords disposant qu'une partie de l'eau tirée des puits de la société soit affectée aux populations, notamment pour l'école primaire. Le 31, la garde nationale disperse le sit-in avec des lacrymogènes. Quatre personnes sont

interpellées.

1^{er} septembre :

- des femmes de la zone de la route de Kairouan à Enfidha (gouvernorat de Sousse) manifestent pour être raccordées à l'eau potable.
- des habitants de la zone de Fayedh Bennour (gouvernorat de Sidi Bouzid) manifestent devant la municipalité pour exiger la démission du conseil municipal qui a été incapable de satisfaire aux revendications d'eau potable, d'éclairage public etc.,.
- des habitants de El Alenda (gouvernorat de Gafsa) manifestent pour l'eau potable.

2 septembre, des habitants de Jemamlia (gouvernorat de Kairouan) bloquent le boulevard circulaire entre les routes de El Baten et de Haffouz pour exiger de l'eau potable, l'électricité et un réseau d'assainissement. 31 octobre, des habitants manifestent pour l'eau, l'électricité et la collecte des déchets.

3 septembre, des habitants de la zone de Hammam Trozza (gouvernorat de Kairouan) commencent un sit-in illimité à la délégation pour exiger de l'eau potable.

4 septembre :

- des habitants et des militants de la société civile de Menzel Bouzelfa (gouvernorat de Nabeul) manifestent pour exiger le départ du conseil municipal en raison de son incurie face à l'accumulation des déchets ménagers et l'inachèvement des travaux de voirie.
- fête des semences paysannes organisée à Tunis par l'Association Tunisienne de permaculture.

8 septembre, le FTDES tient un atelier de travail sur la crise de l'eau à Kairouan en présence de représentants de la SONEDE, de l'administration de la santé et de militants de la société civile.

10 septembre, des habitants de la région de Argoub (gouvernorat de Kairouan) bloquent la route Nasrallah/Kairouan pour exiger eau potable et électricité.

11 septembre, les parents d'élèves de l'école primaire de Ktifet (gouvernorat de Kairouan) empêchent leurs enfants de se rendre à l'école en raison de l'absence d'eau potable et de l'amoncellement de déchets dans l'établissement.

12 septembre, des habitants de Radès, Ezzahra, Hamman Lif, Hammam Chott et Bordj Cedria (gouvernorat de Ben Arous) forment une chaîne humaine sur le littoral pour protester contre le déversement des eaux usées en mer, sans traitement préalable, à l'appel d'Action Citoyenne et du FTDES.

14 septembre, des habitants de Oued El Ksab (gouvernorat de Kairouan) bloquent la route pour exiger de l'eau potable.

15 septembre :

- des parents d'élèves de l'école Saanine (gouvernorat de Kairouan) posent des ralentisseurs sur la RL802.
- des habitants de Makthar (gouvernorat de Siliana) manifestent pour exiger de l'eau potable.

16 septembre :

- pour la seconde semaine d'affilée, des habitants de Bou Aïssa (gouvernorat de Kairouan) et de Bir Shehada (gouvernorat de Kairouan) bloquent la route entre les deux délégations au niveau de l'oued Maarouf, pour exiger de l'eau potable.
- des élèves de Debda et Shaker et de Sidi Brahim Zouham (gouvernorat de Kairouan) qui suivent leurs études au lycée ou au collège de Aïn Jelloula manifestent devant le siège de la délégation pour

exiger un ramassage scolaire.

17 septembre :

- des femmes et fillettes de Laajania (gouvernorat de Kairouan) bloquent la route Kairouan/Sidi Bouzid pour exiger de l'eau potable coupée depuis cinq ans.
- des habitants de El Aouadna (gouvernorat de Sfax) bloquent la route pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de Al Rashya ferment la RN73 devant l'école Al Ajabna (gouvernorat de Kairouan) pour exiger de l'eau potable dans l'établissement et l'amélioration des chemins agricoles menant à l'école. Le 22, le TPI de Kairouan ordonne l'arrestation de 9 personnes impliquées dans le blocage de la route, en raison des dépassements commis.

20 septembre :

- des habitants bloquent la route entre Agareb et Mahress (gouvernorat de Sfax) pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de Awled Khlif (gouvernorat de Kairouan) bloquent la route Nasrallah/Haffouz pour exiger l'approvisionnement en eau de leur région.
- les instituteurs de l'école Ouled Zayed de Talh (gouvernorat de Gafsa) font grève pour exiger de l'eau potable dans l'établissement.

21 septembre :

- des habitants de Gargour (gouvernorat de Sfax) bloquent la route Sfax/Gabes pour exiger de l'eau potable dans le nouveau collège.
- des habitants de El Menassa (gouvernorat de Kairouan) manifestent devant le siège du gouvernorat pour exiger des transports scolaires.

23 septembre, des habitants de Khit El Oued (gouvernorat de Kairouan) bloquent la RN12 pour protester contre la situation environnementale due au fait que les égouts sont bouchés et que les eaux usées se déversent dans les rues.

27 septembre :

- les élèves et le corps enseignant du collège Mohsen Benhassi à Matmata La Nouvelle (gouvernorat de Gabès) font une grève des cours pour exiger de l'eau potable. Les élèves de Laffam bloquent la route touristique.
- des habitants de la zone de Tarabkhana (gouvernorat de Kasserine) manifestent pour l'eau potable, des transports ruraux et scolaires à l'occasion de la visite du ministre de l'Éducation à l'école primaire.

28 septembre, des habitants de Ouled Mnasser (gouvernorat de Sidi Bouzid) bloquent la route Gafsa/Sidi Bouzid pour exiger de l'eau potable.

28, 29 et 30 septembre, des parents d'élèves de l'école primaire de Bouchiha 2 à Ouled Slim (gouvernorat de Sidi Bouzid) empêchent leurs enfants de rejoindre les classes à cause de l'absence d'eau potable et de sanitaires dans l'établissement.

29 septembre, des habitants de El Hajaja (gouvernorat de Kairouan) manifestent contre l'attribution d'un permis d'exploiter à une carrière de sable qui va être toxique pour eux, les plantes et les animaux. 1^{er} décembre, le parquet du TPI de Kairouan, défère quatre manifestants interpellés.

1^{er} et 7 octobre, des habitants de El Menassa (gouvernorat de Kairouan) manifestent en masse devant le siège du gouvernorat pour exiger des transports scolaires.

2 octobre, des collégiens de l'école préparatoire du 7 octobre 2021 de Maztouria (gouvernorat de

Tataouine) manifestent pour exiger de l'eau potable dans l'établissement.

5 octobre, des collégiens et des enseignants de l'école préparatoire de Zamla (gouvernorat de Kairouan) bloquent la RN3 pour exiger de l'eau potable, la collecte des déchets et la réfection d'un bâtiment qui menace de s'écrouler.

9 octobre, l'UGTT, à l'occasion de la journée mondiale de l'enseignant, affirme par communiqué que 461 écoles primaires du pays n'ont pas d'eau potable.

11 octobre, des élèves de Aïn Ghrab à El Houfia (gouvernorat de Kairouan) manifestent avec leurs parents devant le siège de la délégation pour exiger la mise à disposition de transport scolaire spécifique.

12 octobre, des habitants de El Ayaïchiya (gouvernorat de Sousse) manifestent et bloquent la route au niveau de El Qarsi pour exiger que la Société de Transport du Sahel prenne en charge le ramassage scolaire.

13 octobre, des habitants de El Aouafi (gouvernorat de Sidi Bouzid) manifestent et bloquent la route pour exiger des zones irriguées et de relancer le projet d'adduction d'eau potable, bloqué depuis 2005, et la réfection des chemins agricoles.

20 et 21 octobre, des habitants de El Aouitha (gouvernorat de Kairouan) manifestent pour exiger des transports scolaires.

21 octobre, des parents d'élèves de l'école primaire de El Jerwala (gouvernorat de Kasserine) manifestent dans l'école pour exiger le ramassage scolaire et font faire la grève des cours à leurs enfants depuis 20 jours.

23 octobre, des habitants de Al Karna (gouvernorat de Sousse) manifestent pour exiger de l'eau, de l'électricité et leurs terres.

24 octobre, des habitants de Doualy (gouvernorat de Gafsa) bloquent la route pour exiger de l'eau potable.

26 octobre, des habitants de Rihana (gouvernorat de Sidi Bouzid) manifestent devant la délégation pour exiger de l'eau potable.

3 novembre, des habitants de Al Baten et de Hmidet (gouvernorat du Kef) bloquent la RR71 et font une marche pour exiger de l'eau potable.

7 novembre, des militants de la société civile et des associations déposent un recours en référé auprès du TPI de Sfax contre les municipalités de Gremda, Al Aïn et Thyna sur fond de dégradation environnementale après la fermeture de la décharge d'Agareb le 27 septembre. Le 19, des habitants de Sfax manifestent devant l'administration des impôts contre l'accumulation des déchets et menacent d'une grève des impôts. L'UR de l'UTICA annonce sa décision de suspendre le paiement des impôts. Le 24, l'UL de l'UGTT annonce des manifestations pour le 28. Le 28, la journée est annulée pour raisons météorologiques. La grève est annoncée pour le 10 décembre dans toute la région. 4 décembre, le PDL manifeste devant l'ANGD. 6 décembre, la chambre des référés du TPI 1 de Sfax ajourne au lendemain l'enlèvement des déchets. Le 7, le juge des référés du TPI de Sfax 1 autorise l'enlèvement et le transport des déchets dans un lieu sûr. La grève du 10 est reportée à la suite d'une promesse d'évacuer les déchets à une soixantaine de kilomètres de Sfax. Le 9, le conseil municipal de Menzel Chaker refuse l'implantation de cette décharge provisoire sur un territoire agricole. Le 13, les élus assistent à une rencontre avec le ministère de l'Environnement. Le 31, l'UR

de l'UGTT projette une nouvelle grève régionale pour le 12 janvier 2022.

8 novembre, des habitants de la cité Sourour (gouvernorat de Gafsa) manifestent devant le siège du gouvernorat pour exiger de l'eau.

15 novembre, des habitants de Alarab (gouvernorat de Siliana) bloquent la route pour protester contre l'absence d'eau depuis un mois.

18 novembre, des habitants de Tabouba (gouvernorat de Béja) bloquent la RN52 pour exiger de l'eau potable.

22 novembre :

- des étudiant.e.s de la cité universitaire Ibn Khaldoun à Sidi Bouzid manifestent en direction du siège du gouvernorat pour exiger la délocalisation de la déchetterie voisine de la fac de sciences dont les fumées toxiques ont intoxiquées les étudiantes résidentes.

- des habitants de Brahmia (gouvernorat de Kairouan) bloquent la route pour exiger le retour de l'eau potable, coupée depuis deux mois.

24 novembre, des habitants de Beharna (gouvernorat de Kairouan) s'adressent au gouverneur pour exiger de l'eau, coupée depuis plus d'un mois.

25 novembre, l'UR de l'UGTT de Kairouan enregistre la première adhésion d'une ouvrière agricole à un taux symbolique.

27 novembre, des militants écologistes manifestent devant le théâtre municipal à Tunis pour réclamer un état d'urgence climatique.

29 novembre, des enseignants de l'école primaire du quartier Ibrahim à Agareb (gouvernorat de Sfax) font la grève des cours pour protester contre le déversement des égouts dans les salles de classes.

6 décembre, des habitants de Badrouna (gouvernorat de Jendouba) exigent l'intervention urgente des autorités contre l'inondation de leurs maisons par des boues et des eaux usées.

7 décembre, les habitant.e.s et les élèves de Limaya (gouvernorat de Sfax) bloquent la route pour protester contre l'implantation d'une décharge, au nom de la défense de l'environnement. Le 9, ils adressent une pétition au gouverneur et au SG de l'UR de l'UGTT. Le 10, ils bloquent la RN13. Le 15, ils boycottent la session du conseil municipal rendant compte de la rencontre avec le ministère de l'Environnement (se reporter à 19 novembre/Sfax).

13 décembre, des habitants de Ouchtata (gouvernorat de Béja) bloquent la route de Nefza pour exiger de l'eau potable.

17 décembre, des habitants de El Akila (gouvernorat de Gafsa) bloquent la route pour exiger de l'eau potable.

27 décembre, des responsables des eaux de Jambaz (Khazazia, gouvernorat de Kairouan) manifestent devant le gouvernorat pour exiger du gouverneur et de la SONEDE une intervention d'urgence pour rétablir l'eau potable dans la zone.

YÉMEN 2020

6 janvier, des habitants du quartier Chieb El Aydarus, à Krayter (gouvernorat d'Aden) manifestent pour l'eau potable. 5 avril, des habitants de Chieb El Aydarous, Boumis et Al Razoumit de Krayter manifestent avec leurs ânes devant l'autorité de l'Eau et de l'Assainissement et tentent de convaincre des employés de se joindre à eux. Ils précisent qu'ils ne demandent pas des masques, mais seulement de l'eau. Le 18, des habitants d'Aden bloquent la route entre Khormsaker et Cheikh El Othman pour exiger de l'eau, de l'électricité et des salaires. Le 19, des véhicules avec mégaphones sillonnent les rues de Krayter pour appeler à une manifestation pour l'électricité le lendemain. Les 24 et 25, des habitants de Maala, Krayter et Tawahi à Aden manifestent pour l'eau et l'électricité et bloquent la route avec des slogans hostiles et au gouvernement légitime et au conseil de transition du Sud. La journaliste Naamat Issa appelle les femmes, les jeunes et les partis à manifester le lendemain pour l'eau, l'électricité et des compensations pour les victimes des inondations. 2 mai, des habitants de Krayter coupent la route entre Cheikh Othman et Dar Saad. Le 21, des habitants de Aden manifestent et coupent les routes pour protester contre les coupures de courant. 12 juin, la famille de Houssine Marwane Atrous (20 ans), douze jours après son kidnapping lors d'une manifestation pour l'eau et les services, est informée qu'il serait libéré le lendemain de la prison de Khormsaker. Le 13, son corps porte des traces de tortures et est remis à la famille. La version officielle veut qu'il se serait battu avec un codétenu. 10 août, des habitants et leurs ânes bloquent la route principale pour protester contre la coupure d'eau potable dans le gouvernorat. Le 13, des habitants de Krayter bloquent avec leurs ânes pour le cinquième jour d'affilée l'entrée de la ville pour exiger de l'eau et des poursuites contre les responsables. Le 21, ils manifestent devant la direction des eaux et bloquent les routes. 16 novembre, des habitants de Chieb Al Aydarus manifestent devant la direction de Krayter des eaux. 2 janvier 2021, ils manifestent à nouveau. 1^{er} mars, des habitants de Krayter manifestent pour l'électricité, et contre les retards de salaires devant la banque centrale. 17 février, l'association des droits du citoyen manifeste à Aden pour exiger de l'électricité. 8 mars, des habitants de Sheikh Osman brûlent des pneus et bloquent les routes pour exiger eau et électricité, puis les manifestations s'étendent aux autres quartiers. Des lycéennes de troisième année secondaire de l'école Aban à Aden font un sit-in pour exiger de l'électricité afin de pouvoir étudier à la veille de leurs examens. Le 16, des habitants du gouvernorat investissent le palais présidentiel de Al Maachiq pour exiger de l'eau et de l'électricité et le paiement des arriérés de salaires. Les 17 et 18, des habitants de Aden sud manifestent pour des services et contre le retard dans le versement des salaires. 26 avril, des habitants de Krayter manifestent pour l'eau et l'électricité. 21 mai, des habitants de tout le gouvernorat manifestent à Aden devant le siège de la coalition pour exiger de l'eau et de l'électricité, la sécurité et les salaires, à l'appel d'activistes. 12 juillet, des habitants d'Aden manifestent pour l'électricité. 12 septembre, nouvelles manifestations à Cheikh Othman et Krayter. Le 14, nouvelles manifestations. 5 octobre, le caucus des Femmes d'Aden manifeste pour l'eau, l'électricité, une vie décente, l'éducation, contre la corruption, la propagation des armes. 30 novembre, des exilés tigréens manifestent à Aden pour exiger de l'eau, de la nourriture, des médicaments et des tentes. 12 décembre, des habitants de Jebel Aïdarus manifestent devant la société de l'eau, et dénoncent le comportement des vigiles envers un journaliste qu'ils ont dépouillé de son portable.

6 avril, des habitants de Hat (gouvernorat de Al Mahra) manifestent pour exiger l'éviction du gouverneur et de l'eau, de l'électricité et des services de santé.

12 avril, des militants associatifs et des habitants d'Aden manifestent contre la prolifération de l'habitat spontané à Aqba sur des terres et des vestiges archéologiques après la division du mont Chamsan en lots et terrains.

14 avril, des habitants de Qaloua (gouvernorat de Aden) manifestent pour l'eau potable et bloquent

la route menant à la plage de Goldmohour.

24 et 25 avril, des habitants de Mukalla (gouvernorat de Hadramaout) manifestent pour l'électricité et brûlent des pneus. 29 juin, ils bloquent des routes pour exiger de l'eau et de l'électricité. 5 juillet, des jeunes bloquent les rues de la ville pour exiger de l'électricité. 11 août, des habitants bloquent les routes et brûlent des pneus. 20 septembre, ils manifestent pour l'eau et l'électricité. La police les disperse à balles réelles. Les manifestations continuent jusqu'au 29.10 mars 2021, l'union des étudiants de l'université de Hadramaout manifeste, soutenus par les professeurs et les mères des étudiants, contre la hausse des prix et l'absence d'électricité. Le 29, des habitants bloquent les routes de la ville et ferment les commerces pour exiger de l'électricité. Le 31, ils manifestent pour l'électricité et les services, et en solidarité avec les manifestants de Maïfaa pour l'électricité, tués ou blessés par la répression. 4 avril, des habitants bloquent plusieurs rues pour exiger de l'eau et de l'électricité et protester contre la dévaluation de la monnaie. Le 7, ils manifestent à nouveau. Le 10, des femmes manifestent face au port pour exiger de l'électricité, des services et de l'emploi pour les jeunes. 13 septembre, des habitants manifestent et bloquent les routes, ferment les commerces pour exiger de l'électricité et la démission du gouverneur.

28 juin, des habitants du Ouadi Hadramaout manifestent à Shihr (gouvernorat de Hadramaout) pour exiger de l'eau.

22 juillet, des habitants de Khormaksar (gouvernorat de Aden) manifestent pour l'électricité et les services. 2 mars 2021, des habitants des districts de Sira et Khormakser manifestent pour l'électricité. Les manifestations s'étendent aux autres districts. Le 7, les manifestations reprennent. Le 17, des habitants de Khormakser manifestent pour des services et contre la hausse des prix. 8 et 9 septembre, ils bloquent les routes et manifestent. Le 14, nouvelles manifestations.

10 août, des habitants de Ghail Ba Wazir (gouvernorat de Hadramaout) manifestent devant le siège de la société des eaux pour exiger de l'eau potable.

20 août, des habitants de Radfan (gouvernorat de Lahij) manifestent devant l'administration des eaux à Habilayn pour protester contre la pénurie d'eau depuis plus de deux mois.

31 août, des habitants de Khussaf (gouvernorat de Aden) manifestent devant le siège de l'administration des eaux et bloquent les routes.

8 septembre, des habitants de Sabar (gouvernorat de Lahij) manifestent à Touban pour la construction d'un réseau d'égouts.

16 septembre, des habitants de Jaar (gouvernorat de Abyan) manifestent pour exiger de l'électricité.

17 septembre, des habitants de Chieb Al Andarus (gouvernorat d'Aden) manifestent contre l'installation d'une pompe à eau de haute portée dont la mise en activité endommagerait les habitations.

21 septembre, des habitants de Al Mansoura (gouvernorat de Aden) bloquent les rues Rimi et Saber pour protester contre la fuite des égouts en pleine rue qui causent des maladies.

3 décembre, des habitants de Al Khachaa (gouvernorat de Hadramaout) manifestent devant le siège de la société pétrolière Calvalley contre la pollution et pour l'emploi.

YÉMEN 2021

4 janvier, des détenus de la prison de Al Shabaka à Turbah (gouvernorat de Taz) manifestent à l'intérieur de l'établissement pour exiger de l'eau et des services de base. 22 mars, des habitants de Turba manifestent pour l'eau potable et dénoncent la politique de la société des eaux, les commerces et les restaurants étant approvisionnés. 3 avril, ils manifestent à nouveau.

31 janvier, des agriculteurs et des habitants de Al Houta Al Chamalia (gouvernorat de Lahij) manifestent contre la décharge qui porte atteinte à l'agriculture et à la santé des habitants.

28 février, des habitants de Al Mansoura, Dar Sad et El Louhoum (gouvernorat de Aden) manifestent contre les coupures d'électricité et l'augmentation des prix de la nourriture.

7 mars :

- des manifestations pour l'eau, l'électricité et l'assainissement éclatent dans la province de Lahij.
- des habitants de El Makhzan (gouvernorat de Abyan) manifestent et bloquent la route pour protester contre le délestage depuis quatre jours.

15 mars, des habitants de Say'oun (gouvernorat de Hadramaout) font une journée de désobéissance, de manifestations, pour l'eau, l'électricité, contre la cherté des prix et le gouverneur. La manifestation est violemment réprimée (tirs, tabassages).

17 mars, des habitants de Abyan manifestent pour l'eau, l'électricité et contre la hausse des prix et la corruption.

30 mars, des habitants de Maïfaa (gouvernorat de Hadramaout) manifestent pour l'électricité et contre la précarité à l'occasion de la visite du gouverneur. Un civil est tué et d'autres sont blessés. 4 avril, des habitants manifestent pour des services. La répression de la manifestation fait des morts et des blessés.

2 avril, des habitants de Husn Awad (gouvernorat de Hadramaout) manifestent contre un projet d'égout dans leur quartier, à proximité des canaux d'évacuation des eaux de pluies et demandent à ce qu'il soit excentré.

3 avril :

- des habitants de Al Talh (gouvernorat de Shabwa) manifestent pour la réfection des routes, le raccordement à l'électricité et la libération des détenus par les forces spéciales.
- des habitants de Dis (gouvernorat de Hadramaout) bloquent la route pour exiger de l'électricité.

4 avril, des habitants coupent la route Shaab/Burega (gouvernorat de Aden) pour exiger eau et électricité et protestent contre les prix des aliments et des médicaments.

17 avril, des habitants du district de Tuban (Gouvernorat de Lahij) manifestent pour l'électricité, coupent les routes de Sabar et d'Aden. Le 20, des habitants de Al Houta et Tuban manifestent et bloquent des routes.

20 avril, des habitants de Nisab (gouvernorat de Shabah) manifestent de nuit pour l'eau et l'électricité. Le 27, ils manifestent pour exiger de l'électricité.

24 avril, des habitants de Al Maala (gouvernorat de Aden) manifestent devant la direction de l'électricité, bloquent la route et dénoncent l'échec des autorités locales.

9 mai, l'autorité locale et des agents du service public de El Hodaïda manifestent devant le bureau

de l'ONU pour dénoncer l'attitude de la coalition qui interdit l'entrée aux navires de carburant, ce qui entraîne l'arrêt du fonctionnement de la centrale électrique de Ras Katenib. Le 27, 85^e manifestation à Hodaïda contre la décision de la coalition américano-saoudienne d'interdire aux navires chargés d'alimentation et de pétrole d'accoster au Yémen depuis cinq mois, privant notamment les habitants d'électricité, la centrale de Ras Katnib étant à l'arrêt.

28 mai, des habitants de Tazeh manifestent contre la corruption des autorités et exigent des services d'eau, d'électricité et des programmes d'hygiène. Le 31, le Parti Socialiste Yéménite et l'Organisation Unioniste Nasserienne, manifestent contre la corruption et la détérioration des services. Ils déposent des ordures devant le siège provisoire du gouvernorat à Tazeh pour protester contre le manque d'hygiène et exigent l'éviction des corrompus. 1^{er} juin, le gouverneur annonce le limogeage des directeurs du transport et de l'électricité. Le 3, ils exigent des poursuites contre les corrompus locaux et au niveau du gouvernorat. Le 11, ils commencent un sit-in et exigent le départ du gouverneur, Nabil Chamsan. Le 13, ils manifestent à nouveau et érigent une tente pour leur sit-in commencé la veille. La répression à balles réelles fait des blessés. Le 24, ils brûlent des pneus devant le siège du pouvoir local tandis que des blessés de guerre bloquent la route pour alerter sur l'absence de réponse à leurs exigences. 9 juillet, les manifestations se poursuivent.

20 juin, des habitants de Lawdar (gouvernorat de Abyan) manifestent pour l'eau, l'électricité, le ramassage des déchets l'éviction des responsables corrompus locaux.

28 juin, manifestation conjointe entre la société pétrolière du Yémen et la société locale des eaux et de l'assainissement devant les bureaux de l'ONU à Sanaa, contre le blocus, notamment des bateaux de carburant.

12 juillet, des cheikhs de tribus de Al Qatn (gouvernorat de Hadramaout) manifestent devant le gouvernorat contre la corruption au sujet d'un projet d'adduction d'eau qui a valu l'éviction du directeur de la société des eaux de Qatn, l'exigence d'une commission d'enquête indépendante.

18 juillet, la ville Al Hazm (gouvernorat de Jawf) observe une grève générale pour le troisième jour d'affilée pour protester contre l'augmentation du tarif de l'électricité.

9 août, des habitants de Zinjibar (gouvernorat de Abyan) ferment les commerces de la ville pour exiger de l'eau, de l'électricité, le paiement des salaires. Le 13, ils manifestent. Le 16, la ville est en grève, les commerces sont fermés.

20 août, des habitants de Al Maraqlsha (gouvernorat de Abyan) manifestent pour leurs droits à des salaires et une vie décente, notamment à l'eau et l'électricité.

5 septembre :

- des habitants de Mokha (gouvernorat de Tazeh) manifestent pour exiger de l'électricité coupée depuis cinq ans. Ils exigent aussi de l'eau.
- des habitants de Lahij bloquent les voies pour protester contre la coupure d'électricité et la corruption. Les forces de l'ordre tirent en l'air et dispersent le rassemblement. Le 9, ils manifestent à nouveau.

12 septembre, des habitants de Mansourah (gouvernorat de Aden) manifestent pour exiger de l'électricité.

13 septembre, des employés et cadres de la compagnie des eaux et de la compagnie pétrolière de Sanaa manifestent devant le siège de l'ONU pour dénoncer le blocus qui se traduit par une absence d'eau dans la capitale.

11 octobre, des femmes de Maareb manifestent contre le blocus houthi qui empêche l'entrée des médicaments de la nourriture et de l'eau potable.

30 octobre, des habitants de Al Masaymir Al Hawachib (gouvernorat de Lahij) manifestent devant la Société Nationale des Ciments qui fait partie du groupe Hayel Saeed Anam pour dénoncer l'exploitation par une centrale à charbon et réclament son arrêt car elle engendre une pollution à l'origine des pathologies au sein de la population, des dommages au sein du bétail et ils commencent un sit-in illimité.

28 novembre, des habitants du quartier Dahoufa de Maala (gouvernorat de Aden) manifestent devant la direction de Maala pour exiger de l'eau potable.

Luiza Toscane, 8 mars 2022

GLOSSAIRE :

AAAID : Autorité Arabe pour l'Investissement et le Développement Agricole

AADL : Agence Nationale de l'Amélioration et du Développement du Logement

ADE : Algérienne Des Eaux

AEP : Alimentation en Eau Potable

AFPS : Association France Palestine Solidarité

AI : Amnesty International

AMDDC : Association Marocaine de Défense de la Dignité du Citoyen

ANGD : Agence Nationale de Gestion des Déchets

APC : Assemblée Populaire Communale, P/APC : Président de l'APC

ATFD : Association Tunisienne des Femmes Démocrates

BM : Banque Mondiale

BP : British Petroleum

CA : Cour d'Appel

CET : Centre d'Enfouissement Technique

CPG : Compagnie des Phosphates de Gafsa

CR : Comité de Résistance

CRIDEM : Carrefour de la République Islamique DE Mauritanie

CW : Chemin de Wilaya

DTP, Direction des Travaux Publics

EDL : Électricité Du Liban

EPIC : Établissement Public à caractère Industriel et Commercial

ETUSA : Établissement public de Transport Urbain et Suburbain d'Alger

FSI : Forces de Sécurité Intérieure

FTDES : Forum Tunisien pour les Droits Économiques et Sociaux

GAV : Garde A Vue

GCT : Groupe Chimique Tunisien

GN : Garde Nationale

LMCDH : Ligue Marocaine de la Citoyenneté et des Droits de l'Homme

LTDH : Ligue Tunisienne pour la Défense des Droits de l'Homme

MEL : Mouvement Écologique Libanais

ONAS : Office National de l'Assainissement

ONEE : Office National de l'Eau et de l'Électricité

PCL : Parti Communiste Libanais

PDL : Parti Destourien Libre

PJ : Police Judiciaire
PPP : Partenariat Public Privé
PR : Président de la République
PT : Parti des Travailleurs
QASD : anagramme arabe de Forces Démocratiques Syriennes
RADEEF : Régie Autonome intercommunale de Distribution d'Eau et d'Électricité de Fès.
RADEES : Régie Autonome intercommunale de Distribution d'Eau et d'Électricité de Safi.
RAG : parti Radical pour une Action Globale
RL : Route Locale
RN : Route Nationale
RNI : Rassemblement National des Indépendants
RR : Route Régionale
SEAAL : Société des Eaux et de l'Assainissement d'ALger
SERGAZ : Société de SERvice du GAZoduc trans tunisien
SNDE : Société Nationale De l'Eau
SOMELEC : Société Mauritanienne d'Électricité
SONEDE : Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux
SONELGAZ : Société Nationale de l'Électricité et du GAZ
SOTACIB : Société Tuniso-Algérienne de Ciments et Dérivés
STEG : Société Tunisienne de l'Électricité et du Gaz
STIR : Société Tunisienne des Industries de Raffinage
TPI : Tribunal de Première Instance
UGTT : Union Générale Tunisienne du Travail
UJFP : Union Juive Française pour la Paix
UL : Union Locale
UR : Union Régionale
UNRWA : United Nations Relief and Works Agency
UPR : Union Pour la République
URT : Union Régionale du Travail
UTICA : Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat
VSA : Village Socialiste Agricole